

**Fédération Luxembourgeoise
de Football (FLF)**

**Manuel national sur l'octroi de
licence aux clubs**

Edition 2010

1. INTRODUCTION

Le Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs – Edition 2010 constitue le document de base à partir duquel les associations nationales élaboreront leur «*Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs*». Il comporte les exigences minimales de l'UEFA, les directives nécessaires ainsi que d'autres informations utiles figurant dans les annexes. Il entre en vigueur lors de son approbation par le Comité exécutif et s'appliquera pour la première fois lors de la saison 2011/12. (La saison 2010/11 de la FLF sera dès lors soumise à examen sous les dispositions de la nouvelle version de la procédure de licence UEFA.)

Ce « Manuel de la FLF sur l'octroi de licence aux clubs » est divisé en deux volets principaux :

Le premier volet s'adresse à la FLF en sa qualité de *bailleur de licence*, explique ses responsabilités, définit le *candidat à la licence* et les instances d'octroi de licence, ainsi que les *éléments essentiels de la procédure* à appliquer.

Le deuxième volet s'adresse aux clubs de la FLF. Les cinq catégories de critères minimaux sont décrites chacune dans un chapitre spécifique. Il s'agit des cinq chapitres suivants: critères sportifs, d'infrastructures, administratives et liés au personnel, juridique et financier. Ces critères sont désormais répartis en trois classes («A», «B» et «C»). Chaque chapitre présente également les objectifs et les avantages que les clubs en retireront.

1.1. OBJECTIFS DE LA PROCÉDURE POUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS

La *procédure pour l'octroi de licence aux clubs* vise les objectifs suivants:

- Poursuivre la promotion et l'amélioration permanente du niveau de qualité de tous les aspects du football en Europe et continuer de donner la priorité à l'entraînement et à l'encadrement des jeunes joueurs dans chaque club;
- Veiller à ce que les clubs aient un niveau de management et d'organisation approprié;
- Adapter l'infrastructure sportive des clubs, de manière à mettre à la disposition des spectateurs et des médias des stades sûrs, bien aménagés et bien équipés;
- Améliorer les performances économiques et financières des clubs, renforcer leur transparence et leur crédibilité, et accorder l'importance nécessaire à la protection des créanciers;
- Garantir la continuité des compétitions internationales au cours de la saison;
- Contrôler l'équité financière au sein des compétitions;
- Permettre le développement, à travers toute l'Europe, de normes de comparaison entre clubs sur des critères financiers, sportifs, juridiques et administratifs et liés au personnel ainsi qu'à l'infrastructure.

En outre, la procédure d'octroi de licence aux clubs vise à garantir le fair-play financier dans les compétitions interclubs de l'UEFA, et notamment :

- Améliorer les performances économiques et financières des clubs et renforcer la transparence et leur crédibilité ;
- Accorder l'importance nécessaire à la protection des créanciers, en s'assurant que les clubs s'acquittent de leurs dettes envers les joueurs, les administrations sociales et fiscales, et les autres clubs dans les délais ;
- Introduire davantage de discipline et de rationalité dans les finances des clubs ;

- Encourager les clubs à fonctionner sur la base de leurs propres revenus ;
- Promouvoir les investissements responsables dans l'intérêt à long terme du football ;
- Protéger la viabilité à long terme et la pérennité du football interclubs européen.

2. PROCÉDURE

2.1. CLASSEMENT DES CRITÈRES

2.1.1. PRINCIPE

2.1.1.1 Au Luxembourg, tous les Clubs de la Division Nationale sont candidats à la licence. Conformément aux recommandations de l'UEFA et afin de ne pas créer d'inégalités entre les clubs de la Division Nationale et de ne pas fausser le championnat, le présent manuel national sur l'octroi de licence s'applique (pour des raisons d'équité) à tous les Clubs de football de la Division Nationale.

Il y a cependant lieu de faire la distinction suivante : l'obtention d'une licence est obligatoire en vue d'une participation dans une des compétitions interclubs de l'UEFA mais un club qui se voit refuser la licence UEFA peut néanmoins participer au championnat de la Division Nationale. Un tel club s'expose cependant à des sanctions (avertissement, amende, retrait de points, diminution des subsides, relégation d'office). (Cf. 2.1.1.7 ci-dessous et règlement interne relatif aux sanctions).

2.1.1.2. Les critères décrits dans le présent «Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs» V 2.1 sont répartis en trois classes distinctes. Cette nouvelle structure est destinée à guider les clubs.

2.1.1.3. Les différentes classes ont été définies de la manière suivante:

- a) **Critères «A» – «IMPERATIFS»:** Si le candidat à la licence ne remplit pas les critères A, il ne *pourra* pas bénéficier d'une licence lui permettant de participer aux compétitions interclubs de l'UEFA.
- b) **Critères «B» – «IMPERATIFS»:** Si le candidat à la licence ne remplit pas les critères B, il sera sanctionné de la manière spécifiée par le bailleur de licence, mais pourra néanmoins bénéficier d'une licence lui permettant de participer aux compétitions interclubs de l'UEFA.
- c) **Critères «C» – «DE BONNE PRATIQUE»:** Les critères C constituent des recommandations de bonne pratique. Le non-respect des critères C n'entraînera pas de sanction ni le refus de la licence. Il est possible que certains critères C deviennent impératifs à une date ultérieure.

2.1.1.4. Le bailleur de licence (FLF) est habilité à étendre les exigences minimales ou à renforcer les critères fixés par l'UEFA (voir chapitres 6 à 10) pour la participation aux compétitions interclubs nationales et/ou de l'UEFA. Il peut aussi introduire des critères supplémentaires ne figurant pas dans le «Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs – Edition 2008».

2.1.1.5. Toute extension des exigences minimales et amélioration de certains critères ou tout ajout de critères supplémentaires effectués par le bailleur de licence dans son «Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs» s'appliquent mutatis mutandis à la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA.

2.1.1.6. L'article 01-10 des statuts et règlements de la FLF fait office de base légale pour la mise en œuvre de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs au niveau national.

2.1.1.7. Pour garantir une procédure d'évaluation appropriée, la FLF:

- a) définit une liste de sanctions applicables à la procédure pour l'octroi de licence aux clubs (par exemple, non-respect de critères B), permettant aux instances d'octroi de licence compétentes d'infliger des sanctions à des candidats à la licence/*bénéficiaires de la licence*.

La liste de sanctions comprend un avertissement, une amende et l'obligation de fournir des preuves ou de remplir certaines conditions dans un délai imparti.

Si la procédure nationale pour l'octroi de licence aux clubs s'applique également à la participation aux compétitions nationales, comme tel est le cas au Luxembourg pour des raisons d'équité mais sans qu'un club puisse immédiatement être exclu de la Division Nationale, la liste de sanctions peut prévoir, en outre, la déduction de points, l'interdiction de conclure de nouveaux contrats de transfert ou de nouveaux contrats avec des joueurs, l'obligation de fournir certaines garanties. Par ailleurs, le bailleur de licence peut sanctionner le club, aussi bien avant le début de la saison que pendant la saison.

- b) renvoie au règlement disciplinaire national en cas de violation de la réglementation relative à l'octroi de licence aux clubs elle-même (par exemple, présentation de documents falsifiés, non-respect de délais, sanctions à l'encontre des personnes physiques etc.).

2.2 CONTRÔLES PONCTUELS PAR L'UEFA

2.2.1. PRINCIPE

2.2.1.1. L'UEFA et/ou les instances/représentations désignées par ses soins se réservent le droit de procéder, à tout moment, à des contrôles ponctuels auprès des bailleurs de licence et, en présence de ces derniers, auprès du club candidat afin de s'assurer que la licence lui a été correctement octroyée au moment de la décision définitive et contraignante du bailleur de licence. Le non-respect des exigences minimales obligatoires telles que définies dans le Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs accrédité par l'UEFA peut donner lieu à des sanctions définies par l'instance compétente de l'UEFA, en fonction de la nature et de la gravité des infractions constatées (se référer aux règlements correspondants des compétitions de l'UEFA).

2.2.1.2. L'UEFA et/ou les instances/représentations désignées par ses soins se réservent le droit de procéder, à tout moment, à des contrôles ponctuels auprès des bailleurs de licence afin de vérifier que les exigences minimales définies dans les éléments essentiels de la procédure (cf. chapitre 5) sont respectées. Le non-respect des exigences minimales obligatoires peut donner lieu à des sanctions définies par l'instance compétente de l'UEFA, en fonction de la nature et de la gravité des infractions constatées.

2.3 INTÉGRATION DU RÈGLEMENT DE L'UEFA SUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS DANS UN RÈGLEMENT NATIONAL SUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS

2.3.1. PRINCIPE

Chaque association nationale doit définir dans son règlement (ou « manuel ») national sur l'octroi de licence aux clubs les parties concernées (bailleur de licence, candidat à la licence, instances décisionnelles), leurs droits et leurs obligations, ainsi que les critères et les procédures nécessaires à la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA, conformément au présent règlement.

2.3.2 PROCÉDURE

2.3.2.1 Chaque association nationale rédige la version finale du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs et l'envoie dans une langue officielle de l'UEFA à l'Administration de l'UEFA pour examen dans le délai fixé par cette dernière.

2.3.2.2 Les associations nationales doivent garantir et apporter la preuve à l'Administration de l'UEFA que toutes les dispositions applicables définies dans le présent règlement ont été intégrées dans leur règlement national sur l'octroi de licence aux clubs. Des exceptions peuvent être accordées par l'Administration de l'UEFA conformément à l'article 4 du présent règlement.

2.3.2.3 Les associations nationales sont habilitées à étendre ou à compléter les critères minimaux du présent règlement dans leur règlement national sur l'octroi de licence aux clubs pour la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA.

2.3.2.4 Toute extension et tout ajout de critères minimaux effectués par le bailleur de licence dans son règlement national sur l'octroi de licence aux clubs s'appliquent mutatis mutandis à la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA.

2.3.2.5 Les associations nationales doivent confirmer à l'Administration de l'UEFA que toutes les dispositions contenues dans leur règlement national sur l'octroi de licence aux clubs sont conformes à la législation nationale applicable.

2.3.2.6 L'Administration de l'UEFA examine la version finale du règlement national sur l'octroi de licence aux clubs et confirme par écrit à l'association nationale concernée que:

- a) les dispositions applicables définies dans le présent règlement pour la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA sont intégrées dans le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs;
- b) la licence émise par les organes nationaux compétents conformément au règlement national sur l'octroi de licence aux clubs se base sur les critères minimaux fixés dans le présent règlement.

2.3.2.7 Le règlement national sur l'octroi de licence aux clubs doit être approuvé par les organes nationaux compétents et communiqué aux candidats à la licence avant le début de la procédure pour l'octroi de licence et ne peut être modifié durant cette procédure sans autorisation préalable de l'UEFA.

2.3.2.8 Les associations nationales sont encouragées à appliquer une procédure d'octroi de licence régissant la participation à leurs compétitions nationales. A cet effet, les associations nationales sont habilitées à étendre, réduire ou compléter les critères minimaux du présent règlement dans leur règlement national sur l'octroi de licence aux clubs pour la participation aux compétitions nationales.

3. BAILLEUR DE LICENCE

3.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre définit le bailleur de licence et les instances décisionnaires.

3.2. DÉFINITION DU BAILLEUR DE LICENCE

3.2.1. LE BAILLEUR DE LICENCE

3.2.1.1. L'association nationale « Fédération Luxembourgeoise de Football »(FLF) est le bailleur de licence. La personne de contact auprès de la FLF est Monsieur Marc DIEDERICH, téléphone : 48866550, fax : 400201, email : marc.diederich@football.lu ; adresse : rue de Limpach, L-3932 Mondorcange.

3.2.1.2. Le bailleur de licence gère la procédure pour l'octroi de licence aux clubs, désigne les instances d'octroi de licence compétentes et définit les procédures nécessaires. Le bailleur de licence prend soin à ce que toutes les dispositions du *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs* (Edition 2008) soient transposées dans le « Manuel nationale sur l'octroi de licence aux clubs - Edition 2009 ».

3.2.1.3. Le bailleur de licence garantit au bénéficiaire de la licence le strict respect de la confidentialité concernant les informations fournies par le candidat à la licence pendant la procédure pour l'octroi de licence aux clubs. Toute personne impliquée dans la procédure pour l'octroi de licence aux clubs ou mandatée par le bailleur de licence doit signer une clause de confidentialité avant d'exécuter ses tâches.

3.2.2. INSTANCES DÉCISIONNAIRES

3.2.2.1. Le bailleur de licence met en place une administration appropriée pour laquelle il nomme un personnel qualifié.

3.2.2.2. Le bailleur de licence établit deux instances décisionnaires dont il détermine le nom:

- a) Organe de première instance (OPI)
- b) Instance d'appel (IA)

3.2.2.3. Ces instances décisionnaires sont indépendantes l'une de l'autre. Elles bénéficient du soutien technique de l'administration du bailleur de licence (cf. 3.2.3).

3.2.3. ADMINISTRATION POUR L'OCTROI DE LICENCE

3.2.3.1. La mission de l'Administration pour l'octroi de licence (AL) consiste à:

- a) élaborer, mettre en œuvre et assurer le développement ultérieur de la procédure nationale pour l'octroi de licence aux clubs;
- b) apporter un soutien administratif aux deux instances décisionnaires mentionnées à la section 3.2.2.3 ci-dessus;

- c) assister, conseiller et suivre les bénéficiaires de la licence (clubs de la Division Nationale) durant la saison;
- d) servir de point de contact et assurer les échanges techniques avec les départements homologues d'autres associations nationales membres de l'UEFA et avec l'UEFA elle-même.

3.2.3.2. L'AL doit être dotée du personnel qualifié et de l'infrastructure nécessaires. Les coûts y afférents sont assumés par le bailleur de licence.

3.2.3.3. Au moins une personne de l'AL ou un conseiller financier externe doit être de formation financière et titulaire d'un diplôme de comptable ou de réviseur agréé par l'association nationale compétente (par exemple, l'association professionnelle au niveau national) ou être au bénéfice de plusieurs années d'expérience dans les domaines susmentionnés («reconnaissance de compétence»).

3.2.3.4. Toutes les personnes impliquées dans la procédure pour l'octroi de licence aux clubs doivent traiter les informations reçues au cours de cette procédure de manière strictement confidentielle. Il appartient à l'association nationale d'élaborer les clauses de confidentialité nécessaires.

3.2.4. ORGANE DE PREMIÈRE INSTANCE (OPI)

3.2.4.1. L'OPI décide de l'octroi de licence au club candidat sur la base des documents fournis, conformément aux dispositions du Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs et dans le délai de soumission fixé par le bailleur de licence.

3.2.4.2. Le Conseil d'Administration de la FLF décide de la composition de cet organe.

3.2.4.3. Le Conseil d'Administration de la FLF a pris la décision que la première instance est composée de 5 membres désignés et le quorum étant de 3 membres pour toute décision. Le président dispose d'une voix prépondérante.

3.2.4.4. La décision doit être rédigée par écrit et motivée en cas de refus d'octroi de licence.

3.2.4.5. Le bailleur de licence peut désigner comme membres de l'OPI des collaborateurs administratifs de l'association nationale et de la ligue qui lui est affiliée, à l'exception du manager responsable de l'octroi de licence et des experts, lesquels ne peuvent pas être membres de l'OPI.

3.2.5. INSTANCE D'APPEL (IA)

3.2.5.1. L'IA tranche les appels qui lui sont soumis par écrit et décide en dernier ressort s'il y a lieu d'octroyer une licence. Ses décisions ont un caractère définitif et contraignant.

3.2.5.2. Les appels ne peuvent être interjetés que par:

- a) le candidat à la licence qui s'est vu opposer un refus de la part de l'OPI,
- b) le manager responsable de l'octroi de licence.

3.2.5.3. L'IA rend sa décision en se basant sur celle de l'OPI ainsi que sur tous les éléments probants soumis par le candidat à la licence à l'appui de sa demande écrite d'appel ou dans le délai fixé dans le cadre de la procédure d'appel par le président de l'IA. Aucun autre élément probant soumis à l'IA à un stade ultérieur ne sera pris en compte.

3.2.5.4. La décision doit être rédigée par écrit et motivée en cas de refus d'octroi de licence. La décision de l'IA est définitive et contraignante.

3.2.5.5. Le Conseil d'Administration de la FLF décide de la composition de l'IA.

3.2.5.6. La Conseil d'Administration de la FLF a décidé que l'instance d'appel se compose de 7 membres désignés et le quorum étant de 5 membres pour toute décision. Le président dispose d'une voix prépondérante.

3.2.5.7. Les membres de l'IA ne peuvent faire partie du personnel administratif de l'association nationale et de la ligue qui lui est affiliée.

3.2.5.8. Les membres de l'IA ne doivent pas faire simultanément partie d'une autre instance officielle ou d'une autre commission du bailleur de licence (c.-à-d. autres que les instances mentionnées à la section 3.2.6.2. ci-dessous).

3.2.6. CONDITIONS RELATIVES AUX MEMBRES DES INSTANCES DÉCISIONNAIRES

3.2.6.1. Les membres des instances décisionnaires doivent compter au moins un juriste qualifié et un réviseur/expert comptable disposant d'une qualification reconnue par l'organe professionnel national compétent.

3.2.6.2. Les membres des instances décisionnaires ne doivent pas appartenir simultanément à une instance judiciaire statutaire du bailleur de licence. Ils doivent agir de manière impartiale dans l'exercice de leurs fonctions.

3.2.6.3. Les membres peuvent être réélus ou renommés pour des mandats spécifiques à préciser. Le Conseil d'Administration de la FLF nomme le président et vice-président de chaque instance et désigne les membres pour des mandats dont la durée est de 4 ans, renouvelables.

3.2.6.4. Les membres des instances décisionnaires doivent respecter strictement les règles de confidentialité, au même titre que les membres de l'AL (cf. 3.2.3.4). Il appartient à l'association nationale de fixer ces règles, que les membres doivent accepter par écrit.

3.2.6.5. Outre les conditions énoncées à la section 3.2.6.1. ci-dessus, le bailleur de licence peut fixer un certain nombre de conditions supplémentaires auxquelles doivent satisfaire les membres des instances d'octroi de licence (formation générale, formation professionnelle, expérience, etc.), afin de s'assurer qu'ils remplissent leurs fonctions à un niveau de compétence élevé.

3.2.6.6. Tout membre doit en tout état de cause s'abstenir automatiquement s'il existe un doute quelconque quant à son indépendance vis-à-vis du candidat à la licence, ou en cas de conflit d'intérêts.

3.2.6.7. En l'occurrence, l'indépendance d'un membre peut ne pas être garantie si lui-même ou l'un de ses proches (conjoint, enfants, parents, frères, sœurs) est:

- a) membre
- b) actionnaire
- c) associé
- d) sponsor ou
- e) consultant, etc.

du candidat à la licence. La liste qui précède est mentionnée à titre d'exemple et n'est pas exhaustive.

3.2.6.8. Le bailleur de licence peut établir, en accord avec l'UEFA, des critères supplémentaires concernant l'indépendance des membres.

3.2.7. PROCÉDURE DE PRISE DE DÉCISION

3.7.2.1. Les audiences des instances de décision se déroulent conformément aux principes conducteurs du Règlement Interne sur les Procédures devant les Tribunaux de la FLF, garantissant un procès juste et équitable aux parties.

4. CANDIDAT À LA LICENCE ET LICENCE

4.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre définit, d'une part, l'entité juridique à laquelle il incombe de solliciter la licence et, d'autre part, la licence permettant de participer aux compétitions interclubs de l'UEFA.

L'entité juridique sollicitant une licence est appelée candidat à la licence. Lorsqu'une licence a été accordée par le bailleur de licence au candidat à la licence, celui-ci devient bénéficiaire de la licence. Aux fins de ce chapitre, seul le terme de candidat à la licence sera utilisé.

4.2. CANDIDATS À LA LICENCE

4.2.1. POUVOIR DE DÉFINIR LES CANDIDATS À LA LICENCE

4.2.1.1. Tous les clubs de la Division Nationale sont candidats à la licence (cfr. 2.1.1.1).

4.2.2. STATUT DES CLUBS DE FOOTBALL

4.2.2.1. Le statut d'un club de football (professionnel, semi-professionnel ou amateur) est sans effet sur la délivrance d'une licence.

4.2.3. FORME JURIDIQUE DES CLUBS DE FOOTBALL

4.2.3.1. La forme juridique d'un club de football est sans effet sur la délivrance de la licence, conformément à la réglementation et à la législation nationale.

4.3. DÉFINITION DES CANDIDATS À LA LICENCE

4.3.1. Le candidat à la licence est défini comme l'entité juridique pleinement responsable de l'équipe de football participant aux compétitions interclubs nationales et internationales, et étant membre de la FLF pour autant que cette adhésion date – au début de la saison pour laquelle une licence est demandée - d'au moins trois ans (ci-après, membre enregistré). Toute modification de la forme juridique (y compris tout changement de siège social, de nom, de couleurs du club et toute évolution des prises de participation, notamment dans le cadre d'une collaboration entre deux clubs) durant cette période visant à faciliter sa qualification sur base de ses résultats sportifs et /ou son obtention d'une licence au détriment de l'intégrité de la compétition est considérée comme une interruption de l'adhésion.

4.3.2. Seul un membre enregistré peut solliciter/recevoir une licence. Les personnes physiques ne peuvent pas solliciter/recevoir de licence.

4.4. RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES DU CANDIDAT À LA LICENCE

4.4.1 Le candidat à la licence doit fournir au bailleur de licence :

- a) toutes les informations nécessaires et/ou documents pertinents prouvant que les obligations en matière d'octroi de licence sont remplies; et
- b) tout autre document pertinent pour la prise de décision du bailleur de licence.

4.4.2 Il doit notamment fournir les informations sur l'entité/les entités présentant les états financiers à propos de laquelle/desquelles des informations sportives, d'infrastructure, administratives et liées au personnel, juridiques et financières sont requises.

4.4.3 Tout événement survenant après la soumission du dossier de candidature au bailleur de licence et représentant un changement important par rapport aux informations communiquées antérieurement doit être notifié dans les meilleurs délais au bailleur de licence.

4.5. ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS

4.5.1 Le candidat à la licence détermine l'entité (ou le regroupement d'entités) pour laquelle doivent être fournies les informations financières.

4.5.2 Le candidat à la licence fournit au bailleur de licence la structure juridique, représentée sous forme d'un organigramme, dûment approuvée par la direction. Cet organigramme doit inclure des informations sur toutes les filiales, toutes les entités mères jusqu'à la société mère ultime, et sur toute entreprise associée ou filiale d'une telle société mère.

4.5.3 La structure juridique du candidat à la licence identifiera clairement l'entité qui est membre du bailleur de licence et mentionnera également les informations suivantes pour chaque filiale du candidat à la licence:

- a) nom de l'entité juridique;
- b) type d'entité juridique;
- c) informations sur les activités principales et sur toutes les activités liées au football;
- d) quote-part d'intérêt dans le capital (et, si celle-ci est différente, la quote-part des droits de vote détenus);
- e) capital social;
- f) total de l'actif;
- g) total des revenus;
- h) total des capitaux propres.

4.5.4. Si le candidat à la licence détient le contrôle d'une filiale, il doit établir des états financiers consolidés et les soumettre au bailleur de licence, comme si les entités faisant partie du périmètre de consolidation constituaient une seule société.

4.5.5 Une filiale peut être exclue du périmètre de consolidation uniquement si:

- a) la filiale est non significative par rapport à l'ensemble du groupe formé par le candidat à la licence; ou
- b) l'activité de la filiale est clairement et exclusivement non liée au football.

4.5.6 Si une filiale est exclue du périmètre de consolidation, la direction du candidat à la licence motivera sa décision en détail pour le bailleur de licence.

4.5.7 Si le candidat à la licence est contrôlé par une société mère, pouvant elle-même être contrôlée par une autre société mère ou contrôler une autre filiale ou exercer une influence notable sur une autre entreprise associée, toute transaction avec la société mère du candidat à la licence ou avec toute société mère, filiale ou entreprise associée à cette société mère doit être mentionnée dans l'annexe aux états financiers afin d'attirer l'attention sur la possibilité que la position financière et le résultat puissent avoir été affectés par l'existence de parties liées et par des transactions et des soldes impayés avec celles-ci.

4.6. LICENCE

4.6.1. Le bailleur de licence doit inviter les clubs de football concernés à solliciter une

licence dans le délai imparti et par écrit. Le club sollicitant une licence (c.-à-d. le candidat à la licence) doit soumettre au bailleur de licence une candidature écrite. Dans cette candidature, le club doit notamment déclarer qu'il s'engage à respecter les obligations du système d'octroi de licence.

4.6.2. La licence expire sans préavis:

- a) à la fin de la saison pour laquelle elle a été émise, ou
- b) à la dissolution de la division en question.

4.6.3. La licence peut être révoquée durant la saison par les instances décisionnaires nationales si:

- a) pour une raison quelconque, le bénéficiaire de la licence devient insolvable et entre en liquidation au cours de la saison, conformément à la législation nationale en vigueur (lorsque le bénéficiaire de la licence devient insolvable mais est mis en règlement judiciaire au cours de la saison, la licence ne doit pas être révoquée tant que la procédure de règlement judiciaire vise à sauver le club et son activité);
- b) l'une quelconque des conditions requises pour la délivrance d'une licence n'est plus remplie; ou
- c) le bénéficiaire de la licence enfreint l'une quelconque de ses obligations au titre du «Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs».

4.6.4. Dès qu'une révocation de licence est envisagée, l'association nationale doit en informer l'UL de l'UEFA.

4.6.5. Si la licence d'un club est révoquée, la décision relative à l'élimination du club de la compétition de l'UEFA concernée en cours doit être prise par les organes de juridiction de l'UEFA.

4.6.6. Une licence ne peut pas être transférée.

4.6.7. L'UEFA se réserve le droit de sanctionner un club ou d'éliminer un club des compétitions futures de l'UEFA en vertu du règlement applicable de la compétition interclubs de l'UEFA.

4.7 ADMISSION AUX COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA

4.7.1. Pour être autorisé à participer à une compétition interclubs de l'UEFA, le candidat à la licence doit en outre satisfaire à toutes les exigences du règlement applicable à cette compétition.

4.7.2 La procédure d'admission relève de la juridiction exclusive de l'UEFA et de ses instances compétentes.

4.7.3. Les instances compétentes de l'UEFA prennent la décision définitive en ce qui concerne l'autorisation d'un club à participer à une compétition interclubs de l'UEFA.

4.7.4. De telles décisions sont soumises à l'ensemble des instances de juridiction prévues par les Statuts de l'UEFA, y compris le Tribunal Arbitral du Sport à Lausanne comme le prévoit les articles correspondants des Statuts de l'UEFA.

4.8 APPLICATION À TITRE EXTRAORDINAIRE DE LA PROCÉDURE POUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS EN VUE DE LA PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA

4.8.1 L'Administration de l'UEFA définit les critères minimaux pour l'application à titre extraordinaire de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs conformément à l'article

15(1) et notifie ces critères aux associations membres au plus tard le 31 août de l'année précédant la saison pour laquelle la licence est demandée.

4.8.2 L'association membre concernée doit informer l'Administration de l'UEFA par écrit de la possibilité d'une telle application à titre extraordinaire, au plus tard le 15 avril, en indiquant le(s) nom(s) du/des club(s) concerné(s).

4.8.3 L'Administration de l'UEFA définit les dates limites nécessaires et les communique à l'association membre concernée.

4.8.4 Il incombe à l'association membre en question de soumettre les critères au(x) club(s) concerné(s) afin que l'évaluation puisse être réalisée dans le cadre de la procédure à titre extraordinaire au niveau national. Elle doit également prendre des mesures immédiates avec le(s) club(s) en vue de préparer cette procédure.

4.8.5 Le(s) club(s) concerné(s) doit/doivent fournir les documents probants nécessaires à l'association membre. Le bailleur de licence évaluera le(s) club(s) par rapport aux normes minimales fixées et transmettra à l'Administration de l'UEFA, dans le délai communiqué par cette dernière, la documentation suivante, rédigée dans l'une des langues officielles de l'UEFA:

- a) une demande écrite sollicitant l'autorisation spéciale de participer à la compétition interclubs de l'UEFA correspondante;
- b) une recommandation du bailleur de licence basée sur l'évaluation réalisée par ses soins (y compris les dates et les noms des personnes ayant évalué le(s) club(s));
- c) tous les éléments justificatifs fournis par le(s) club(s) et le bailleur de licence conformément aux demandes de l'Administration de l'UEFA;
- d) tout document supplémentaire demandé par l'Administration de l'UEFA durant la procédure extraordinaire.

4.8.6 L'Administration de l'UEFA fonde sa décision sur la documentation reçue et accorde l'autorisation spéciale de participer aux compétitions interclubs de l'UEFA si tous les critères fixés sont remplis et si le(s) club(s) se qualifie(nt) en définitive sur la base de leurs résultats sportifs. La décision sera communiquée à l'association membre, laquelle est tenue de la transmettre au(x) club(s) concerné(s).

4.8.7 Si un club concerné est éliminé sur le plan sportif au cours de cette procédure extraordinaire, l'association membre est tenue d'en informer sans délai l'Administration de l'UEFA et il est mis fin à cette procédure immédiatement, sans autre décision. Une procédure ainsi interrompue ne pourra être relancée à un stade ultérieur.

4.8.8 Un appel peut être interjeté contre des décisions prises par l'Administration de l'UEFA sur présentation d'une requête écrite au Tribunal Arbitral du Sport (TAS), conformément aux dispositions correspondantes des Statuts de l'UEFA.

4.9 QUALIFICATION POUR LES COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA PAR LE BIAIS DU CLASSEMENT DU FAIR-PLAY DE L'UEFA

4.9.1 Un club qualifié pour les compétitions interclubs de l'UEFA par le biais du classement du fair-play de l'UEFA pour la saison suivante doit obtenir une licence émise par la FLF conformément au Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs.

5. ELÉMENTS ESSENTIELS DE LA PROCÉDURE

5.1 INTRODUCTION

Le présent chapitre définit le *processus d'évaluation* de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs (ci-après, les éléments essentiels de la procédure), suivi par la FLF.

5.2 PRINCIPE

5.2.1 Dans le «Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs», le bailleur de licence définit les éléments essentiels de la procédure permettant de vérifier les critères décrits dans le présent manuel (critères sportifs, critères d'infrastructure, critères relatifs au personnel et à l'administration, critères juridiques et critères financiers), de manière à contrôler l'octroi d'une licence à un candidat à la licence.

5.2.2 Les éléments essentiels de la procédure sont prévus par l'annexe 19 ci-jointe.

5.2.3 Le bailleur de licence doit soumettre à l'UEFA la liste des clubs bénéficiaires de la licence avant la date limite communiquée par l'UEFA. Cette date limite est communiquée aux associations nationales au plus tard le 31 août de l'année précédant la saison à soumettre à la licence.

6. CRITÈRES SPORTIFS

6.1. INTRODUCTION

L'avenir du football passe impérativement par la présence d'une base importante de footballeurs disposant des aptitudes et de la motivation nécessaires pour devenir des joueurs professionnels. Par conséquent, il est important de promouvoir les programmes de formation des jeunes et d'attirer toujours plus de garçons et de filles bien formés, qui seront non seulement des joueurs, mais aussi des supporters.

Dans la nouvelle version du Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs, l'UEFA met l'accent sur l'importance de la formation des jeunes et impose, par conséquent, des normes de qualité plus élevées aux clubs qui se qualifient au niveau européen. Cette démarche s'inscrit dans l'objectif de la règle sportive visant à promouvoir la formation de jeunes talents au niveau local afin de préserver l'avenir du football.

6.2. OBJECTIFS

Les critères sportifs à respecter par les clubs visent à inciter les candidats à la licence à :

- investir dans des programmes de formation des jeunes misant sur la qualité;
- soutenir la formation footballistique ainsi que de la formation non liée au football de leurs jeunes joueurs;
- développer le suivi médical de leurs jeunes joueurs;
- assurer le fair-play sur le terrain et en dehors (notamment à travers une conception commune des questions d'arbitrage de la part de tous les participants à une rencontre, tels que les arbitres, joueurs, entraîneurs et officiels).

6.3. AVANTAGES POUR LES CLUBS

L'atout majeur de ce critère sportif est qu'il permet de «produire» chaque année des talents pour la première équipe du club. De plus, ceux-ci s'intègrent en règle générale plus rapidement et plus facilement dans la première équipe. En effet, s'étant déjà entraînés avec elle, ils connaissent sa tactique et parlent la même langue. Il ne leur manque que l'expérience, ce qui n'empêche pas plusieurs grands clubs européens d'aligner régulièrement de jeunes talents dans leur première équipe. Les jeunes joueurs formés au sein du club jouent également un rôle crucial dans le processus d'identification des supporters à leur club.

Le système des transferts de la FIFA, qui a obtenu l'approbation de l'Union européenne, prévoit le versement d'une indemnité aux clubs ayant formé des joueurs de moins de 23 ans qui sont ensuite transférés à l'étranger. Ainsi, les clubs bénéficieront d'un retour sur investissement s'ils forment de jeunes joueurs. Les programmes visant à améliorer les relations et le respect entre les entraîneurs, les officiels, les joueurs et les arbitres soutiennent l'idée du fair-play sur le terrain et en dehors, ce qui permettra non seulement d'améliorer l'image des joueurs et des clubs, mais aussi de réduire les amendes pour sanctions disciplinaires.

6.4. CRITÈRES

6.4.1. CRITÈRES «A»

N°	Classe	Description
S.01	A	<p>PROGRAMME APPROUVÉ DE FORMATION DES JEUNES</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'un programme écrit de formation des jeunes, approuvé par le bailleur de licence. Ce programme de formation doit comporter au minimum les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) objectifs et philosophie en matière de formation des jeunes; b) organisation du secteur junior (organigramme, instances concernées, rapport avec le candidat à la licence, équipes juniors, etc.); c) personnel (technique, médical et administratif, etc.) et qualifications minimales exigées; d) infrastructure mise à la disposition du secteur junior (installations d'entraînement et de matches, autres); e) ressources financières (budget disponible, contribution du candidat à la licence, des joueurs ou de la collectivité locale, etc.); f) programme de formation au football (aptitudes au jeu techniques, tactiques et physiques) pour les différentes classes d'âge; g) programme de formation sur les «Lois du Jeu»; h) programme de formation contre le dopage ; i) suivi médical des juniors (y compris contrôles médicaux); j) procédure de révision et de retour d'information en vue d'évaluer les résultats et la réalisation des objectifs fixés; k) validité du programme (3 ans au minimum, mais 7 ans au maximum). <p>Le programme de formation des jeunes doit en outre démontrer l'engagement et le soutien du candidat à la licence en faveur de la formation scolaire obligatoire et complémentaire des jeunes, en introduisant les dispositions impératives suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le candidat à la licence garantit que tout junior participant à son programme de formation des jeunes a la possibilité de suivre la scolarité obligatoire prévue par la législation nationale; b) le candidat à la licence garantit qu'aucun jeune participant à son programme de formation des jeunes n'est empêché de poursuivre une formation non liée au football (formation secondaire ou professionnelle).
S.02	A	<p>EQUIPES JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit, au minimum, disposer au moins de quatre équipes juniors, présentes au sein de son entité juridique ou affiliées à son entité juridique:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une équipe junior dans la classe d'âge des 15 à 21 ans; b) au moins une équipe junior dans la classe d'âge des 10 à 14 ans; c) au moins une équipe junior dans la classe d'âge des moins de 10 ans. <p>Les équipes juniors entrant dans les classes d'âge mentionnées aux lettres a) et b) ci-dessus doivent participer aux compétitions ou programmes officiels reconnus par l'association nationale et organisés au niveau national, régional ou local. Tous les juniors faisant partie de ces équipes doivent être inscrits au niveau national et/ou régional.</p> <p>Il n'y a pas d'obligation pour les équipes de football des enfants (lettre c ci-</p>

N°	Classe	Description
		dessus) de participer à des compétitions officielles. Des événements adaptés à ces équipes doivent être organisés (mini-tournois, rassemblements de jeunes au niveau local, etc.) afin de promouvoir le plaisir du jeu et de leur donner l'occasion d'acquérir de l'expérience en jouant avec d'autres équipes d'enfants. Aucune inscription obligatoire de ces joueurs n'est requise.
S.03	A	SUIVI MÉDICAL DES JOUEURS Le candidat à la licence doit garantir que tous ses joueurs qualifiés pour jouer dans sa première équipe subissent chaque année un examen médical, y compris un dépistage cardiovasculaire, conformément aux dispositions correspondantes des règlements des compétitions interclubs de l'UEFA.
S.04	A	INSCRIPTION DES JOUEURS Tous les joueurs du candidat à la licence, y compris les jeunes âgés de plus de 10 ans, doivent être inscrits auprès de l'association nationale et/ou de sa ligue affiliée conformément aux dispositions pertinentes du <i>Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs</i> de la FIFA.
S.05	A	CONTRAT ÉCRIT AVEC LES JOUEURS PROFESSIONNELS Tous les professionnels du candidat à la licence doivent avoir un contrat écrit avec ce dernier conformément aux dispositions pertinentes du <i>Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs</i> de la FIFA.

6.4.2. CRITÈRES «B»

S.06	B	QUESTIONS D'ARBITRAGE ET LOIS DU JEU Le candidat à la licence doit prouver, au minimum, que le capitaine ou son remplaçant, ainsi que l'entraîneur principal de la première équipe ou son assistant ont participé à une session ou à une manifestation consacrée aux questions d'arbitrage, organisée par l'association nationale ou avec sa collaboration au cours de l'année précédant la saison de l'UEFA à soumettre à la licence. Le critère est rempli si ces personnes ont participé à la session ou à la manifestation.
S.07	B	PRATIQUE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE RACISME Le candidat à la licence doit instituer et appliquer une politique visant à combattre le racisme et toute forme de discrimination au sein du football conformément au plan d'action en dix points de l'UEFA contre le racisme figurant dans le Règlement de l'UEFA sur la sécurité.

7. CRITÈRES D'INFRASTRUCTURE

7.1. INTRODUCTION

Différents règlements, principes directeurs et directives se rapportent aux critères relatifs au stade et à la sécurité dans ce domaine (Lois du Jeu, règlements des compétitions interclubs de l'UEFA, Instructions impératives relatives à la sécurité de l'UEFA, Principes directeurs et recommandations concernant l'éclairage des stades de football pour toutes les compétitions de l'UEFA, Lignes directrices de l'UEFA pour les installations des médias dans les nouveaux stades et brochure FIFA/UEFA «Recommandations techniques et exigences pour la construction ou la modernisation de stades de football»). En raison de ce grand nombre de documents, il régnait une certaine opacité quant aux exigences en matière d'infrastructures.

Compte tenu de ces expériences, l'UEFA a décidé de rationaliser son approche en matière d'infrastructures pour les compétitions de l'UEFA, en créant un «*Règlement de l'UEFA sur l'infrastructure des stades*» qui regroupe en un seul document l'ensemble des normes minimales sous forme d'exigences «impératives».

Dans le cadre de cette nouvelle approche, chaque stade doit être «approuvé» ou «certifié» en fonction des normes minimales de l'UEFA et classé dans une catégorie donnée (à l'instar du système des étoiles utilisé pour les hôtels). Les associations nationales sont responsables de cette procédure d'approbation et de son renouvellement, laquelle peut faire partie de la procédure annuelle d'octroi de licence. L'unité de l'UEFA en charge des stades et de la sécurité assurera l'assistance nécessaire, supervisera les approbations et organisera des contrôles ponctuels au niveau national.

7.2. OBJECTIFS

Les critères d'infrastructure ci-après ont pour objectifs de garantir que:

- le candidat à la licence dispose d'un stade «approuvé» pour disputer des matches de compétitions interclubs de l'UEFA offrant aux spectateurs et aux représentants des médias et de la presse un espace bien aménagé et équipé, confortable et sûr;
- le candidat à la licence dispose d'installations d'entraînement appropriées permettant à ses joueurs d'améliorer leurs qualités techniques.

7.3. AVANTAGES POUR LES CLUBS

Grâce à cette nouvelle approche plus rationnelle, le club et, en particulier, les propriétaires du stade, sauront exactement quel est le «niveau de qualité UEFA» actuellement atteint par le stade. L'association nationale inspectera et «approuvera» le stade qui sera ensuite classé dans l'une des catégories de qualité prévues (par exemple, «niveau 3 étoiles UEFA»). En consultant le règlement de la compétition de l'UEFA correspondante, un club et/ou le propriétaire d'un stade «approuvé» pourra facilement vérifier pour quelles compétitions de l'UEFA et/ou pour quelles phases de la compétition le stade est en mesure d'accueillir un match de l'UEFA. Le rapport d'évaluation constitue un outil important et fournit les bases de toute amélioration et de tout développement nécessaire pour obtenir à l'avenir un classement supérieur (par exemple, «niveau 4 étoiles UEFA»).

Cette approche permet au propriétaire du stade, en coopération avec le club, de planifier avec précision, afin d'investir dans les installations manquantes qui sont aujourd'hui indispensables pour accueillir des spectateurs à l'occasion d'événements attrayants et divertissants. Par conséquent, chaque club, en collaboration avec le propriétaire du stade et la collectivité locale, doit s'efforcer de mettre à disposition un stade agréable, sûr, facilement accessible en voiture (disposant de places de stationnement) et/ou transports publics, doté de sièges confortables avec une bonne vue sur le terrain de jeu, d'installations VIP propres, de boutiques, de toilettes hygiéniques et spacieuses hommes et femmes, et de moyens de communication appropriés (haut-parleurs et écran vidéo). Enfin, il se doit d'offrir des sièges et des toilettes adaptés aux spectateurs handicapés.

Grâce à des normes de qualité plus élevées et de meilleurs aménagements, le propriétaire et/ou le club développent leurs possibilités commerciales et donc leurs recettes, ce qui contribue au financement des investissements dans les installations du stade. Enfin, le confort du stade est un élément important pour qu'un public nombreux vienne soutenir votre équipe sur le terrain.

7.4. CRITÈRES

7.4.1. CRITÈRES «A»

N°	Classe	Description
I.01	A	<p>STADE APPROUVÉ POUR LES COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'un stade permettant de disputer des matches de compétitions interclubs de l'UEFA. Le candidat à la licence</p> <ul style="list-style-type: none"> a) est soit propriétaire du stade, soit b) peut présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) du stade ou des différents stades qu'il utilisera. Ce contrat doit garantir l'utilisation du stade pour les matches de l'UEFA à domicile au cours de la saison à venir, pour laquelle le candidat à la licence s'est qualifié, compte tenu de ses résultats sportifs. <p>Le stade doit satisfaire à toutes les exigences minimales définies dans le «Règlement de l'UEFA concernant les stades» et être approuvé par la FLF. De plus, il doit être situé sur le territoire de la FLF et être classé au moins comme un stade de la <i>catégorie 2</i>.</p>
I.02	A	<p>INSTALLATIONS D'ENTRAÎNEMENT – DISPONIBILITÉ</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer d'installations d'entraînement pendant toute l'année. Le candidat à la licence</p> <ul style="list-style-type: none"> a) est soit propriétaire des installations d'entraînement, soit b) peut présenter un contrat écrit conclu avec le(s) propriétaire(s) des installations d'entraînement. Ce contrat doit garantir l'utilisation des installations d'entraînement au cours de la saison à venir, pour laquelle le candidat à la licence s'est qualifié, compte tenu de ses résultats sportifs, par toutes les équipes participant à un championnat approuvé par l'association nationale/régionale (cf. I.03).

7.4.2. CRITÈRES «B»

N°	Classe	Description
I.03	B	INSTALLATIONS D'ENTRAÎNEMENT – APPROBATION DE L'INFRASTRUCTURE

N°	Classe	Description
		<p>Le candidat à la licence doit disposer d'installations d'entraînement répondant aux exigences fixées par le bailleur de licence, en tenant compte du programme approuvé de formation des juniors (cf. chapitre 6).</p> <p>Au minimum, le candidat à la licence doit disposer d'installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des installations d'entraînement extérieures; b) des installations d'entraînement couvertes; c) des vestiaires; d) du local/des locaux médical/médicaux.
<p>Remarque : chaque club candidat à une licence doit disposer d'au moins un terrain d'entraînement. Il peut s'agit d'un terrain synthétique. Le terrain d'entraînement doit avoir les dimensions minimales de 90X50 m.</p> <p>Un club candidat à une licence doit également présenter une convention établie avec le propriétaire d'un hall sportif permettant au club de s'entraîner pendant l'hiver dans une installation d'entraînement couverte.</p> <p>Des vestiaires avec douches et WC doivent être dans les alentours proches du terrain d'entraînement.</p> <p>Un local médical de 10-12m2 au minimum doit également se situer dans les alentours du terrain d'entraînement.</p>		

8. CRITÈRES ADMINISTRATIFS ET LIÉS AU PERSONNEL

8.1. INTRODUCTION

De nos jours, un club de football ne se limite plus uniquement au sport, mais entre également en relation avec ses membres et supporters ainsi qu'avec les médias, sponsors, fournisseurs, partenaires commerciaux, collectivités locales et, dans certains cas déjà, ses actionnaires, autant d'intervenants de plus en plus impliqués dans le développement des clubs et intéressés par leurs résultats.

Pour satisfaire au mieux les besoins et exigences de tous ces intervenants, qu'il convient de traiter comme des clients, les clubs sont appelés à solliciter un appui professionnel auprès de spécialistes de divers secteurs économiques et disciplines (marketing, finance, divertissement, médias, etc.), susceptibles de leur faire partager leur savoir et leur expérience. Opérant déjà dans un environnement marqué par la concurrence sportive et participant de plus en plus à une concurrence économique, les clubs se doivent de renforcer leurs profits à long terme. Pour ce faire, ils doivent rechercher des sources de recettes autres que leurs revenus traditionnels (télévision, billetterie, sponsors), afin d'être plus indépendants de leurs résultats sportifs et d'optimiser leurs chances de fonctionner comme une entité performante sur le plan financier.

Dans ce contexte, les clubs de football ont besoin des conseils d'autres professionnels qualifiés, expérimentés et novateurs, à même d'apporter des compétences et un savoir-faire spécifiques et d'aider les clubs à satisfaire les besoins et exigences du football moderne.

Ayant l'intention de soutenir les associations nationales dans cette évolution, l'UEFA est convaincue que les exigences ci-après constituent un premier pas vers un avenir meilleur et plus professionnel pour les clubs.

Il est inutile de préciser que le but de l'UEFA n'est pas l'uniformisation de tous les clubs de football européens. L'UEFA estime que les clubs doivent trouver leur propre stratégie, adaptée à leurs points forts, à leurs besoins et aux possibilités qu'offre le marché, et s'efforcer de réaliser étape par étape les objectifs fixés.

Dans cette version révisée du manuel, l'UEFA a restructuré les critères relatifs au personnel et à l'administration. De plus, les exigences en matière de qualité ont été renforcées, compte tenu des réactions recueillies et de l'expérience acquise au cours des premiers cycles d'octroi de licence.

8.2. OBJECTIFS

Les critères relatifs au personnel et à l'administration ont pour objectifs de garantir que:

- les candidats à la licence sont gérés de manière professionnelle;
- les candidats à la licence disposent de spécialistes qualifiés, compétents et bénéficiant d'un savoir-faire et d'une expérience suffisants;
- les joueurs de la première équipe et des autres équipes sont encadrés par des entraîneurs qualifiés et suivis par le personnel médical nécessaire.

8.3. AVANTAGES POUR LES CLUBS

Pour assurer la gestion efficace et rationnelle d'un club de football, il est essentiel que celui-ci puisse disposer de collaborateurs bien formés et expérimentés. Une professionnalisation à tous les niveaux et pour toutes les fonctions n'implique pas forcément que les candidats à la licence ne doivent à l'avenir engager que du personnel à plein temps. Les intentions de l'UEFA sont très claires à cet égard et visent le professionnalisme avec lequel les personnes désignées assument leur fonction. Chacun

des critères figurant dans le présent chapitre est réellement important pour le bon fonctionnement et la réussite du club, et chaque club pourrait ou devrait être en mesure de consentir l'effort financier nécessaire à la mise en place de ces fonctions. Le professionnalisme des clubs sera également renforcé par une définition claire des profils de ces fonctions précisant les activités clés, les responsabilités principales (techniques, financières et décisionnelles, s'il y a lieu) et les exigences relatives au poste (formation, expérience pratique, expertise technique, connaissances informatiques, compétences relationnelles, connaissances linguistiques et autres, y compris dans le domaine du football).

- Il incombe à l'instance décisionnaire du candidat à la licence d'identifier des personnes répondant aux exigences fixées et d'engager des personnes correspondant au profil recherché (c.-à-d. à temps plein, à temps partiel, bénévole).
- La présence d'entraîneurs qualifiés constitue la base d'une formation de haute qualité au sein des équipes de football. Pour atteindre cet objectif, les candidats à la licence ont besoin du soutien de l'association nationale, afin de mettre au point un programme de formation des entraîneurs. Les candidats à la licence doivent disposer d'entraîneurs bien formés et qualifiés, pour être en mesure d'améliorer les aptitudes de leurs équipes juniors, mais aussi de leur première équipe, à tous les niveaux (technique, tactique et physique). Tout joueur junior rêvant de passer professionnel doit pouvoir être encadré par les entraîneurs les plus compétents dès son plus jeune âge. Certaines autres aptitudes (psychologiques, médiatiques, sociales, linguistiques, etc.) sont nécessaires et doivent être acquises au moyen d'une formation spécifique offerte par l'association nationale dans le but de créer une licence pour les entraîneurs. Plus qu'un souhait, c'est une nécessité impérieuse.
- En collaboration avec les associations nationales, l'UEFA progresse dans la mise en œuvre, à travers toute l'Europe, de la Convention de l'UEFA sur la reconnaissance mutuelle des qualifications d'entraîneur. Cette convention offre la possibilité de suivre des cours de différents niveaux et d'obtenir les diplômes d'entraîneur correspondants. Les diplômes UEFA Pro, UEFA A et UEFA B permettent la « libre circulation des entraîneurs » au sein des associations membres de la Convention de l'UEFA sur la reconnaissance mutuelle des qualifications d'entraîneur.
- L'appui administratif complémentaire de spécialistes de la sécurité garantira en outre la sécurité des matches organisés.

8.4. CRITÈRES

8.4.1. CRITÈRES «A»

N°	Classe	Description
P.01	A	<p>SECRÉTARIAT DU CLUB</p> <p>Le candidat à la licence doit disposer de locaux à usage de bureaux afin d'assurer la gestion de son administration.</p> <p>Ce(s) bureau(x) doit/doivent présenter la surface de 10-15 m2 et être équipé(s) de l'infrastructure technique minimale exigée, à savoir un téléphone, un fax et une messagerie électronique.</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir engagé le nombre approprié de collaborateurs qualifiés dans le domaine du secrétariat, de manière à pouvoir gérer ses affaires courantes en fonction de ses besoins. Il doit également s'assurer que les heures d'ouverture de son bureau lui permettent de communiquer avec le bailleur de licence et le public.</p>
P.02	A	<p>RESPONSABLE ADMINISTRATIF</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable administratif chargé de la gestion des affaires courantes (questions opérationnelles).</p> <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée (par exemple, le Comité exécutif) du candidat à la licence.</p>
P.03	A	<p>RESPONSABLE DES FINANCES</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable des finances chargé des questions financières. Il peut s'agir soit d'une personne travaillant dans l'administration du club, soit d'un partenaire externe mandaté par le club dans le cadre d'un contrat écrit.</p> <p>Le responsable des finances doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) diplôme d'expert-comptable; ou b) diplôme d'auditeur qualifié; ou c) «reconnaissance de compétence» émise par le bailleur de licence, compte tenu de sa formation en matière financière et d'une expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine. <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
P.04	A	<p>RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable de la sécurité chargé des questions de sécurité.</p> <p>Le responsable de la sécurité doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) certificat de policier ou de spécialiste de la sécurité, conformément à la législation nationale; b) diplôme de sécurité délivré par l'association nationale ou une organisation reconnue par les pouvoirs publics, à l'issue d'un cours spécifique, ou; c) «reconnaissance de compétence» approuvée par l'association nationale, délivrée à l'issue d'un cours spécifique relatif à la sécurité organisé par l'association nationale, et expérience d'au moins un an dans ce domaine. Les personnes en charge de la sécurité ayant une expérience d'au moins trois

N°	Classe	Description
		<p>années sont dispensées d'un tel cours.</p> <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
P.05	A	<p>RESPONSABLE DES MÉDIAS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable des médias chargé des questions liées aux médias.</p> <p>Le responsable des médias doit être titulaire, au minimum, de l'une des qualifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) diplôme d'études de journaliste; b) participation à un cours de formation de responsable des médias proposé par l'association nationale ou une organisation reconnue par l'association nationale; c) «reconnaissance de compétence» approuvée par l'association nationale et exigeant au moins une année d'expérience dans ce domaine. <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
P.06	A	<p>MÉDECIN</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un médecin responsable de l'assistance et du conseil dans le domaine médical au niveau de la première équipe, ainsi que de la politique de prévention du dopage. Celui-ci doit assurer le suivi médical pendant les matches et les entraînements.</p> <p>Le médecin doit être reconnu et certifié par les autorités sanitaires nationales compétentes. (Ce médecin ne doit pas être spécifiquement inscrit auprès de l'association nationale).</p> <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
P.07	A	<p>PHYSIOTHÉRAPEUTE</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé au moins un physiothérapeute responsable des soins médicaux et des massages pendant les entraînements et les matches de la première équipe.</p> <p>Le physiothérapeute doit être reconnu et certifié par les autorités sanitaires nationales compétentes. (Ce physiothérapeute ne doit pas être spécifiquement inscrit auprès de l'association nationale).</p> <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
P.08	A	<p>ENTRAÎNEUR PRINCIPAL DE LA PREMIÈRE ÉQUIPE</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur principal chargé des questions relatives au football de la première équipe.</p> <p>L'entraîneur principal doit être:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) titulaire au moins d'une UEFA-A licence valable ou de toute autre licence d'entraîneur étranger valable qui leur est équivalente et reconnue en tant que tel par l'UEFA ; b) en train de suivre le cours de formation requis, reconnu par l'association nationale, lui permettant d'obtenir le diplôme exigé comme défini à la lettre a) ci-dessus. La simple inscription à un tel cours de formation n'est pas considérée comme suffisante pour satisfaire au critère;

N°	Classe	Description
		<p>c) titulaire d'une «reconnaissance de compétence» émise par la FLF avant la saison 2009/10.</p> <p>L'entraîneur principal doit s'inscrire auprès de l'association nationale au moment où il entre en service auprès d'un club luxembourgeois.</p> <p>La nomination de l'entraîneur principal doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
<p>La FLF informe les clubs que l'entraîneur principal peut également exercer la fonction de responsable de la formation des jeunes et/ou entraîneur d'une équipe junior. Il incombe au club de prouver que ces fonctions sont compatibles d'un point de vue temps et organisation.</p>		
P.09	A	<p>RESPONSABLE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un responsable du programme de formation des juniors, chargé de la gestion des affaires courantes et des aspects techniques du secteur junior.</p> <p>Le responsable du programme de formation des juniors doit être:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) titulaire au moins d'une UEFA-B licence valable b) titulaire de toute autre licence d'entraîneur valable qui leur est équivalente et reconnue en tant que tel par l'UEFA ; c) titulaire du diplôme juniors Elite A UEFA émis par l'association membre de l'UEFA et reconnu par l'UEFA ; c) titulaire d'une «reconnaissance/attestation de compétence» émise par la FLF avant la saison 2009/10. <p>Le responsable du programme de formation des juniors doit dûment s'inscrire auprès de l'association nationale dès son entrée en fonction.</p> <p>La nomination du responsable du programme de formation des juniors doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
<p>Le responsable du programme de formation des juniors peut parallèlement assumer la fonction d'entraîneur junior (voir rubrique P.11) ou celle d'entraîneur assistant de la première équipe (voir rubrique P.12) auprès du même candidat à la licence.</p> <p>La FLF informe les clubs que l'entraîneur responsable du programme de formation des juniors du club peut en même temps assumer la fonction d'entraîneur principal du club. En raison de la situation du Luxembourg, tous les clubs ne sont pas forcément en mesure d'engager une responsable supplémentaire diplômé de la formation des juniors.</p>		
P.10	A B	<p>ENTRAÎNEURS D'EQUIPES JUNIORS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé pour chaque équipe junior obligatoire au moins un entraîneur responsable, pour cette équipe junior, de toutes les questions footballistiques liées à cette équipe (voir rubrique S.02).</p> <p>Au moins un entraîneur d'équipes juniors doit être titulaire d'une des qualifications d'entraîneur minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) diplôme d'entraîneur UEFA-B licence valable. b) Titulaire de toute autre licence d'entraîneur valable qui leur est équivalente et reconnue en tant que tel par l'UEFA c) Titulaire du diplôme junior Elite A UEFA émis par l'association membre de l'UEFA et reconnu par l'UEFA ; d) Une attestation de compétence émise avant la saison 2009/10 par l'association membre de l'UEFA sur base d'une expérience pratique de 5 ans au moins. <p>Les autres entraîneurs d'équipes juniors doivent disposer des qualifications minimales définies par l'association membre de l'UEFA.</p>

N°	Classe	Description
<p>La FLF requière en l'occurrence que les entraîneurs d'équipes juniors des moins des 21 ans aux moins de 17 ans aient le diplôme d'entraîneur du cycle inférieur. Les entraîneurs d'équipes juniors de moins de 17 ans aux moins de 15 ans doivent avoir la formation étatique pour initiateur de football.</p> <p>Néanmoins, les entraîneurs juniors ayant une expérience pratique d'au moins 5 ans peuvent le cas échéant bénéficier d'une « reconnaissance de compétence » délivrée par la FLF. Ils sont néanmoins invités à participer aux cours de formation étatique.</p>		
P.11	A	<p>ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ – SERVICE D'ORDRE :STADIERS</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir mis en place une organisation de la sécurité pour les matches à domicile, en engageant le nombre nécessaire d'agents pour le service d'ordre. A cet effet, il doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) employer les agents du service d'ordre; ou b) conclure un contrat écrit avec le propriétaire du stade mettant à disposition le service d'ordre; ou c) conclure un contrat écrit avec une entreprise de sécurité externe, respectivement produire une attestation d'une telle entreprise se tenant à la disposition du club mettant à disposition le service d'ordre. <p>Le candidat à la licence doit fournir des agents (internes ou externes) disposant d'une qualification appropriée.</p>

8.4.2. CRITÈRES «B»

P.12	B	<p>ENTRAÎNEUR ASSISTANT DE LA PREMIÈRE ÉQUIPE</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir nommé un entraîneur assistant qui assiste l'entraîneur principal sur toutes les questions footballistiques relatives à la première équipe.</p> <p>L'entraîneur assistant doit être:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) titulaire au moins d'une UEFA-B licence valable selon le statut de membre de la Convention des entraîneurs de l'UEFA de l'UEFA de l'association b) de toute autre licence d'entraîneur étranger valable qui leur est équivalente et reconnue en tant que tel par l'UEFA. c) titulaire d'une «reconnaissance de compétence» émise par la FLF avant la saison UEFA 2009/10. <p>L'entraîneur assistant doit dûment s'inscrire auprès de l'association nationale dès son entrée en fonction.</p> <p>La nomination doit avoir été faite par l'instance appropriée du candidat à la licence.</p>
<p>L'entraîneur assistant peut assumer parallèlement la fonction de responsable du programme de formation des juniors (voir rubrique P.10) ou celle d'entraîneur junior (voir rubrique P.11) auprès du même candidat à la licence.</p>		
P.13	B	<p>DROITS ET OBLIGATIONS</p> <p>Les droits et obligations des membres du personnel du candidat à la licence figurant aux rubriques P.01 à P.12 doivent être définis par écrit. (cf. descriptions de postes).</p>
P.14	B	<p>OBLIGATION DE REMPLACEMENT PENDANT LA SAISON SOUMISE À LA LICENCE</p> <p>Si une fonction définie au titre des critères P.01 à P.11 devient vacante au cours de la saison soumise à la licence <u>pour une raison hors du contrôle du candidat à la licence</u> (maladie, accident, etc.), le candidat à la licence doit s'assurer que cette</p>

<p>-----</p> <p>P.15</p>	<p>-----</p> <p>B</p>	<p>fonction est reprise endéans un délai de 60 jours par</p> <p>a) une personne disposant de la qualification nécessaire et remplissant le critère</p> <p>Ce délai peut être prolongé de 60 jours si le candidat à la licence peut établir que la personne concernée est toujours dans l'incapacité médicale de reprendre son activité.</p> <p>Si une fonction définie au titre des critères P.01 à P.11 devient vacante <u>en raison d'une décision du candidat à la licence</u> (par exemple, licenciement de l'entraîneur principal), le candidat à la licence doit s'assurer que cette fonction est reprise endéans un délai de 60 jours par</p> <p>a) une personne disposant de la qualification nécessaire et remplissant le critère (auquel cas le remplacement peut se faire pour une période indéfinie).</p> <p>Ce remplacement doit être notifié à l'association nationale dans les meilleurs délais de tout remplacement effectué dans ce cadre.</p> <p>Le respect de ce critère sera évalué par le bailleur de licence au titre du cycle d'octroi de licence suivant.</p> <p>-----</p> <p>Responsable de l'encadrement des supporters</p> <p>Le candidat à la licence doit avoir désigné un responsable de l'encadrement des supporters afin qu'il serve de point de contact principal pour les supporters.</p> <p>Le responsable de l'encadrement des supporters doit assister régulièrement aux séances avec la direction du club et collaborer avec le responsable de la sécurité sur les questions de sécurité.</p> <p>-----</p> <p>REMARQUE : DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX QUALIFICATIONS D'ENTRAÎNEUR UEFA EN VERTU DE LA CONVENTION DES ENTRAÎNEURS DE L'UEFA</p> <p>Un entraîneur est considéré comme titulaire du diplôme d'entraîneur UEFA requis au sens du Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier si, conformément aux dispositions d'applications de la Convention des entraîneurs de l'UEFA :</p> <p>a) il détient un diplôme d'entraîneur UEFA émis par une association membre de l'UEFA ; ou</p> <p>b) il a commencé le cours de diplôme d'entraîneur UEFA correspondant. La simple inscription au cours de diplôme requis ne suffit pas pour remplir ce critère.</p>
---------------------------------	------------------------------	--

9. CRITÈRES JURIDIQUES

9.1. INTRODUCTION

Le présent chapitre définit les critères juridiques minimaux de l'UEFA que la FLF applique aux candidats à la licence.

9.2. CRITÈRES

9.2.1. CRITÈRES «A»

N°	Classe	Description
L.01	A	<p>DÉCLARATION RELATIVE À LA PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE L'UEFA</p> <p>Le candidat à la licence doit présenter une déclaration juridiquement valide confirmant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) qu'il reconnaît le caractère obligatoire des statuts, règlements et décisions de la FIFA, de l'UEFA, de la FLF et la compétence du TAS (Tribunal arbitral du Sport) à Lausanne (Suisse), telle qu'elle est prévue par les statuts de l'UEFA ;b) qu'il disputera au niveau national des compétitions reconnues et approuvées par l'association nationale (par exemple, championnat national, compétitions de coupe nationale);c) qu'il participera au niveau international à des compétitions reconnues par l'UEFA. Afin de lever toute ambiguïté, les matches amicaux ne sont pas soumis à la présente disposition.d) qu'il informera, dans les délais impartis, le bailleur de licence de tous changements, événements et conditions de grande importance économique et de tout événement important survenu après la soumission de la documentation d'octroi de licence (cf. P.14, F.05 et F.07). <p>Cette déclaration doit être validée par un signataire autorisé, au maximum trois mois avant la date limite fixée pour sa soumission au bailleur de licence.</p>
L.02	A	<p>AUTRES DOCUMENTS ET CONFIRMATIONS ÉMANANT DU CANDIDAT À LA LICENCE</p> <p>Le candidat à la licence doit soumettre les documents ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">a) copie des statuts en vigueur du candidat à la licence;b) déclaration écrite confirmant:<ul style="list-style-type: none">i. qu'il s'engage à appliquer et observer les dispositions et les conditions de du Manuel national sur l'octroi de licence aux clubs;ii. que tous les documents soumis sont complets et exacts;iii. qu'il autorise l'autorité compétente pour l'octroi de licence à examiner les documents soumis et à rechercher des informations et – dans l'éventualité d'une procédure d'appel – à rechercher des informations auprès de toute autorité publique ou entité privée concernée, conformément à la législation nationale;iv. qu'il prend acte de ce que l'UEFA se réserve le droit de réaliser des contrôles ponctuels au niveau national, afin de vérifier la procédure d'évaluation et la prise de décisions. <p>Ces documents doivent être validés par un signataire autorisé, au maximum trois mois avant la date limite fixée pour leur soumission au bailleur de licence.</p>

N°	Classe	Description
L.03	A	<p>EXTRAIT DE REGISTRE</p> <p>Le candidat à la licence doit fournir les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) nom b) siège principal (adresse) c) forme juridique d) liste des signataires autorisés (nom, prénom, adresse du domicile) et indication du type de signature requis (signature individuelle, collective, etc.) <p>Deux options sont envisageables:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) présentation d'un extrait de registre public (par exemple, registre du commerce) contenant les informations susmentionnées sur le candidat à la licence; ou b) présentation d'un extrait du registre des clubs de l'association nationale contenant les informations susmentionnées sur le candidat à la licence.

10. CRITÈRES FINANCIERS

10.1 INTRODUCTION

Pour faciliter son utilisation dans le cadre du processus d'octroi de licence, le présent chapitre est organisé comme suit :

- la partie centrale est consacrée à la description des critères impératifs ; et
- les annexes contiennent des directives et des outils complémentaires.

Les critères financiers décrits dans la présente version révisée du chapitre seront obligatoires à partir de la saison 2008/09. Il en résulte que les informations financières relatives à l'exercice clos en 2007 (juin ou décembre) feront partie des informations que la fédération nationale devra évaluer en vue de l'obtention par les clubs d'une licence pour la saison 2008/09.

Afin d'être prêt pour la première saison (2008/09) où les critères financiers révisés entreront en application pour la première fois, la fédération nationale **recommande** que lesdits critères financiers soient respectés pour la participation à la saison 2007/08. Il en résulte que les informations financières relatives à l'exercice clos en 2006 (juin ou décembre) devraient faire partie des informations que la fédération nationale devra évaluer en vue de l'obtention par les clubs d'une licence pour la saison 2007/08.

Cependant, la fédération nationale ne pourra sanctionner un club (et ne pourra refuser l'obtention de la licence) qui ne pourrait se conformer aux exigences des nouveaux critères pour la saison 2007/08, s'il se conforme au moins aux exigences des critères actuels.

Les critères financiers à respecter pour la saison 2006/07 constituent les exigences de l'étape I figurant dans la version 1.0 du Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs, édité en mars 2003.

Dans ce contexte, vous trouverez dans cette partie un guide permettant aux dirigeants des clubs d'appréhender de manière efficace l'ensemble des obligations imposées par la Loi et les exigences FLF quant à la présentation et au contenu du dossier de candidature à la licence européenne.

En annexe (Annexe XXI) est également présenté un glossaire permettant d'harmoniser les définitions des mots techniques utilisés dans ce chapitre.

10.2 OBJECTIFS

Les critères financiers visent principalement à :

- améliorer la capacité économique et financière des clubs ;
- accroître la transparence et la crédibilité des clubs ;
- accorder l'importance nécessaire à la protection des créanciers ;
- sauvegarder la continuité des compétitions internationales durant la saison ; et
- superviser le fair-play financier dans les compétitions interclubs de l'UEFA.

10.3 AVANTAGES

La mise en œuvre des critères financiers contribuera à la réalisation, à court et à long terme, d'améliorations qui bénéficieront aux clubs, aux fédérations nationales et à la famille du football en général.

10.4 PRÉSENTATION DU CHAPITRE FINANCIER

La mise en œuvre des aspects financiers de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs et le respect des critères fixés doivent permettre d'atteindre les objectifs décrits dans la section 10.2 ci-dessus.

Chaque club devra fournir des informations financières relatives à chacun des critères. Par ailleurs, ces informations financières devront être soumises à certaines procédures d'évaluation par un auditeur indépendant et/ou la FLF.

Les évaluations qu'un auditeur indépendant est susceptible de devoir réaliser sont de trois types (cf. Annexe V pour plus d'informations) :

- a) audit ;
- b) examen limité ; ou
- c) procédures convenues.

Le terme d'auditeur est utilisé tout au long de ce chapitre pour décrire la personne ou l'entité chargée d'exécuter l'audit, l'examen limité ou les procédures convenues. Sauf disposition contraire de la législation nationale, l'auditeur sera responsable, au plan contractuel et légal, à l'égard de l'entité présentant les états financiers qui l'a engagé, de tout travail relatif à un candidat à la licence effectué par ses soins.

Le cas échéant, la FLF lira et examinera le contenu du rapport de l'auditeur avant de décider si chaque critère a été respecté et, s'il y a lieu, quelle information complémentaire est requise. Concernant certains critères, la FLF mettra en œuvre des procédures d'évaluation remplaçant ou complétant le travail exécuté par un auditeur. Dans sa prise de décision, la FLF fera preuve de réalisme, notamment lors de l'évaluation de divergences insignifiantes par rapport aux exigences minimales.

Les exigences minimales en matière de critères financiers sont décrites dans la partie centrale du présent chapitre. Les annexes sont destinées à aider les clubs à se conformer aux exigences requises.

L'annexe I présente une synthèse globale des critères financiers relatifs à la procédure d'octroi de licence aux clubs.

10.5 CRITÈRES: INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

La FLF devra s'assurer que les clubs qualifiés pour les compétitions interclubs de l'UEFA respectent les critères minimaux figurant ci-dessous.

<u>N°</u>	<u>Classe</u>	<u>Description</u>
F.01	A	<p>États financiers annuels – audités</p> <p>Quelle que soit la structure juridique du club, celui-ci devra établir ses états financiers annuels et les soumettre à un audit réalisé par des auditeurs indépendants, conformément à la législation nationale applicable aux sociétés commerciales.</p> <p>Pour des raisons de comparabilité et de simplicité, la FLF recommande que la date de clôture statutaire de l'ensemble des clubs de la division nationale soit fixée au 31 décembre.</p> <p>Les états financiers annuels devront satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définies dans ce manuel.</p> <p>Option 1:</p> <p>Si les états financiers annuels audités satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables, telles qu'elles sont définies dans ce manuel, aucune information complémentaire ne sera requise.</p> <p>Option 2:</p> <p>Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables, telles qu'elles sont définies dans ce manuel, le club devra fournir des informations complémentaires et les faire évaluer par l'auditeur.</p> <p>La FLF recommande l'utilisation de l'option 1 afin que les comptes fournis incluent l'ensemble des informations minimales requises et soient audités en même temps que les états financiers.</p>
F.02	A	<p>Etats financiers pour la période intermédiaire – soumis à un examen limité</p> <p>Si la date de clôture statutaire de l'exercice du candidat à la licence est éloignée de plus de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence, le club devra établir et soumettre des états financiers supplémentaires, couvrant la période intermédiaire. Ceux-ci devront porter sur la période intermédiaire allant jusqu'à une date éloignée de moins de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence. Pour des raisons de comparabilité et de simplicité, la FLF recommande que cette période intermédiaire aille de la date de clôture statutaire au 31 décembre de l'année. Ils devront être soumis à un examen limité par des auditeurs indépendants.</p> <p>Les états financiers intermédiaires devront satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définis dans ce manuel.</p>

- F.03 A Absence d'arriéré de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transfert**
- Le club devra apporter la preuve qu'au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence il ne présente aucun arriéré de paiement (au sens de 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenues avant le 31 décembre de l'année précédente.
- F.04 A Absence d'arriéré de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales (si applicable)**
- Le club devra apporter la preuve, en ce qui concerne ses obligations contractuelles et légales envers son personnel, qu'au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence il ne présente aucun arriéré de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales.
- F.05 A Lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence**
- Dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d'octroi de licence doit être prise par l'Organe de Première Instance, le club devra rédiger une lettre d'affirmation à l'attention de la FLF.
- La lettre d'affirmation précisera si des événements ou conditions de grande importance économique, susceptibles d'affecter négativement la situation financière du club, sont intervenus depuis la date de clôture des précédents états financiers audités ou des précédents états financiers intermédiaires soumis (s'il y a lieu).

10.6 ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

10.6.1 LE CRITÈRE

<u>N°</u>	<u>Classe</u>	<u>Description</u>
F.01	A	<p>États financiers annuels – audités</p> <p>Quelle que soit la structure juridique du candidat à la licence, celui-ci devra établir ses états financiers annuels et les soumettre à un audit réalisé par des auditeurs indépendants, conformément à la législation nationale applicable aux sociétés commerciales.</p> <p>Pour des raisons de comparabilité et de simplicité, la FLF recommande que la date de clôture statutaire de l'ensemble des clubs de la division nationale soit fixée au 31 décembre.</p> <p>Les états financiers annuels devront satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définis dans ce manuel.</p> <p>Option 1:</p> <p>Si les états financiers annuels audités satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables, telles qu'elles sont définies dans ce manuel, aucune information complémentaire ne sera requise.</p> <p>Option 2:</p> <p>Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables, telles qu'elles sont définies dans ce manuel, le club devra fournir des informations complémentaires et les faire évaluer par l'auditeur.</p> <p>La FLF recommande l'utilisation de l'option 1 afin que les comptes fournis incluent l'ensemble des informations minimales requises et soient audités en même temps que les états financiers.</p>

10.6.2 PÉRIODE DE REPORTING

Le club devra présenter des états financiers annuels audités (ainsi que des informations complémentaires, si cela s'avère nécessaire pour satisfaire au critère) à la date de clôture statutaire précédant la date limite fixée de soumission de la candidature à la FLF et avant la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence, soit le 31 décembre précédant la date limite de soumission de la liste pour la majorité des clubs.

10.6.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.6.3.1 INTRODUCTION

Il incombe à la FLF de définir le candidat à la licence en vertu des statuts et règlements de la FLF ainsi que de la législation nationale. Il appartiendra au club de déterminer l'entité (ou le regroupement d'entités) pour laquelle devront être fournies les informations financières (cf. 4.3). De son côté, la FLF devra apprécier, pour chaque club, si l'entité sélectionnée pour présenter les états financiers est appropriée en matière d'octroi de licence aux clubs. En cas de regroupement d'entités, les comptes devront être présentés sur une base consolidée. En outre, chaque club devra remettre une structure légale du groupe.

Les clubs devront établir des états financiers annuels basés sur les normes comptables requises par la législation nationale applicable aux sociétés commerciales, conformément au référentiel comptable utilisé dans le pays concerné.

Pour répondre aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs, les états financiers annuels audités devront comprendre :

- a) un bilan ;
- b) un compte de résultat ;
- c) un tableau des flux de trésorerie ;
- d) des notes, comprenant un résumé des principes et méthodes comptables significatives ainsi que d'autres notes explicatives ; et
- e) un rapport financier de la direction.

Les pratiques comptables luxembourgeoises utilisées comme base d'établissement des états financiers devront respecter certains principes fondamentaux:

- image fidèle et conformité aux pratiques comptables luxembourgeoises ;
- uniformité de présentation ;
- hypothèse de continuité d'exploitation, sauf si la situation impose une autre approche ;
- principe d'indépendance des exercices ;
- présentation séparée de chaque catégorie significative d'éléments dans les états financiers ; et
- non-compensation des actifs et passifs ainsi que des produits et charges, sauf si la compensation est imposée ou autorisée par les pratiques comptables luxembourgeoises.

Chacune des composantes des états financiers annuels devra être clairement identifiée. En outre, les informations énumérées ci-après devront être présentées de façon visible, et répétées dans les états financiers, si cela est nécessaire à la bonne compréhension des informations présentées :

- a) le nom (et la forme juridique), le domicile et l'adresse professionnelle de l'entité présentant les états financiers, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente ;
- b) le fait que les informations financières couvrent le club seul ou un groupe d'entités ou un autre regroupement d'entités, ainsi qu'une description de la structure et de la composition de ce groupe ou regroupement ;
- c) la date de clôture statutaire et la période couverte par les informations financières (tant actuelles que comparatives) ; et
- d) la monnaie de présentation.

Les états financiers annuels devront être approuvés par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif de l'entité présentant les états financiers devant attester cette approbation. Le bilan de l'entité sera signé par au moins un administrateur au nom du conseil d'administration, le nom du/des signataires étant mentionné. Bien qu'une seule signature soit requise, la bonne pratique consiste à faire signer le bilan par deux administrateurs, en général le président ou le directeur général et le directeur financier.

10.6.3.2 EXIGENCES MINIMALES RELATIVES AU CONTENU DES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Quelles que soient les exigences des pratiques comptables luxembourgeoises, les critères financiers imposent aux clubs de présenter à la FLF un niveau minimum spécifié d'informations financières historiques.

Le présent manuel fixe les exigences minimales relatives au contenu des informations financières annuelles. En dehors des aspects comptables relatifs aux joueurs, ce manuel ne prescrit aucune base de comptabilisation et d'évaluation des transactions et autres événements, ces questions étant du ressort des pratiques comptables luxembourgeoises.

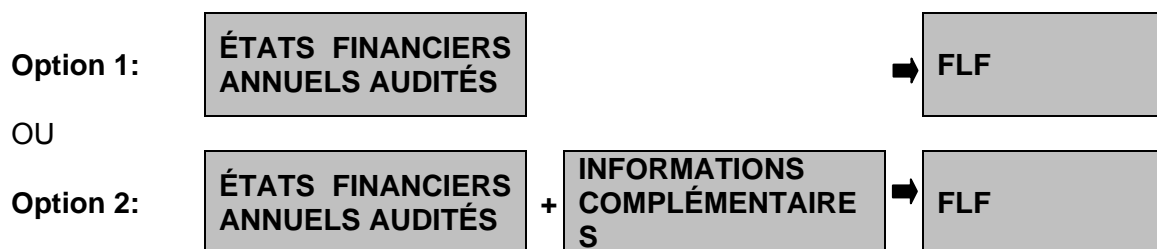
Les états financiers annuels audités devront viser à satisfaire aux exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité, récapitulées dans les sections 10.6.3.4 à 10.6.3.11 ci-dessous.

Si les états financiers annuels audités satisfont aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables, telles qu'elles sont définies dans le présent manuel, aucune information complémentaire ne devra être communiquée à la FLF (c'est-à-dire l'option 1 du schéma III ci-dessous), sauf si celle-ci en dispose autrement. Nous vous rappelons toutefois que la FLF privilégie l'option 1, permettant l'audit des états financiers en une seule fois.

10.6.3.3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences minimales en termes de contenu et de comptabilité, le club devra fournir des informations complémentaires en vue de satisfaire aux exigences minimales d'information (c'est-à-dire l'option 2 figurant dans le schéma ci-dessous). Ensemble, les états financiers annuels audités et les informations complémentaires constituent les informations financières annuelles soumises à la FLF.

Schéma III: Options admises pour les informations financières annuelles à soumettre à la FLF



Le contenu et la présentation des informations complémentaires, dans la mesure où elles sont requises, sont susceptibles de varier selon les clubs, en fonction du volume d'informations déjà communiqué dans les états financiers audités fournis séparément. Par exemple, le contenu du document d'information complémentaire pourrait se réduire à la communication d'une ou plusieurs notes d'information non incluses dans les états financiers audités. Pour certains clubs, il pourrait être nécessaire que le contenu du document d'information complémentaire soit plus étoffé, de manière à inclure le bilan complet, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes correspondantes, lorsque la législation nationale en vigueur n'exige pas de tels documents de la part de sociétés commerciales ou lorsque, par exemple, le club est tenu de retraiter des chiffres conformément à la section 10.6.3.9 (Exigences comptables relatives aux frais d'inscription des joueurs).

Ces informations complémentaires devront être établies sur une base comptable et selon des méthodes comptables cohérentes avec les états financiers annuels. Les informations financières devront être extraites de sources cohérentes avec celles utilisées pour l'établissement des états

financiers annuels. Le cas échéant, les informations complémentaires devront être en conformité ou coïncider avec les informations correspondantes dans les états financiers annuels

10.6.3.4 BILAN

Les exigences minimales relatives au contenu des postes du bilan à la date de clôture statutaire (ainsi qu'aux chiffres fournis à titre comparatif, relatifs à la date de clôture statutaire précédente) sont énumérées ci-dessous.

	Notes	N EUR	N-1 EUR
ACTIF			
A. N/A			
B. N/A			
C. Actif immobilisé			
I. Immobilisations – corporelles (1)			
II. Immobilisations incorporelles – joueurs (1)			
III. Immobilisations incorporelles – autres (1)			
IV. Immobilisations financières (2)			
D. Actif circulant			
I. Stocks			
II. Créances – autres			
III. Créances à recevoir d'entités du groupe et d'autres parties liées (3)			
IV. Créances à recevoir résultant de transferts de joueurs			
V. Valeurs mobilières			
VI. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse			
E. Comptes de régularisation			
PASSIF			
A. Capitaux propres			
I. Capital émis et réserves (6)			
A.bis Dettes subordonnées			
B. Provisions pour risques et charges			
I. Provisions à long terme (4)			
II. Provisions à court terme (4)			
C. Dettes			
I. Emprunts bancaires et dettes financières			
II. Dettes à payer résultant de transferts de joueurs			
III. Dettes à payer à des entités du groupe et à d'autres parties liées			
IV. Dette envers des employés			
V. Passifs d'impôts			
VI. Dettes à payer - autres			
VII. Autres passifs à long terme			
D. Comptes de régularisation			

Les clubs devront en outre mentionner, dans les annexes, l'*actif ou passif net* (5)

Les clubs doivent faire mention séparée des créances dont la durée résiduelle est supérieure à un an aux postes D II de l'actif et C du passif, mais d'une façon globale pour chaque poste concerné.

- (1) En ce qui concerne chacun des postes d'immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, il conviendra de réaliser un rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, faisant apparaître les acquisitions, cessions, sorties, réévaluations, dépréciations, dotations aux amortissements et toute autre variation.
- (2) les immobilisations financières comprendront les participations dans des filiales, entités sous contrôle conjoint ou entités associées. En ce qui concerne les participations dans des filiales, entités sous contrôle conjoint et entités associées, il conviendra de fournir, au minimum, pour chacune des entités, les informations suivantes :
le nom, le pays de constitution ou de résidence, le secteur d'activité, la quote-part d'intérêt dans le capital, si celle-ci est différente, la quote-part des droits de vote détenus, et une description de la méthode utilisée pour comptabiliser les participations
- (3) le solde total des créances à recevoir sera subdivisé de manière à faire apparaître séparément les montants dus par les entités du groupe et ceux dus par d'autres parties liées ; de même, le solde total des dettes à payer sera subdivisé de manière à faire apparaître séparément les montants dus aux entités du groupe et ceux dus à d'autres parties liées.
- (4) pour chaque catégorie de provisions, il conviendra d'indiquer les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, le montant utilisé et tout montant amorti ou crédité au cours de la période.
- (5) le chiffre de l'actif / passif net, à savoir le solde du total de l'actif moins le total du passif, est utilisé pour savoir si le club franchit l'indicateur IND. 02 défini à la section 10.11.5.2
- (6) le solde total des réserves sera subdivisé de manière à faire apparaître séparément les autres réserves et le report à nouveau.

N/A : non applicable

Dispositions légales particulières à certains postes du bilan (d'après la loi du 19 décembre 2002)

- **Actif immobilisé (art. 39)**

L'inscription des éléments du patrimoine à l'actif immobilisé ou à l'actif circulant est déterminée par la destination de ces éléments.

L'actif immobilisé comprend les éléments du patrimoine qui sont destinés à servir de façon durable à l'activité du club.

Les mouvements des divers postes de l'actif immobilisé doivent être indiqués dans le bilan ou dans l'annexe. A cet effet, il y a lieu, en partant du prix d'acquisition ou du coût de revient, de faire apparaître, pour chacun des postes de l'actif immobilisé, séparément, d'une part, les entrées et sorties ainsi que les transferts de l'exercice et, d'autre part, les corrections de valeur cumulées à la date de clôture du bilan et les rectifications effectuées pendant l'exercice sur corrections de valeur d'exercices antérieurs. Les corrections de valeur sont indiquées soit dans le bilan, en les déduisant d'une façon distincte du poste concerné, soit dans l'annexe.

Lorsque, au moment de l'établissement des premiers comptes annuels, le prix d'acquisition ou le coût de revient d'un élément de l'actif immobilisé ne peut pas être déterminé sans frais ou délai injustifiés, la valeur résiduelle au début de l'exercice peut être considérée comme prix d'acquisition ou coût de revient.

L'application du paragraphe précédent doit être mentionnée dans l'annexe.

- **Terrains et constructions (art. 40)**

Au poste « Terrains et constructions » doivent figurer les droits immobiliers et autres droits assimilés tels qu'ils sont définis par les lois civiles.

- **Participations (art. 41)**

On entend par participations des droits dans le capital d'autres entreprises, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celles-ci, sont destinés à contribuer à l'activité du club. La détention d'une partie du capital d'une autre société est présumée être une participation lorsqu'elle excède vingt pour cent.

- **Comptes de régularisation de l'actif (art. 42)**

Au poste « Comptes de régularisation » de l'actif doivent figurer les charges comptabilisées pendant l'exercice mais concernant un exercice ultérieur.

- **Corrections de valeur (art. 43)**

Les corrections de valeur comprennent toutes les corrections destinées à tenir compte de la dépréciation, définitive ou non, des éléments du patrimoine constatée à la date de clôture du bilan.

- **Provisions pour risques et charges (art. 44)**

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

Est également autorisée la constitution de provisions ayant pour objet de couvrir des charges qui trouvent leur origine dans l'exercice ou un exercice antérieur et qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

Les provisions pour risques et charges ne peuvent pas avoir pour objet de corriger les valeurs des éléments de l'actif.

- **Comptes de régularisation du passif (art. 45)**

Au poste « Comptes de régularisation » du passif doivent figurer les produits perçus avant la date de clôture du bilan, mais imputables à un exercice ultérieur.

- **Engagements hors bilan (art. 38)**

Doivent figurer de façon distincte à la suite du bilan ou à l'annexe, s'il n'existe pas d'obligation de les inscrire au passif, tous les engagements pris au titre d'une garantie quelconque, en distinguant selon les catégories de garanties prévues par la loi et en mentionnant expressément les sûretés réelles données.

Si les engagements susvisés existent à l'égard de clubs liés, il doit en être fait mention séparément.

10.6.3.5 COMPTE DE RÉSULTAT

Les exigences minimales relatives au contenu des postes du compte de résultat (parfois désigné par compte de profits et pertes) pour l'exercice (ainsi qu'aux chiffres fournis à titre comparatif, relatifs à l'exercice précédent) sont énumérées ci-dessous.

Produits

- i) *montant net du chiffre d'affaires*
 - recettes de la billetterie*
 - sponsoring et publicité*
 - affaires commerciales*
- ii) *autres produits d'exploitation*
- iii) *produits de participation*
- iv) *produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé*
- v) *autres intérêts et produits assimilés*
- vi) –
- vii) *produits exceptionnels*
- ix) *résultat de l'exercice*

Charges

- x) *consommation de marchandises et de matières premières et consommables*
 - coûts des matériaux*
- xi) *frais de personnel*
 - salaires et traitements (si applicable)*
 - charges sociales couvrant les salaires et traitements (si applicable)*
 - pensions complémentaires (si applicable)*
 - autres charges sociales (si applicable)*
- xii) - *corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles*
 - dotations aux amortissements (1)*
 - dépréciation des immobilisations (2)*
 - *corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant*
- xiii) *autres charges d'exploitation*
- xiv) *corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant*
- xv) *intérêts et charges assimilées*
- xvi) –
- xvii) –
- xviii) *charges exceptionnelles*
- xix) *impôts sur le résultat (si applicable)*
- xx) *autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus (si applicable)*
- xxi) *résultat de l'exercice*

Autres

- xxii) *profit/perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles (3)*

Les exigences d'information minimales, relatives à certains postes du compte de résultat, comprennent également les aspects suivants:

- (1) L'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des frais d'inscription des joueurs et l'amortissement des autres immobilisations incorporelles seront présentés séparément.
- (2) La dépréciation des frais d'inscription des joueurs et la dépréciation d'autres immobilisations corporelles ou incorporelles seront présentées séparément.
- (3) Le profit ou la perte résultant de la sortie d'inscriptions de joueurs (ou bien les recettes et les dépenses de celle-ci, lorsque les inscriptions de joueurs n'ont pas été immobilisés) sera présenté séparément du profit ou de la perte résultant de la sortie d'autres immobilisations corporelles ou incorporelles.

Dispositions légales particulières à certains postes du compte de profits et pertes (d'après la loi du 19 décembre 2002)

- **Chiffre d'affaires (art. 48)**

Le montant net du chiffre d'affaires comprend les montants résultant de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires du club, déduction faite des réductions sur ventes, ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres impôts directement liés au chiffre d'affaires (si applicable).

- **Produits et charges exceptionnels (art. 49)**

Aux postes « Produits exceptionnels » ou « Charges exceptionnelles » doivent figurer les produits ou charges ne provenant pas des activités ordinaires du club.

Si les produits et charges visés au paragraphe précédent ne sont pas sans importance pour l'appréciation des résultats, des explications sur leur montant et leur nature doivent être données dans l'annexe. Il en est de même pour les produits et charges imputables à un autre exercice.

10.6.3.6 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Un tableau des flux de trésorerie, lorsqu'il est utilisé de concert avec le reste des états financiers, fournit des informations permettant aux utilisateurs d'évaluer les changements de l'actif/passif net d'une entité, sa structure financière (y compris sa liquidité et sa solvabilité) et sa capacité à gérer les montants et l'échéancier des flux de trésorerie en vue de s'adapter aux changements de circonstances et d'opportunités.

Le tableau des flux de trésorerie indiquera les flux de trésorerie au cours de l'exercice (ainsi que les chiffres fournis à titre comparatif pour l'exercice précédent), classes séparément par activités opérationnelles, d'investissement et de financement, de la manière que la direction estimera la plus appropriée.

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie seront indiquées et les montants présentés au tableau des flux de trésorerie devront être rapprochés des postes correspondants figurant au bilan. Ces exigences minimales figurent également dans les états financiers types à l'annexe III.

10.6.3.7 Modèle et détail : Annexe aux comptes annuels (art. 65 de la loi du 19 décembre 2002)

Les notes annexes aux états financiers annuels devront faire l'objet d'une présentation organisée de façon systématique. Chacun des postes du bilan, du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie devra renvoyer à l'information correspondante dans les notes.

A. Les exigences minimales en matière d'information sont les suivantes:

Principes et méthodes comptables

L'entité indiquera le référentiel comptable des états financiers et fournira un résumé des méthodes comptables significatives utilisées.

Immobilisations corporelles

Chaque catégorie d'immobilisations corporelles doit être présentée séparément.

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque catégorie d'immobilisations corporelles :

- i) la valeur comptable brute et le cumul des amortissements en début et fin de période ; et
- ii) une réconciliation entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, faisant apparaître les entrées et les sorties, les augmentations ou diminutions résultant de réévaluations effectuées pendant la période, les pertes de valeur comptabilisées dans le compte de résultat pendant la période (s'il y a lieu), les pertes de valeur faisant l'objet d'une reprise dans le compte de résultat pendant la période (s'il y a lieu) et les dépréciations.

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité (ou les taux d'amortissement appliqués) doivent être présentés dans les notes relatives aux méthodes comptables.

Immobilisations incorporelles

Chaque catégorie d'immobilisations incorporelles doit être présentée séparément (par exemple inscriptions de joueurs, goodwill, autres).

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles :

- i) valeur comptable brute et le cumul des amortissements en début et fin de période ; et
- ii) une réconciliation entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, faisant apparaître les entrées et les sorties, les diminutions résultant de pertes de valeurs comptabilisées dans le compte de résultat pendant la période (s'il y a lieu) et les amortissements.

Pour des informations et des directives complémentaires relatives à la comptabilisation des inscriptions des joueurs, se référer à la section 10.6.3.10.

Actifs gagés et actifs sous réserve de propriété

Cette rubrique indiquera l'existence et les montants des restrictions sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes ou en garantie.

L'existence et les valeurs comptables d'immobilisations incorporelles dont la propriété est soumise à des restrictions ainsi que la valeur comptable d'immobilisations incorporelles données en nantissement de dettes doivent être indiquées.

Investissements

Les investissements comprennent les participants dans des filiales, entités sous contrôle conjoint et entités associées. En ce qui concerne les participations dans des filiales, entités sous contrôle conjoint et entités associées, il convient de fournir au minimum, pour chacune des participations, les informations suivantes :

- i) le nom ;
- ii) le pays de constitution ou de résidence ;
- iii) le secteur d'activité de l'entité ;
- iv) la quote-part d'intérêt dans le capital
- v) si celle-ci est différente, la quote-part des droits de vote détenus, et une description de la méthode utilisée pour comptabiliser les participations.

Découverts et emprunts bancaires

Les informations suivantes doivent être fournies pour chaque catégorie de passifs financiers :

- i) Des informations concernant l'ampleur et la nature des instruments financiers, y compris les montants et la durée ainsi que les termes et conditions susceptibles d'affecter le montant, l'échéancier et le degré de certitude des flux de trésorerie futurs ; et
- ii) Les principes et méthodes comptables adoptés, y compris les critères de comptabilisation et les bases d'évaluation utilisés.

Provisions

Les provisions doivent être présentées par catégorie. Pour déterminer quelles provisions peuvent être regroupées pour former une catégorie, il sera nécessaire de considérer si la nature des éléments est suffisamment similaire pour permettre leur présentation regroupée en un montant unique.

Pour chaque catégorie de provisions, il convient d'indiquer les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de la période, le montant utilisé et tout montant amorti ou crédité au cours de la période.

Dotation d'exploitation et Réserves accumulés

Il convient d'indiquer le montant de la dotation de l'exploitation émis pendant l'exercice, ainsi que le solde des résultats accumulés en début de période de reporting et à la date de clôture, ainsi que les modifications en cours de période de reporting.

Partie exerçant le contrôle

Lorsque l'entité présentant les états financiers est contrôlée par une autre partie, cette relation entre parties liées devra être indiquée, ainsi que le nom de l'autre partie et celui de la société tête de groupe, s'il est différent. Si la société mère ou la société mère ultime de l'entité présentant les états financiers est inconnue, ce fait devra être communiqué. Cette information sera communiquée, même si aucune transaction n'a eu lieu entre les sociétés mères et l'entité présentant les états financiers.

Transactions entre parties liées

Si des transactions ont eu lieu entre des *parties liées* pendant la période, l'entité présentant les états financiers indiquera la nature des relations entre les parties liées, ainsi que des informations sur les transactions réalisées pendant la période et les soldes existant en fin de période qui sont nécessaires à la compréhension de l'impact potentiel de la relation sur les états financiers.

Ces informations devront comprendre, au minimum:

- i) le montant et la nature des transactions;
- ii) le montant des soldes existants, y compris les engagements ;
 - leurs termes et conditions, y compris l'existence éventuelle de garanties et la nature de la contrepartie attendue lors du règlement; et
 - les modalités des garanties données ou reçues;
- iii) les provisions pour créances douteuses liées aux montants des soldes; et
- iv) les charges comptabilisées pendant l'exercice au titre des créances douteuses sur parties liées.

Ces informations requises doivent être communiquées séparément pour chacune des catégories suivantes :

- la société mère ;
- l'entité exerçant le contrôle conjoint ou exerçant une influence notable sur l'entité présentant les états financiers ;
- les filiales ;
- les entités associées ;
- les coentreprises dans lesquelles l'entité présentant les états financiers est un coentrepreneur ;
- les principaux dirigeants de l'entité ou de sa société mère ; et
- les autres parties liées.

La confirmation que les transactions entre parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale doit être fournie si ces modalités peuvent être démontrées.

Passifs éventuels

A moins que la probabilité d'une sortie pour règlement soit très faible, l'entité présentant les états financiers fournira, pour chaque catégorie de passif éventuel à la date de clôture statutaire, une brève description de la nature de ce passif éventuel et, dans la mesure du possible:

- une estimation de son effet financier ;
- une indication des incertitudes relatives au montant ou à l'échéance de toute sortie; et
- la possibilité de tout remboursement.

Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs postérieurs à la date de clôture doivent être indiqués (y compris la nature de ces événements et une estimation de leur effet financier ou l'indication que cette estimation ne peut pas être faite).

Exemples de tels événements :

- les emprunts à terme fixe venant à échéance, sans perspective réaliste de reconduction ou de remboursement ;
- les pertes d'exploitation substantielles ;
- la découverte d'une fraude ou d'erreurs significatives montrant que les états financiers sont inexacts ;
- le fait que la direction décide qu'elle a l'intention, ou n'a pas d'autre solution réaliste, que de liquider l'entité ou de faire cesser son activité ;
- les transactions relatives à des joueurs, impliquant le paiement ou l'encaissement de montants importants ;
- les transactions relatives à des biens immobiliers, par exemple, concernant le stade du club.

Autres informations

- i) Honoraires des agents :
Le total des paiements versés à un agent ou au bénéfice d'un agent doit être communiqué.
- ii) Charges d'impôt :
Les composantes des charges d'impôt doivent être présentées séparément, c'est-à-dire le montant global de l'impôt courant et/ou de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat net de la période de reporting.
- iii) Divers :
Il convient de fournir les informations ou précisions supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le bilan, le compte de résultat ou le tableau des flux de trésorerie, mais qui sont nécessaires à la compréhension de chacun de ces documents et/ou requises pour satisfaire aux exigences minimales en matière de présentation financière.

B. Modèle d'annexe aux comptes annuels

Annexe aux comptes annuels au

Note 1 - Généralités

Nom..... a été constituée le..... sous la forme d'une association sans but lucratif de droit luxembourgeois pour une durée illimitée (pour une durée de ans).

Le siège social est établi à

L'exercice social commence le et finit le

L'activité principale de l'association est

Note 2 - Principes, règles et méthodes d'évaluation

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

2.2 Modes d'évaluation

2.2.1 Valorisation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées à leur valeur d'acquisition ou au coût de revient, déduction faite des corrections de valeur. Les corrections de valeur sont calculées en fonction de la durée d'utilisation des immobilisations d'après la méthode linéaire (ou dégressive). Le coût d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

2.2.2 Valorisation des immobilisations financières

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

Les prêts à long terme sont comptabilisés à leur valeur nominale.

A la fin de chaque exercice comptable, une correction de valeur est enregistrée sur base d'une évaluation individuelle de chaque actif, pour toute diminution de valeur ayant, de l'avis du Conseil d'administration, un caractère durable.

Annexe aux comptes annuels au ...

2.2 Modes d'évaluation (suite)

2.2.3 Valorisation des stocks

La méthode d'évaluation des stocks doit s'apprécier au cas le cas.. Attention aux immobilisations en cours si applicable.

Les stocks ont été évalués selon la méthode « premier entré, premier sorti » (FIFO)

OU

Les stocks ont été évalués selon la méthode « dernier entré, premier sorti » (LIFO)

OU

Les stocks ont été évalués selon la méthode des prix moyens pondérés. (PMP)

Les stocks font l'objet de corrections de valeur lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au coût de revient.

2.2.4 Valorisations des créances de l'actif circulant

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque la valeur du marché est inférieure à leur valeur nominale. L'évaluation à la valeur inférieure n'est plus maintenue si les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.

2.2.5 Valorisation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont enregistrées au coût d'acquisition. Le coût d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

A la date de clôture, elles sont valorisées au plus bas du coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

2.2.6 Conversion des postes en devises

Toutes les transactions exprimées dans une devise autre que l'euro sont enregistrées en euro au taux de change en vigueur à la date de transaction.

Les immobilisations exprimées dans une devise autre que l'euro sont convertis en euro au cours de change historique en vigueur au moment de l'acquisition.

Les avoirs en banques sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Annexe aux comptes annuels au ...

2.2 Modes d'évaluation (suite)

2.2.6 Conversion des postes en devises (suite)

Deux méthodes sont à distinguer pour la valorisation des créances. Dans la 1ère méthode, seules les moins-values latentes sur change seront pris en compte (principe de prudence) tandis que dans la seconde, les moins-values et les plus-values latentes sur change seront pris en compte (assimilation des créances à court terme à du cash).

En cas d'application de la 1ère méthode :

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes les pertes de change non réalisées.

Ou

En cas d'application de la seconde méthode :

Les créances à court terme sont, de par leur caractère liquide, évaluées sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Sont ainsi comptabilisés dans le compte de profits et pertes les gains et les pertes de change non réalisés.

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes les pertes de change non réalisées.

Le paragraphe suivant s'applique lorsqu'un élément d'actif est lié à un élément du passif (par exemple un emprunt lié à un prêt) :

Les créances et dettes liées exprimées dans une devise autre que l'euro sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seule est comptabilisée dans le compte de profits et pertes la perte de change nette non réalisée.

Les produits et charges en devises autres que la devise du bilan sont convertis dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date des opérations.

Note 3 - Immobilisations incorporelles (y compris frais d'inscription des joueurs)

Les immobilisations incorporelles sont constituées de..... Elles sont amorties linéairement au taux de ...% l'an.

Sont compris dans les concessions, brevets, licences et marques, les droits et valeurs similaires s'ils ont été acquis à titre onéreux ou créés par l'entreprise elle – même.

Le fonds de commerce *dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux* est amorti linéairement sur une période de cinq ans.

Il est possible de l'amortir en plus de 5 ans sans en dépasser la durée d'utilisation prévue. Dans ce cas, il est nécessaire de le justifier.

	N	N-1

Prix d'acquisition au début de l'exercice	-----	-----
Entrées au cours de l'exercice	-----	-----
Sorties au cours de l'exercice	(-----)	(-----)
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	-----	-----
Corrections de valeur au début de l'exercice	(-----)	(-----)
Corrections de valeur de l'exercice	(-----)	(-----)
Corrections de valeur sur éléments sortis	-----	-----
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	()	()
Valeur nette à la fin de l'exercice	=====	=====

Annexe aux comptes annuels au ...

Note 4 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constituées de

Les amortissements sont calculés de façon linéaire aux taux ci-après (à détailler s'il est fait mention des taux) :

<i>Constructions</i>	<i>%</i>
<i>Installations techniques et machines</i>	<i>%</i>
<i>Autres installations, outillage et mobilier</i>	<i>%</i>

	Terrains et Constructions	Installations techniques et machines	Autres installations, outillages et mobiliers
Prix d'acquisition au début de l'exercice	-----	-----	-----
Entrées au cours de l'exercice	-----	-----	-----
Sorties au cours de l'exercice	(-----)	(-----)	(-----)
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	=====	=====	=====
Corrections de valeur au début de l'exercice	(-----)	(-----)	(-----)
Corrections de valeur de l'exercice	(-----)	(-----)	(-----)
Corrections de valeur des éléments sortis	=====	=====	=====
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	(-----)	(-----)	(-----)
Valeur nette à la fin de l'exercice	=====	=====	=====

Note 5 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par les participations ayant un caractère durable acquises par NOM.....ainsi que les prêts et avances accordées aux sociétés dans lesquelles NOM détient une participation et les intérêts à recevoir sur les prêts et avances s'ils sont destinés à être capitalisés à échéance.

Les actions propres ou parts propres doivent figurer avec indication de la valeur nominale ou à défaut de valeur nominale de leur valeur de leur pair comptable.

Si l'association détient, directement ou indirectement, au moins 20 % du capital d'une entreprise, indiquer :

Le nom et le siège, fraction du capital détenu, montant des capitaux propres, résultat du dernier exercice de cette entreprise. Il est permis que les indications ci-dessus :

Prennent la forme d'un relevé déposé conformément à l'article 9 mais il doit en être fait mention. Sont omises lorsqu'elles sont de nature à porter gravement préjudice à cette entreprise.

Ces informations peuvent être omises si elles présentent un intérêt négligeable. Le montant des capitaux propres et du résultat peut être omis si la participation est de moins de 50 %, ou si l'entreprise ne publie pas son bilan ou si les entreprises détenues sont incluses dans des comptes consolidés dans une société répondant aux conditions de l'art 314, § 2 de la loi modifiée du 10 août 1915, ou lorsque la société mère traite ces droits dans ses comptes annuels ou dans ses comptes consolidés (art 336 et 241-1 de la loi modifiée du 10 août 1915).

Indication du nom, siège et forme juridique de toute entreprise pour laquelle la société est associée indéfiniment responsable (sauf si cela présente un intérêt négligeable).

Ce relevé aura la forme suivante :

Nom de la Société	Siège	Secteur d'activité	Fraction de capital détenu	Capitaux Propres (...)	Résultat du dernier exercice (...)	Année du dernier exercice arrêté
--------------------------	--------------	---------------------------	-----------------------------------	-------------------------------	---	---

Note 5 - Immobilisations financières (suite)

	<i>N</i> ...	<i>N-1</i> ...
Prix d'acquisition au début de l'exercice	-----	-----
Entrées au cours de l'exercice	-----	-----
Sorties au cours de l'exercice	(-----)	(-----)
	-----	-----
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	-----	-----
Corrections de valeur au début de l'exercice	(-----)	(-----)
Corrections de valeur de l'exercice	(-----)	(-----)
Reprises de corrections de valeur des exercices antérieurs	-----	-----
	-----	-----
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	(-----)	(-----)
	-----	-----
Valeur nette à la fin de l'exercice	=====	=====

Annexe aux comptes annuels au ...

Note 6 - Valeurs mobilières

	<i>N</i> ...	<i>N-1</i> ...
Prix d'acquisition au début de l'exercice	-----	-----
Entrées au cours de l'exercice	-----	-----
Sorties au cours de l'exercice	(-----)	(-----)
	-----	-----
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	-----	-----
Corrections de valeur au début de l'exercice	(-----)	(-----)
Corrections de valeur de l'exercice	(-----)	(-----)
Reprises de corrections de valeur des exercices antérieurs	-----	-----
	-----	-----
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	(-----)	(-----)
	-----	-----
Valeur nette à la fin de l'exercice	=====	=====

Note 7 - Dotation d'exploitation

La dotation d'exploitation est fixée à EUR ... au 31 décembre 20..

Note 8 - Provisions pour risques et charges

A mentionner et détailler uniquement si elles ont une certaine importance.

Note 9 - Dettes

	A un an au plus	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total N	Total N-1
Emprunts obligataires convertibles	-----	-----	-----	=====	-----
Dettes envers établissements de crédit	-----	-----	-----	=====	-----
Acomptes reçus sur commandes	-----	-----	-----	=====	-----
Effets de commerce	-----	-----	-----	=====	-----
Dettes sur achats et prestations de services	-----	-----	-----	=====	-----
Dettes envers des entreprises liées	-----	-----	-----	=====	-----
Dettes envers des entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation	-----	-----	-----	=====	-----
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale (si applicable)	-----	-----	-----	=====	-----
Autres dettes	-----	-----	-----	=====	-----

Note 10 – Montant net du chiffre d'affaires

Il convient d'effectuer la ventilation du montant net du chiffre d'affaires au sens de l'art 65 (8) de la loi du 19 décembre 2002 par catégories d'activités, ainsi que par marchés géographiques, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de l'entreprise, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable.

Note 11 - Produits exceptionnels

A commenter s'ils sont importants pour l'appréciation des résultats (nature et montants)

Note 12 - Charges exceptionnelles

A commenter si elles sont importantes pour l'appréciation des résultats (nature et montants)

Note 13 - Personnel

L'entreprise a employépersonnes en moyenne, au cours de l'exercice, répartis de la manière suivante:

	N	N-1
Employéspersonnespersonnes
Ouvrierspersonnespersonnes
Autres (à spécifier)personnespersonnes

Les frais de personnel s'élèvent respectivement à EUR et EUR

Note 14 - Rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de surveillance et engagements en matière de pension et de retraite à l'égard des anciens membres

	N	N-1

Organes d'administration		
Organes de surveillance		

Ces indications peuvent être omises si elles permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

Note 15 - Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de surveillance

	N	N-1

Organes d'administration		
Organes de surveillance		

Avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre de garantie quelconque. Ces informations peuvent être données de façon globale pour chaque catégorie.

Annexe aux comptes annuels au ...

Note 16 - Droits et engagements hors bilan

Mentionner la nature et forme des éventuelles hypothèques et autres garanties et faire référence avec les notes correspondantes (ex : dettes).

Note 17 - Evénements postérieurs à la clôture

(à décrire)

C. Autres indications à éventuellement présenter en annexe

Généralités

L'association est, sur base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion pour l'exercice clôturant au 31 décembre 20.. Par conséquent, en conformité avec la loi du 4 mai 1984, ces comptes ont été présentés sur une base non consolidée pour approbation par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

Ce paragraphe ne s'appliquera que si la société détient des participations qui remplissent les critères requis et qu'elle peut être exemptée de l'obligation de présenter des comptes consolidés. Sinon, la présentation de comptes annuels consolidés est obligatoire.

Nom...est inclus dans les comptes consolidés établis par, société de droit ayant son siège social à Ces comptes consolidés peuvent être obtenus.....(indiquer le lieu)

Ce paragraphe ne sera à mentionner qu'après avoir vérifié que les comptes annuels sont inclus dans les comptes consolidés de la maison-mère. (Pas le cas pour des sociétés dont les associés sont des personnes physiques)

Frais d'établissement

Les frais d'établissement (*correspondent aux frais de constitution ou d'augmentation de capital ou d'extension de l'entreprise*) sont amortis linéairement au taux de 20 % l'an ou pris en charges durant l'exercice de leur survenance. (*Attention, 20 % est un maximum. Vérifier le taux propre à l'entreprise*)

Annexe aux comptes annuels au ...

	N ...	N-1 ...
Frais d'établissement au début de l'exercice	-----	-----
Augmentations au cours de l'exercice	-----	-----
Diminutions au cours de l'exercice	()	()
Frais d'établissement à la fin de l'exercice	-----	-----
Corrections de valeur au début de l'exercice	(-----)	(-----)
Dotations au cours de l'exercice	(-----)	(-----)
Reprises au cours de l'exercice	-----	-----
Corrections de valeur, à la fin de l'exercice	(-----)	(-----)
	-----	-----
Valeur nette à la fin de l'exercice	=====	=====

10.6.3.8 Règles d'évaluation

Les articles ci-dessous font référence à la loi du 19 décembre 2002 :

Art. 52 – L'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels se fait selon les dispositions des articles 53, 55, 56, 59 à 64, fondées sur le principe du prix d'acquisition ou du coût de revient.

Art. 53 – ...

Art. 54 – Un règlement grand-ducal peut, par dérogation à l'article 52, autoriser ou imposer pour toutes les entreprises ou certaines catégories d'entreprises :

- l'évaluation sur la base de la valeur de remplacement pour les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps ainsi que pour les stocks ;
- l'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels, y inclus les capitaux propres sur la base d'autres méthodes que celle prévue sous a), destinées à tenir compte de l'inflation ;
- la réévaluation des immobilisations corporelles ainsi que des immobilisations financières.

Art. 55 – (1) a) Les éléments de l'actif immobilisé doivent être évalués au prix d'acquisition ou au coût de revient sans préjudice aux points ci-dessous :

b) Le prix d'acquisition ou le coût de revient des éléments de l'actif immobilisé dont l'utilisation est limitée dans le temps doit être diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments pendant leur durée d'utilisation.

c)

aa) Les immobilisations financières peuvent faire l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.

bb) Que leur utilisation soit ou non limitée dans le temps, les éléments de l'actif immobilisé doivent faire l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, si l'on prévoit que la dépréciation sera durable.

cc) Les corrections de valeur visées sous aa) et bb) doivent être portées au compte de profits et pertes et indiquées séparément dans l'annexe si elles ne sont pas indiquées séparément dans le compte de profits et pertes.

dd) L'évaluation à la valeur inférieure visée sous aa) et bb) ne peut pas être maintenue lorsque les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.

d) Si les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé de ces corrections.

(2) Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

(3) a) Le coût de revient s'obtient en ajoutant au prix d'acquisition des matières premières et consommables les coûts directement imputables au produit considéré.

b) Une fraction raisonnable des coûts qui ne sont qu'indirectement imputables au produit considéré peut être ajoutée au coût de revient dans la mesure où ces coûts concernent la période de fabrication.

(4) L'inclusion dans le coût de revient des intérêts sur les capitaux empruntés pour financer la fabrication d'immobilisations est permise dans la mesure où les intérêts concernent la période de fabrication.

Dans ce cas, leur inscription à l'actif doit être signalée dans l'annexe.

Art. 56 – ...

Art. 57 – ...

Art. 58 – (1) Les entreprises peuvent inscrire au bilan les participations détenues dans le capital d'entreprises sur la gestion et la politique financière desquelles elles exercent une influence notable conformément aux paragraphes (2) à (9) suivants comme sous-poste des postes « Parts dans des entreprises liées » et « Participations » selon le cas. Il est présumé qu'une entreprise exerce une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle a 20 % ou plus des droits de vote des actionnaires ou associés de cette entreprise. L'article 310 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est applicable.

(2) Lors de la première application du présent article à une participation visée au paragraphe (1), celle-ci est inscrite au bilan :

a) soit à sa valeur comptable évaluée conformément aux articles 51 à 64 de la Loi. La différence entre cette valeur et le montant correspondant à la fraction des capitaux propres représentée par cette participation est mentionnée séparément dans le bilan ou dans l'annexe. Cette différence est calculée à la date à laquelle la méthode est appliquée pour la première fois ;

b) soit pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres représentée par cette participation.

La différence entre ce montant et la valeur comptable évaluée conformément aux règles d'évaluation prévues aux articles 51 à 64 de la Loi est mentionnée séparément dans le bilan ou dans l'annexe.

Cette différence est calculée à la date à laquelle la méthode est appliquée pour la première fois.

- Le bilan ou l'annexe doit indiquer lequel des points a) ou b) a été utilisé.

- Pour l'application des points a) ou b), le calcul de la différence peut s'effectuer à la date d'acquisition des actions ou parts ou, lorsque l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois, à la date à laquelle les actions ou parts sont devenues une participation au sens du paragraphe (1).

(3) Lorsque des éléments d'actif ou de passif de l'entreprise dans laquelle une participation au sens du paragraphe (1) est détenue ont été évalués selon des méthodes non uniformes avec celle retenue par la société établissant ses comptes annuels, ces éléments peuvent, pour le calcul de la différence visée au paragraphe (2) point a) ou point b), être évalués à nouveau conformément aux méthodes retenues par la société établissant ses comptes annuels. Lorsqu'il n'a pas été procédé à cette nouvelle évaluation, mention doit en être faite à l'annexe.

(4) La valeur comptable visée au paragraphe (2) point a) ou le montant correspondant à la fraction des capitaux propres visé au paragraphe (2) point b) est accru ou réduit du montant de la variation, intervenue au cours de l'exercice, de la fraction des capitaux propres représentée par cette participation ; il est réduit du montant des dividendes correspondant à la participation.

(5) Dans la mesure où une différence positive mentionnée au paragraphe (2) point a) ou point b) n'est pas rattachable à une catégorie d'éléments d'actif ou de passif, elle est traitée conformément aux règles applicables au poste « fonds de commerce ».

- (6) a) La fraction du résultat attribuable aux participations visées au paragraphe (1) est inscrite au compte de profits et pertes sous un poste distinct à intitulé correspondant.
- b) Lorsque ce montant excède le montant des dividendes déjà reçus ou dont le paiement peut être réclamé, le montant de la différence doit être porté à une réserve qui ne peut être distribué aux actionnaires.
- c) Il est permis que la fraction du résultat attribuable aux participations visées au paragraphe (1) ne figure au compte de profits et pertes que dans la mesure où elle correspond à des dividendes déjà reçus ou dont le paiement peut être réclamé.
- (7) Les éliminations visées à l'article 329 paragraphe (1) point c) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont effectuées dans la mesure où les éléments en sont connus ou accessibles. L'article 329 paragraphes (2) et (3) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales s'applique.
- (8)...
- (9) Il peut être renoncé à l'application du présent article lorsque les participations visées au paragraphe (1) ne présentent qu'un intérêt.

Art. 59 – (1) ...

- (2) L'article 53 paragraphe (1) point a) est applicable au poste « Fonds de commerce ». Toutefois les sociétés sont autorisées à répartir systématiquement l'amortissement de leur fonds de commerce sur une période supérieure à 5 ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif.

Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention à l'annexe avec indication des motifs.

Art. 60 – Les immobilisations corporelles et les matières premières et consommables qui sont constamment renouvelées et dont la valeur globale est d'importance secondaire pour l'entreprise peuvent être portées à l'actif pour une quantité et une valeur fixes, si leur quantité, leur valeur et leur composition ne varient pas sensiblement.

- Art. 61 – (1)**
- a) Les éléments de l'actif circulant doivent être évalués au prix d'acquisition ou au coût de revient, sans préjudice des points b) et c).
 - b) Les éléments de l'actif circulant font l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure du marché ou, dans des circonstances particulières, une autre valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.
 - c) **Des corrections de valeur exceptionnelles sont autorisées, si celles-ci sont nécessaires sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable, pour éviter que, dans un proche avenir, l'évaluation de ces éléments ne doive être modifiée en raison de fluctuations de valeur. Le montant de ces corrections de valeur doit être indiqué séparément dans le compte de profits et pertes ou dans l'annexe.**

d) L'évaluation à la valeur inférieure visée sous b) et c) ne peut pas être maintenue si les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.

e) Si les éléments de l'actif circulant font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'en indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé.

(2) La définition du prix d'acquisition ou du coût de revient figurant à l'article 55 paragraphes (2) et (3), s'applique. L'article 55 paragraphe (4) est aussi applicable. Les frais de distribution ne peuvent être incorporés dans le coût de revient.

Art. 62 – (1) Le prix d'acquisition ou le coût de revient des stocks d'objets de même catégorie ainsi que de tous les éléments fongibles, y inclus les valeurs mobilières, peuvent être calculés soit sur la base des prix moyens pondérés, soit selon les méthodes « premier entré-premier sorti » (FIFO) ou « dernier entré-premier sorti » (LIFO), ou une méthode analogue.

(2) Lorsque l'évaluation effectuée dans le bilan, suite à l'application des modes de calcul indiqués au paragraphe (1) diffère pour un montant important, à la date de clôture du bilan, d'une évaluation sur la base du dernier prix du marché connu avant la date de clôture du bilan, le montant de cette différence doit être indiqué globalement par catégorie dans l'annexe.

Art. 63 – (1) Lorsque le montant à rembourser sur des dettes est supérieur au montant reçu, la différence peut être portée à l'actif. Elle doit être indiquée séparément dans le bilan ou dans l'annexe.

(2) Cette différence doit être amortie par des montants annuels raisonnables et au plus tard au moment du remboursement de la dette.

Art. 64 – Le montant des provisions pour risques et charges ne peut dépasser les besoins.

Les provisions qui figurent au bilan sous le poste « Autres provisions » doivent être précisées dans l'annexe, dans la mesure où celles-ci sont d'une certaine importance.

10.6.3.9 RAPPORT FINANCIER DE LA DIRECTION

Les états financiers annuels devront inclure un rapport ou commentaire financier de la direction (parfois appelé « Rapport des administrateurs »), décrivant et expliquant les caractéristiques essentielles de la performance et de la situation financières de l'entité présentant les états financiers ainsi que les principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée. Ces exigences minimales figurent également à l'annexe II

Les états financiers annuels devront également inclure les noms des personnes qui, à un moment quelconque dans l'exercice, ont été membres des organes de direction, du conseil d'administration et des organes de contrôle de l'entité présentant les états financiers.

10.6.3.10 EXIGENCES COMPTABLES RELATIVES AUX FRAIS D'INSCRIPTION DES JOUEURS

Outre les états financiers annuels audités que tout club doit préparer conformément à ses propres pratiques comptables nationales applicables aux sociétés commerciales, le manuel comporte une exigence comptable spécifique relative aux frais d'inscription des joueurs comptabilisés au titre des immobilisations incorporelles.

Les transferts de joueurs constituent une caractéristique particulière du secteur du football. Le traitement comptable adopté par les clubs en matière de frais d'inscription des joueurs peut avoir un impact significatif sur les résultats financiers publiés et la situation financière. L'UEFA considère, par conséquent, que certaines exigences comptables minimales doivent être remplies par les clubs dans le cadre de la procédure d'octroi de licence aux clubs, de manière à garantir une approche commune au sein de la famille européenne du football (cf. 4.3).

Les clubs tenus de satisfaire à ces exigences comptables minimales sont les entités qui incorporent les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles. Afin d'écarter tout doute à cet égard, si un club utilise une méthode comptable consistant à inscrire en charges les frais d'inscription des joueurs plutôt que de les incorporer dans les immobilisations incorporelles, il n'est pas concerné par les exigences comptables minimales décrites ci-dessous et n'est pas tenu de retraiter ses chiffres.

Les exigences comptables minimales pour les frais d'inscription des joueurs sont décrites comme suit:

- a) Pour les clubs incorporant les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles, le montant amortissable de l'inscription de chaque joueur individuel devra être réparti systématiquement sur sa durée d'utilité. A cet effet, il conviendra de comptabiliser le coût de l'actif en charges en le répartissant systématiquement sur la durée du contrat du joueur.
- b) Seuls les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur peuvent être immobilisés. La valeur comptable d'un joueur individuel ne devra pas être réévaluée ultérieurement, à des fins comptables, même si la direction estime que la valeur de marché est supérieure à la valeur comptable. En outre, bien qu'il soit reconnu qu'un club puisse être en mesure de générer de la valeur par l'utilisation et/ou le transfert de joueurs formés au plan local, à des fins comptables, les frais relatifs à la section junior du candidat ne devront pas être inscrits au bilan, car seul les frais concernant l'acquisition de joueurs par un club peuvent être immobilisés.

- c) L'amortissement devra débuter dès que l'inscription du joueur est acquise. Il cessera à la date où l'immobilisation est classée comme détenue en vue de la vente ou, si cette date est antérieure, à la date où l'immobilisation est décomptabilisée (c'est-à-dire lorsque l'inscription est transférée à un autre club).

De plus, il conviendra d'appliquer le principe suivant : chaque année, la direction devra examiner pour dépréciation la valeur individuelle de tous les joueurs incorporée dans le coût des immobilisations incorporelles. Si la valeur recouvrable d'un joueur individuel est inférieure à la valeur comptable au bilan, cette dernière devra être ajustée à la valeur recouvrable, l'ajustement étant inscrit en charges au compte de résultat comme une perte de valeur.

La FLF reconnaît que les deux méthodes sont comptablement valides. Cependant, afin d'uniformiser les pratiques comptables des clubs de la division nationale, elle recommande l'inscription de ces frais en charges.

Le club devra fournir des informations complémentaires (à soumettre à la FLF), si les informations et le traitement comptable des états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences comptables décrites dans la présente sous-section. Les informations complémentaires devront inclure un bilan et un compte de résultat retraités, ainsi que toutes les notes y relatives nécessaires pour satisfaire aux exigences décrites ci-dessus. Elles comporteront également une ou plusieurs notes rapprochant les résultats et la situation financière présentés dans le document contenant les informations complémentaires de ceux figurant sur les états financiers audités (établis conformément aux pratiques comptables luxembourgeoises).

10.6.3.11 EXIGENCES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT D'UN TABLEAU DES JOUEURS

En raison de la spécificité et, pour de nombreux clubs, de l'importance des frais d'acquisition des joueurs, les clubs devront établir un tableau des joueurs. Le tableau des joueurs est également un outil pouvant être utilisé par la direction (et les auditeurs) pour rapprocher les chiffres du bilan et du compte de résultat relatifs aux inscriptions de joueurs des informations sous-jacentes, ainsi qu'à des fins d'évaluation annuelle des pertes de valeur.

Les clubs tenus d'établir un tableau des joueurs sont toutes les entités qui incorporent les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles. Afin d'écarter tout doute à cet égard, si – en vertu des pratiques comptables luxembourgeoises – un club utilise une méthode comptable consistant à inscrire en charges les frais d'inscription des joueurs plutôt que de les incorporer dans les immobilisations incorporelles, ou s'il n'a pas encouru ni reporté de frais d'inscription au cours de la période, il ne sera pas tenu d'établir un tableau des joueurs.

Le tableau des joueurs devra être remis à l'auditeur. Toutefois, il ne sera pas nécessaire de présenter le tableau des joueurs dans le cadre des états financiers annuels, ni de le soumettre à la FLF.

Pour chaque inscription de joueur détenu au cours de la période, le tableau des joueurs comportera au minimum les informations suivantes :

- a) nom et date de naissance ;
- b) dates de début et de fin de contrat ;
- c) frais d'acquisition directs de l'inscription ;
- d) cumul des amortissements reportés et en fin de période ;
- e) charges/amortissements au cours de la période ;
- f) perte de valeur au cours de la période ;
- g) cessions (coût et cumul des amortissements) ;
- h) valeur comptable nette ; et
- i) profit/(perte) résultant de la sortie d'inscriptions de joueurs.

Les joueurs concernés par l'obligation de figurer au tableau sont tous ceux dont l'inscription est détenue par le club à un moment quelconque au cours de la période et pour lesquels des frais d'acquisition directs, quels qu'ils soient, ont été encourus (à un moment quelconque au cours de la période ou au cours de périodes précédentes).

Les totaux des chiffres suivants figurant au tableau des joueurs devront être rapprochés des chiffres correspondants inscrits au bilan et au compte de résultat dans les états financiers annuels audités.

- a) Le total de l'amortissement des inscriptions de joueurs pour la période en cours, figurant au tableau des joueurs, devra correspondre au poste « Amortissement des inscriptions de joueurs » (indiqué au compte de résultat de la période ou dans une note y relative) ;
- b) Le total des provisions pour dépréciation constituées pour la période en cours, figurant au tableau des joueurs, devra correspondre au poste « Dépréciation des inscriptions de joueurs » (indiqué au compte de résultat de la période ou dans une note y relative) ;
- c) Le total du profit ou de la perte résultant de la sortie d'inscriptions de joueurs figurant au tableau des joueurs devra correspondre au poste « Profit/(perte) résultant de la sortie d'inscriptions de joueurs » (indiqué au compte de résultat de la période ou dans une note y relative) ;
- d) Le total de la valeur comptable nette des inscriptions de joueurs figurant au tableau des joueurs devra correspondre au chiffre du poste « Immobilisations incorporelles – joueurs » indiqué au bilan à la fin de la période ou dans une note y relative.

Remarque : Pour les clubs ayant retraité les chiffres comptables relatifs aux joueurs afin de satisfaire aux exigences comptables du manuel, les totaux des chiffres figurant au tableau des joueurs devront correspondre aux chiffres retraités dans les états financiers annuels.

10.6.4 ÉVALUATION DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

10.6.4.1 DÉSIGNATION DE L'AUDITEUR

L'auditeur désigné par le club doit être indépendant, conformément aux principes du Code d'Éthique Professionnelle des Comptables publié par l'International Federation of Accountants (IFAC).

L'auditeur est affilié à un organisme membre de l'IFAC et il est agréé auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier

Le club confiera à l'auditeur la mission d'exécuter les procédures d'évaluation relatives aux informations financières annuelles préparées par la direction. L'auditeur doit être un Réviseur d'Entreprises.

10.6.4.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les états financiers annuels devront être audités par un auditeur indépendant conformément aux International Standards on Auditing (ISA).

Le rapport de l'auditeur devra comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'audit et incluant l'attestation que l'audit a été effectué conformément aux International Standards on Auditing.

De son côté, la FLF vérifiera les informations soumises et étudiera les conséquences de toute modification du rapport d'audit (par rapport au modèle normal sans réserve) et/ou les insuffisances par rapport aux exigences minimales en matière d'information et de comptabilité. Les états financiers annuels audités devront satisfaire aux exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité, telles qu'elles sont définies dans ce manuel, dès lors, aucune information complémentaire ne sera requise.

Si le club fournit des informations complémentaires, celles-ci devront être évaluées par l'auditeur sur la base de procédures convenues. Certaines indications complémentaires figurent à l'annexe IV. Ces procédures décrites en annexe IV sont obligatoires pour ce qui concerne les informations complémentaires.

10.6.4.3 LE RAPPORT D'AUDIT DE L'AUDITEUR

Le type d'opinion exprimée à l'issue de l'audit aura des conséquences sur l'évaluation que fera la FLF des états financiers annuels audités du club.

L'auditeur examinera et évaluera les conclusions tirées des éléments probants réunis, servant de fondement à l'expression de son opinion sur les états financiers. Le rapport d'audit exprimera clairement, par écrit, l'opinion de l'auditeur sur les états financiers pris dans leur ensemble.

L'annexe V donne des directives supplémentaires sur les éléments de base du rapport de l'auditeur et la signification des différents types d'opinions. Les différents types d'opinions sont présentés ci-dessous.

Une opinion sans réserve sera exprimée lorsque l'auditeur estime que les états financiers donnent une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs), conformément au référentiel comptable luxembourgeois.

Un rapport d'audit est considéré comme modifié dans les quatre situations suivantes :

- i) paragraphe d'observation ;
- ii) opinion avec réserve ;
- iii) impossibilité d'exprimer une opinion ; ou
- iv) opinion défavorable.

L'hypothèse de continuité d'exploitation étant une convention comptable de base en matière d'établissement des états financiers, la direction du club a la responsabilité d'évaluer la capacité de l'entité présentant les états financiers à poursuivre son exploitation. De son côté, l'auditeur a pour responsabilité d'apprécier le bien-fondé de l'utilisation par la direction de l'hypothèse de continuité d'exploitation pour l'établissement des états financiers, ainsi que d'apprécier s'il existe des incertitudes significatives quant à la capacité de l'entité présentant les états financiers à poursuivre son exploitation, dont la mention doit figurer dans les états financiers.

Les questions relatives à la continuité d'exploitation peuvent justifier des modifications du rapport d'audit (sur chacun des points i) à iv) ci-dessus) et auront des conséquences sur les procédures d'évaluation de la FLF.

10.6.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

La FLF doit évaluer les états financiers annuels afin de former la base de sa décision d'octroi de licence. Dans le cadre de son évaluation, la FLF lira et examinera les états financiers annuels ainsi que le rapport correspondant de l'auditeur.

La licence devra être refusée :

- A) Si les états financiers annuels ne sont pas soumis à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le club soumet des états financiers annuels qui ne satisfont pas aux exigences minimales en matière de contenu et de comptabilité.

Après avoir lu le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels, la FLF devra l'évaluer conformément aux points ci-dessous :

- C) Si le rapport de l'auditeur exprime une opinion sans aucune réserve ni modification, cette opinion constitue une base satisfaisante pour l'octroi de la licence, s'agissant du critère F.01.
- D) Si le rapport de l'auditeur indique l'impossibilité d'exprimer une opinion ou exprime une opinion défavorable, la licence devra être refusée, sauf si une nouvelle opinion d'audit n'indiquant pas d'impossibilité d'exprimer une opinion ou n'exprimant pas d'opinion défavorable (portant sur un autre jeu d'états financiers relatif au même exercice, lequel satisfait aux exigences minimales) est fournie et que la FLF considère cette nouvelle opinion d'audit comme satisfaisante.
- E) Si le rapport de l'auditeur comporte – en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation – un paragraphe d'observation ou une opinion avec réserve, la licence devra être refusée, sauf si :
 - i) une nouvelle opinion d'audit, exempte de paragraphe d'observation ou de réserve concernant la capacité à poursuivre l'exploitation, est fournie pour le même exercice ; ou

ii) des documents justificatifs supplémentaires, apportant la preuve de la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison à soumettre à la licence, ont été fournis à la FLF et que celle-ci, les ayant évalués, en a été satisfaite.

Si le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels, soumis conformément au critère F.01, comporte un paragraphe d'observation ou exprime une opinion avec réserve en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, le club sera considéré comme ayant franchi l'indicateur IND.01 (défini dans la section 10.11.5.). Il en résultera que la FLF devra exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies en ce qui concerne le critère F.06 (Informations financières prévisionnelles) et que, dans l'hypothèse où une licence lui a été accordée, le club devra également respecter le critère F.07 (Obligation d'actualiser les informations financières prévisionnelles et de soumettre de nouvelles informations prévisionnelles).

F) Si le rapport de l'auditeur comporte soit un paragraphe d'observation, soit exprime une opinion avec réserve – en ce qui concerne une question autre que la capacité à poursuivre l'exploitation – la FLF devra examiner les conséquences de cette modification en matière d'octroi de licence aux clubs.

La licence pourra être refusée, sauf si des documents justificatifs supplémentaires ont été fournis à la FLF et que leur évaluation lui a donné satisfaction. Les justificatifs supplémentaires susceptibles d'être réclamés par la FLF dépendront de la raison de la modification du rapport d'audit.

G) Si le rapport de l'auditeur relatant les constatations issues des procédures convenues (cf. Annexe IV) comporte des références à des erreurs et/ou exceptions, la licence pourra être refusée.

L'Annexe VI contient, sous forme schématique, un résumé des conséquences des différentes modifications apportées au rapport d'audit sur la décision d'octroi de licence. Le bailleur de licence pourra demander la production de justificatifs supplémentaires lui permettant d'évaluer si le candidat à la licence a satisfait à ses exigences.

Annexes de référence

- I) [Illustratif] Synthèse de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs concernant les critères financiers
- II) [Illustratif] Rapport de gestion / Rapport des administrateurs
- III) [Illustratif] Informations financières annuelles: tableau des flux de trésorerie et commentaire
- IV) [Illustratif] Informations financières annuelles: procédures convenues types relatives aux informations complémentaires
- V) [Illustratif] Informations financières annuelles: commentaire relatif aux rapports d'audit – contenu et différentes formes d'opinion
- VI) [Illustratif] Informations financières annuelles: résumé schématique des conséquences sur la décision d'octroi de licence des différentes modifications apportées au rapport d'audit
- XVII) [Illustratif] Candidats promus: conseils relatifs à l'assouplissement des exigences en matière d'information

10.7 ETATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

10.7.1 LE CRITÈRE

F.02 A Etats financiers pour la période intermédiaire – soumis à un examen limité

Si, **malgré la recommandation de la FLF**, la date de clôture statutaire de l'exercice du club est éloignée de plus de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence, le club devra établir et soumettre des états financiers supplémentaires, couvrant la période intermédiaire. Ceux-ci devront porter sur la période intermédiaire allant jusqu'à une date éloignée de moins de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence. Comme indiqué plus avant, la FLF recommande, pour des besoins de simplicité et de comparabilité, que la période intermédiaire aille de la date de clôture statutaire au 31 décembre de l'année. Ils devront être soumis à un examen limité par des auditeurs indépendants.

Les états financiers intermédiaires devront satisfaire aux exigences minimales en matière d'information et de principes comptables définis dans ce manuel.

10.7.2 OBJECTIF DU CRITÈRE

Le critère F.02 est applicable uniquement si la date de clôture statutaire du candidat à la licence est éloignée de plus de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence. Nous rappelons ici que la FLF recommande la fixation de la date de clôture statutaire de l'ensemble des candidats à la licence au 31 décembre, ce qui permet, entre autre, d'éviter la préparation de tels documents.

Les états financiers intermédiaires se composeront d'un jeu complet ou résumé d'états financiers couvrant une période inférieure à l'exercice plein du candidat à la licence.

10.7.3 PÉRIODE DE REPORTING

Pour les clubs tenus d'établir des états financiers intermédiaires, ceux-ci couvriront la période intermédiaire débutant le lendemain de la date de clôture statutaire et s'achevant à une date précédant de moins de six mois la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence. La recommandation de la FLF est que cette période intermédiaire se termine le 31 décembre. Une période intermédiaire, laquelle ne couvre pas nécessairement une durée de six mois, est définie comme une période de référence d'une durée inférieure à celle d'un exercice complet.

Par exemple, si, malgré la recommandation de la FLF, la date de clôture statutaire du candidat à la licence est le 30 juin, et que l'UEFA a fixé le 31 mai (de l'année suivante) comme date limite de soumission, les états financiers intermédiaires couvriraient au moins les cinq mois entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre. Il serait toutefois considéré comme normal qu'ils couvrent les six mois allant jusqu'au 31 décembre.

Les états financiers intermédiaires présentés devront comporter les éléments suivants :

- a) bilan arrêté à la fin de la période intermédiaire et bilan comparatif arrêté à la fin de l'exercice complet précédent ;
- b) compte de résultat pour la période intermédiaire et compte de résultat comparatif pour la période intermédiaire identique de l'exercice précédent ;
- c) des notes aux comptes explicatives ; et
- d) tableau des flux de trésorerie pour la période intermédiaire accompagné d'un état comparatif pour la période intermédiaire identique de l'exercice précédent.

Si le club n'était pas tenu d'établir des états financiers intermédiaires pour la période intermédiaire identique de l'exercice précédent, les chiffres comparatifs pourront se référer aux chiffres des états financiers de l'exercice complet précédent. Ce cas peut se produire, par exemple, lorsqu'un club non concerné par la procédure pour l'octroi de licence au cours des exercices précédents est promu en catégorie de jeu supérieure (cf. Annexe XVII).

Les candidats à la licence promus sont les clubs qui, suite à la promotion en première division, doivent se soumettre pour la première fois à la procédure d'octroi de licence à la demande du bailleur de licence. La date limite de soumission sera fixée par le bailleur de licence.

Tous les critères F.01 à F.06 s'appliqueront aux candidats promus tenus de se soumettre à la procédure d'octroi de licence aux clubs, bien que certaines exigences en matière d'information soient susceptibles d'être assouplies. Il pourra en être ainsi lorsqu'un candidat à la licence n'était pas soumis aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs parce qu'il ne jouait pas en division nationale. Dans ce cas, il est probable qu'il n'aura pas préparé les informations financières historiques satisfaisant aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs.

Pour les candidats promus, les exigences suivantes en matière d'information seront assouplies:

- s'agissant du critère F.01, il ne sera pas nécessaire que les états financiers annuels audités présentent des données comparatives;
- s'agissant du critère F.02, il ne sera pas nécessaire de fournir des données comparatives pour la période intermédiaire comparable; et
- s'agissant du critère F.06, il ne sera pas nécessaire de fournir des informations relatives à l'exercice ou à la période intermédiaire comparable.

Si, à l'issue de la première saison en première division, le candidat promu n'a pas été relégué, il ne sera plus classé parmi les candidats promus. Il sera alors soumis aux procédures d'octroi de licence normales, sans aucun assouplissement des exigences en matière de communication.

10.7.4 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.7.4.1 INTRODUCTION AU CONTENU DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

Les clubs devront établir et présenter des états financiers intermédiaires basés sur les normes comptables prévues par la législation nationale.

Ces états financiers intermédiaires devront faire l'objet d'un examen limité effectué par un auditeur indépendant.

Le présent manuel fixe les exigences minimales relatives au contenu des informations financières intermédiaires, mais ne prescrit aucune base de comptabilisation et d'évaluation des transactions et autres événements dans les états financiers intermédiaires (sauf pour les exigences comptables relatives aux frais d'inscription des joueurs), ces questions étant du ressort des pratiques comptables luxembourgeoises.

Les états financiers intermédiaires fournissent une représentation structurée de la situation et de la performance financière du candidat à la licence. Pour des raisons de rapidité et de coût, et afin d'éviter la répétition d'informations précédemment communiquées, un candidat à la licence pourra être tenu par la FLF de fournir moins d'informations lors de dates intermédiaires qu'il n'en fournit dans ses états financiers annuels.

Les états financiers intermédiaires comprendront, au minimum, les éléments suivants :

- a) un bilan ;
- b) un compte de résultat ;
- c) un tableau des flux de trésorerie ; et
- d) une annexe aux comptes.

En général, il est considéré comme normal que les états financiers intermédiaires comportent moins de notes explicatives que les états financiers annuels. Toutefois, le club devra indiquer tout événement ou toute transaction ayant une importance significative pour la compréhension de la période intermédiaire en cours.

Les états financiers intermédiaires devront être approuvés par la direction. Une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif de l'entité présentant les états financiers attestera cette approbation.

Un club devra établir ses états financiers intermédiaires selon les mêmes méthodes comptables que ses états financiers annuels, sous réserve de changements de méthodes comptables intervenus après la date des derniers états financiers établis pour un exercice complet, lesquels s'appliqueront aux états financiers de l'exercice suivant. Dans ce cas, des informations à ce sujet seront communiquées dans les états financiers intermédiaires. Aux fins d'octroi de licence aux clubs, les états financiers intermédiaires devront être basés sur les pratiques comptables luxembourgeoises.

La fréquence de reporting d'un club ne devra pas avoir d'incidence sur l'évaluation de ses résultats annuels. Pour atteindre cet objectif, les évaluations faites pour les besoins de l'information financière intermédiaire seront réalisées sur une base cumulée depuis le début de l'exercice jusqu'à la date intermédiaire. L'**Annexe VII** comprend des notes explicatives supplémentaires, relatives aux principes de comptabilisation et d'évaluation, dont la prise en considération par la direction pourrait s'avérer appropriée lors de l'établissement des états financiers intermédiaires.

Chacune des composantes des états financiers intermédiaires devra être clairement identifiée. En outre, les informations énumérées ci-après devront être présentées de façon visible, et répétées dans les états financiers intermédiaires, si cela est nécessaire à la bonne compréhension des informations présentées:

- a) le nom (et la forme juridique), le domicile et l'adresse professionnelle de l'entité présentant les états financiers, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente;
- b) le fait que les informations financières couvrent l'entité seule ou un groupe d'entités ou un autre regroupement d'entités, ainsi qu'une description de la structure et de la composition de ce groupe ou regroupement;
- c) la date de clôture et la période intermédiaire couverte par les informations financières; et
- d) la monnaie de présentation.

10.7.4.2 ETATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

Le contenu des états financiers intermédiaires devra comprendre, au minimum :

- a) S'agissant du bilan, chacun des postes répertoriés dans la section 10.6.3.4;
- b) S'agissant du compte de résultat, chacun des postes répertoriés dans la section 10.6.3.5 ;
- c) S'agissant du tableau de flux de trésorerie, les flux de trésorerie classés séparément par activités opérationnelles, d'investissement et de financement, de la manière que la direction estimera la plus appropriée et qui n'est pas en contradiction avec la classification choisie à la section 10.6.3.6 pour les états financiers annuels ;
- d) Certaines notes explicatives spécifiques, composées :
 - i) d'une déclaration attestant que les mêmes méthodes de comptabilité et de calcul ont été utilisées pour les états financiers intermédiaires que pour les états financiers annuels les plus récents ou, si ces méthodes ont été modifiées, une description de la nature et des effets d'une telle modification ; et
 - ii) de la mention de tout événement ou de toute transaction ayant une importance significative pour la compréhension de la période intermédiaire en cours.

Des postes ou notes supplémentaires seront ajoutés au cas où leur omission rendrait trompeurs les états financiers intermédiaires.

Les exigences minimales relatives aux notes explicatives, mentionnées ci-dessus, sont limitées. L'Annexe VIII comprend quelques commentaires supplémentaires relatifs aux notes explicatives pouvant être incluses à titre de bonne pratique.

10.7.4.3 EXIGENCES COMPTABLES RELATIVES AUX FRAIS D'INSCRIPTION DES JOUEURS

Tout club tenu d'établir des états financiers intermédiaires devra également respecter des exigences comptables spécifiques relatives aux frais d'inscription des joueurs comptabilisés au titre des immobilisations incorporelles.

En ce qui concerne le critère F.02, les exigences comptables minimales et les clubs auxquels elles s'appliquent sont identiques aux exigences relatives au critère F.01 (lequel se rapporte aux états financiers annuels), décrites dans la section 10.6.3.10

Tous les clubs qui incorporent les frais liés à l'acquisition de joueurs dans leurs immobilisations incorporelles devront établir un tableau des joueurs à la date de clôture de la période intermédiaire. Les informations minimales à mentionner dans le tableau des joueurs sont identiques à celles exigées pour le critère F.01, décrites dans la section 10.6.3.11 Le tableau des joueurs devra être présenté à l'auditeur, mais il n'est pas nécessaire qu'il soit fourni dans les états financiers intermédiaires, ni qu'il soit soumis à la FLF.

Nous rappelons ici que la FLF recommande l'inscription de ces frais en charges.

10.7.5 ÉVALUATION DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

10.7.5.1 DÉSIGNATION DE L'AUDITEUR

→ Voir 10.6.4.1

Il est recommandé que l'auditeur choisi par le club pour examiner les états financiers intermédiaires soit le même que celui choisi pour effectuer l'audit des états financiers annuels. Les connaissances acquises lors de l'audit des états financiers annuels constituent pour l'auditeur un atout important qui l'aidera à réaliser correctement sa mission d'examen intermédiaire.

10.7.5.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les états financiers intermédiaires devront faire l'objet, au minimum, d'un examen limité réalisé par un auditeur indépendant conformément à l'International Standard on Review Engagements (ISRE) 2410, « Review of Interim Financial Information Performed by the Independent Auditor of the Entity ». Le candidat à la licence pourra également décider de faire auditer les états financiers intermédiaires.

Le rapport de l'auditeur devra comporter un paragraphe décrivant l'étendue de l'examen limité et incluant une référence à la norme ISRE 2410 ou aux normes ou pratiques luxembourgeoises applicables.

Contrairement à un audit, un examen limité ne vise pas à obtenir une assurance raisonnable que les informations financières ne sont pas entachées d'anomalies significatives. Un examen limité consiste à adresser des demandes d'informations, essentiellement aux personnes responsables des questions financières et comptables, et à appliquer des procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen. Un examen limité peut porter à la connaissance de l'auditeur des questions importantes concernant les informations financières, mais ne permet pas d'obtenir les éléments probants qui seraient requis pour un audit. Dans le cadre de son travail, l'auditeur apprécie si l'un des facteurs significatifs identifiés lors du précédent audit a évolué suffisamment pour remettre en cause le bien-fondé de l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Un modèle de rapport établi par un auditeur indépendant, couvrant l'étendue de l'examen limité des états financiers intermédiaires, figure à l'Annexe IX.

De son côté, comme décrit dans la section 10.7.6, la FLF vérifiera les informations soumises et, le cas échéant, étudiera les conséquences de toute modification du rapport d'examen limité.

10.7.5.3 LE RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DE L'AUDITEUR

Sur la base du travail réalisé, l'auditeur appréciera si une information quelconque, relevée au cours de son examen limité, conduit à penser que les états financiers intermédiaires ne donnent pas une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs), conformément au référentiel comptable luxembourgeois.

Si l'auditeur a pris connaissance d'anomalies, il décrira dans son rapport d'examen limité celles qui mettent en cause une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs) des états financiers, conformément au référentiel comptable luxembourgeois. Dans cette description, il quantifiera, à moins que cela ne soit irréalisable, le ou les effet(s) possible(s) sur les états financiers intermédiaires, et soit :

- a) exprimera une conclusion avec réserve ; ou
- b) lorsque l'anomalie est si importante ou concerne un nombre si important de rubriques des états financiers intermédiaires que l'auditeur estime qu'une conclusion avec réserve ne suffirait pas à qualifier la nature trompeuse ou incomplète des états financiers intermédiaires, l'auditeur exprimera une conclusion défavorable.

S'il y a eu une limitation significative de l'étendue, l'auditeur décrira la limitation, et soit :

- c) exprimera une conclusion avec réserve concernant les ajustements éventuels des états financiers qui auraient pu se révéler nécessaires si la limitation de l'étendue du travail de l'auditeur n'avait pas existé ; soit
- d) refusera toute assurance et indiquera l'impossibilité d'exprimer une conclusion lorsque l'effet de la limitation est si important et concerne un nombre si important de rubriques que l'auditeur estime qu'aucun niveau d'assurance ne peut être donné.

Dans certains cas, le rapport d'examen limité pourra être complété par un paragraphe d'observation, sans remettre en cause la conclusion de l'auditeur, pour mettre en lumière un élément affectant les états financiers intermédiaires et qui fait l'objet d'une note annexe explicative plus détaillée

L'hypothèse de continuité d'exploitation est une convention comptable de base. Bien qu'au niveau des états financiers intermédiaires la direction puisse ne pas effectuer une analyse aussi poussée de la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation qu'à celui des états financiers annuels, elle devra passer en revue le travail effectué par ses soins à l'occasion de la date de clôture statutaire précédente. Elle examinera la situation par rapport à celle de la date de clôture statutaire précédente, afin de déterminer si l'un quelconque des facteurs significatifs identifiés à ce moment-là a évolué suffisamment dans l'intervalle pour remettre en cause le bien-fondé de l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Dans le cadre de l'examen limité, l'auditeur devra s'informer auprès de la direction sur le point de savoir si celle-ci a modifié son évaluation de la capacité de l'entité à poursuivre son activité. Si, à la suite de cette demande d'information ou d'autres procédures d'examen, l'auditeur a connaissance d'événements ou de conditions susceptibles de faire peser un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son activité, l'auditeur devra s'informer auprès de la direction sur ses projets d'action future et examiner l'adéquation des informations données sur ces questions dans les états financiers intermédiaires. S'il l'estime nécessaire, l'auditeur pourra mentionner ces incertitudes relatives à la continuité d'exploitation dans son rapport d'examen limité, ce qui aura également des conséquences sur les procédures d'évaluation de la FLF (décrites dans la section 10.7.6 ci-dessous).

10.7.6 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Pour les clubs tenus de soumettre des états financiers intermédiaires, ceux-ci devront être évalués par la FLF, de manière à former la base de sa décision d'octroi de licence en ce qui concerne le critère F.02. Dans le cadre de son évaluation, la FLF lira les états financiers intermédiaires ainsi que le rapport d'examen limité de l'auditeur sur les états financiers intermédiaires.

La licence devra être refusée :

- A) Si les états financiers intermédiaires ne sont pas soumis à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si le club soumet des états financiers intermédiaires qui ne satisfont pas aux exigences minimales en matière de contenu et d'exigences comptables.

Après avoir lu et examiné le rapport d'examen limité de l'auditeur sur les états financiers intermédiaires, la FLF devra l'évaluer conformément aux points ci-dessous :

- C) Si, dans son rapport d'examen limité, l'auditeur déclare que, sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé d'éléments lui laissant à penser que ces états financiers ne donnent pas une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs), conformément au référentiel comptable identifié (assurance négative), une telle déclaration constitue une base satisfaisante pour l'octroi de la licence, en ce qui concerne le critère F02.
- D) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur indique l'impossibilité d'exprimer une conclusion ou donne une conclusion défavorable, la licence devra être refusée.
- E) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur est accompagné d'un paragraphe d'observation ou exprime une conclusion avec réserve, en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, la licence devra être refusée, sauf si des documents justificatifs supplémentaires, apportant la preuve de la capacité du candidat à la licence à poursuivre l'exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison à soumettre à la licence ont été fournis à la FLF et que celui-ci, les ayant évalués, en a été satisfait. Les documents justificatifs supplémentaires comprennent, mais sans y être nécessairement limités, les informations décrites dans la section 10.11 (Informations financières prévisionnelles).

Si le rapport d'examen limité de l'auditeur sur les états financiers intermédiaires, soumis conformément au critère F.02, est accompagné d'un paragraphe d'observation ou exprime une conclusion avec réserve en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence sera considéré comme ayant franchi l'indicateur IND.01 (défini dans la section 10.11.5.2.). Il en résultera que le bailleur de licence devra exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies en ce qui concerne le critère F.06 (Informations financières prévisionnelles) et que, dans l'hypothèse où une

licence lui a été accordée, le bénéficiaire de la licence devra également respecter le critère F.07 (Obligation d'actualiser les informations financières prévisionnelles et de soumettre de nouvelles informations prévisionnelles).

- F) Si le rapport d'examen limité de l'auditeur comporte soit un paragraphe d'observation, soit exprime une conclusion avec réserve – en ce qui concerne une question autre que la capacité à poursuivre l'exploitation – la FLF devra examiner les conséquences de cette modification en matière d'octroi de licence aux clubs.

La licence pourra être refusée, sauf si des documents justificatifs supplémentaires ont été fournis à la FLF et que leur évaluation lui a donné satisfaction.

L'Annexe X contient, sous forme de schéma, un résumé des conséquences, sur la décision d'octroi de licence, des différentes modifications apportées au rapport d'examen limité.

Si les états financiers intermédiaires ont été soumis à un audit, plutôt qu'à un examen limité, après avoir lu et examiné le rapport d'audit sur les états financiers intermédiaires, la FLF devra l'évaluer conformément aux points figurant aux lettres (C) à (F) de la section 10.6.5.

10.7.7 ANNEXES DE RÉFÉRENCE

- VII) [Illustratif] Informations financières intermédiaires: commentaire sur la comptabilisation et l'évaluation
- VIII) [Illustratif] Informations financières intermédiaires: commentaire sur certaines notes explicatives spécifiques
- IX) [Illustratif] Informations financières intermédiaires: exemple de rapport d'examen limité sans réserve pouvant être rédigé à l'issue d'une mission d'examen limité d'états financiers intermédiaires
- X) [Illustratif] Informations financières intermédiaires: résumé schématique des conséquences sur la décision d'octroi de licence des différentes modifications apportées au rapport d'examen limité
- XVII) [Illustratif] Candidats promus: conseils relatifs à l'assouplissement des exigences en matière d'information

10.8 ABSENCE D'ARRIÉRÉ DE PAIEMENT ENVERS DES CLUBS DE FOOTBALL RÉSULTANT D'ACTIVITÉS DE TRANSFERT

10.8.1 LE CRITÈRE

F.03 A Absence d'arriéré de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transfert

Le club devra apporter la preuve qu'au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence, il ne présente aucun arriéré de paiement (au sens de 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenus avant le 31 décembre de l'année précédente.

10.8.2 PÉRIODE DE REPORTING

Quelle que soit la date de clôture statutaire ou intermédiaire d'un candidat à la licence, le critère devra être évalué au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence.

10.8.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.8.3.1 INTRODUCTION AU CONTENU DU TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT

Aux fins du critère F.03, les dettes sont uniquement les montants dus à des clubs de football, résultant d'activités de transfert. Celles-ci comprennent les indemnités de formation et les contributions de solidarité telles qu'elles sont définies par le Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA, ainsi que tout montant dû sous réserve de certaines conditions.

Les dettes de transfert sont considérées comme des arriérés de paiements si elles ne sont pas réglées selon les modalités convenues.

Ces mêmes dettes ne sont pas considérées comme arriérés de paiement si le candidat à la licence (c'est-à-dire le club débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'au 31 mars :

- a) Il a intégralement payé le montant correspondant ; ou
- b) Il a conclu un accord qui a été accepté par écrit par le créancier pour reporter la date limite de paiement au-delà du délai applicable (remarque : le fait que le créancier n'ait pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- c) Il a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement. Toutefois, si les instances décisionnaires (FLF et / Panel de contrôle financier des clubs) considèrent que cette action ou ces procédures a / ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent règlement (c'est-à-dire afin de gagner du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou
- d) Il conteste une action en justice ou des procédures qui a / ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction raisonnable des instances décisionnaires correspondantes (FLF et/ou Panel de contrôle financier des clubs), que l'action en justice ou les procédures engagée(s) est/sont manifestement infondée(s).

10.8.3.2 TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT

Le club devra communiquer toutes les activités de transfert de façon séparée à l'aide d'un tableau des dettes à payer. Ce tableau est à préparer, même en absence de transferts / de prêts durant la période concernée. En outre, il doit communiquer tous les transferts faisant l'objet d'une procédure auprès de l'autorité compétente au droit national, auprès d'une instance nationale ou internationale du football ou devant un tribunal arbitral compétent.

Tout transfert de joueurs (y compris les prêts) devra faire l'objet d'une entrée distincte au tableau des dettes de transfert, indépendamment s'il reste un montant à payer au 31 décembre. Les informations minimales suivantes devront être données:

- a) joueur (identification à l'aide du nom ou du numéro);
- b) date du contrat de transfert/prêt;
- c) nom du précédent club de football titulaire de l'inscription;
- d) montant du transfert (ou du prêt) payé et/ou à payer (y compris les indemnités de formation et les contributions de solidarité);
- e) autres coûts directs relatifs à l'acquisition d'inscriptions de joueurs payés et/ou à payer;
- f) montant réglé et date de paiement ;
- g) solde relatif à chaque transfert de joueur à payer au 31 décembre, détaillé par échéance(s) pour chaque élément non payé des dettes de transfert.
- h) toute dette au 31 mars (mise à jour du solde du 31 décembre), y compris l'échéance pour chaque élément non payé, ainsi qu'un commentaire explicatif; et
- i) montants conditionnels (passifs éventuels) non encore intégrés au bilan au 31 décembre.

Le club devra réconcilier le solde débiteur total ressortant du tableau des dettes de transfert avec le chiffre figurant au bilan (s'il y a lieu) au poste «Dettes à payer résultant de transferts de joueurs» ou des pièces comptables sous-jacentes. Le candidat à la licence sera tenu de mentionner sur ce tableau l'ensemble des arriérés de paiement, même si le créancier n'en a pas réclamé le paiement.

Le tableau des dettes de transfert devra être approuvé par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

Du fait qu'il existe un règlement national relatif aux informations en matière de transferts, aucune information additionnelle ne devra être préparée par les clubs.

La FLF pourra cependant, selon le cas, demander des informations supplémentaires.

10.8.4 ÉVALUATION DES INFORMATIONS

10.8.4.1 DÉSIGNATION DE L'ÉVALUATEUR

La FLF décide d'exécuter elle-même les procédures d'évaluation.

10.8.4.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Pour cela, elle fondera son opinion sur base des informations fournies dans le cadre des règlements nationaux en matière de transferts.

La FLF évaluera les informations fournies par le club, en particulier le tableau des dettes de transfert ainsi que les pièces justificatives correspondantes comme détaillées ci-joint :

- a) vérifier la réconciliation du total inscrit dans le tableau des dettes de transfert avec le montant inscrit au compte « dettes à payer résultant de transferts de joueurs » dans les états financiers annuels ou intermédiaires au 31 décembre,

- b) vérifier l'exactitude mathématique du tableau des dettes de transfert,
- c) sélectionner un échantillon de joueurs transférés / prêts, comparer les accords y correspondants avec l'information contenue dans le tableau des dettes de transfert et les mettre en évidence les prêts / transferts sélectionnés,
- d) sélectionner un échantillon de paiements de transfert, les comparer avec les informations contenues dans le tableau des dettes de transfert et mettre en évidence les paiements de transfert,
- e) si d'après le tableau des dettes de transfert, il reste un montant à payer au 31 mars qui concerne un transfert intervenu avant le 31 décembre de l'année précédente, vérifier qu'au plus tard le 31 mars que :
 - i) un accord écrit a été conclu en vue de différer l'échéance de paiements (au sens de 10.8.3.1 alinéa 3 lettre b), ou
 - ii) un litige est survenu et fait l'objet d'une décision de la part d'un organisme compétent national ou international (au sens de 10.8.3.1 alinéa 3 lettres c et d) ;
- f) si applicable : obtenir et examiner la documentation, y compris les accords avec le(s) club(s) de football correspondant(s) et/ou la correspondance avec l'organisme compétent, en vue de corroborer les déclarations relatives au(x) lettre e (i) et/ou e (ii) ci-dessus

10.8.5 DÉCISION DE LA FLF

Dans le cadre de son évaluation, la FLF lira les informations relatives aux dettes résultant d'activités de transfert présentées dans le tableau des dettes de transfert et celles fournies dans le cadres des règlements luxembourgeois en matière de transfert, par exemple, nom du joueur transféré, clubs concernés, date du transfert, ...

La licence devra être refusée :

- A) Si les informations relatives aux dettes à payer résultant d'activités de transfert ne sont pas soumises à la FLF.
- B) Si le club présente des arriérés de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transfert, au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence.

10.9.6 ANNEXES DE REFERENCE

XX) Tableau des dettes de transfert

10.9 ABSENCE D'ARRIÉRÉ DE PAIEMENT ENVERS LE PERSONNEL ET LES ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES (si applicable)

10.9.1 LE CRITÈRE

F.04 A Absence d'arriéré de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales

Le club devra apporter la preuve, en ce qui concerne ses obligations contractuelles et légales envers son personnel, qu'au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence il ne présente aucun arriéré de paiement envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales, résultant d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel antérieures au 31 décembre de l'année précédente.

10.9.2 PÉRIODE DE REPORTING

Quelle que soit la date de clôture statutaire ou intermédiaire d'un candidat à la licence, le critère devra être évalué au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence.

10.9.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.9.3.1 INTRODUCTION AU CONTENU DES DETTES À PAYER AU PERSONNEL ET AUX ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES

Aux fins du critère F.04, les dettes sont les montants dus au personnel et aux administrations sociales ou fiscales qui résultent d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel. Les dettes envers des personnes qui pour, diverses raisons, ne sont plus employées par le club relève de ce critère et doivent être réglées au cours de la période prévue dans le contrat et/ou prescrite par la loi, quelle que soit la manière dont ces dettes à payer sont comptabilisées dans les états financiers.

Le terme « personnel » comprend les personnes suivantes :

- tous les joueurs professionnels aux termes du Règlement du Statut et du Transfert de Joueurs de la FIFA applicable, et
- les personnels dans les domaines administratif, technique et de la sécurité, classés « A » aux termes du chapitre 8 du Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs (version 2.0 E) et plus spécifiquement: le responsable administratif (P.02), le responsable des finances (P.03), le responsable de la sécurité (P.04), le responsable des médias (P.05), le médecin (P.06), le physiothérapeute (P.07), l'entraîneur principal de la première équipe (P.08), le responsable du programme de formation des juniors (P.09) et les entraîneurs juniors (P.10). Cette liste est exhaustive.

Les dettes à payer au personnel et aux administrations sociales ou fiscales sont considérées comme des arriérés de paiements si elles ne sont pas réglées selon les modalités convenues.

Ces mêmes dettes ne sont pas considérées comme arriérés de paiement si le candidat à la licence (c'est-à-dire le club débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'au 31 mars :

- a) Il a intégralement payé le montant correspondant ; ou
- b) Il a conclu un accord qui a été accepté par écrit par le créancier pour reporter la date limite de paiement au-delà du délai applicable (remarque : le fait que le créancier n'ait pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- c) Il a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement. Toutefois, si les instances décisionnaires (FLF et / Panel de contrôle financier des clubs) considèrent que cette action ou ces procédures a / ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent règlement (c'est-à-dire afin de gagner du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou
- d) Il conteste une action en justice ou des procédures qui a / ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction raisonnable des instances décisionnaires correspondantes (FLF et/ou Panel de contrôle financier des clubs), que l'action en justice ou les procédures engagée(s) est/sont manifestement infondée(s).

10.9.3.2 LISTE DU PERSONNEL

Le club établira un état recensant toutes les personnes employées à un moment quelconque au cours de l'année close le 31 décembre précédant la saison à soumettre à la licence, donc pas uniquement celles restant employées à cette date. Cet état sera soumis à l'auditeur (avec copie à la FLF).

Pour chaque employé, les informations minimales suivantes devront être données :

- a) nom de l'employé ;
- b) fonction de l'employé ;
- c) date d'arrivée ;
- d) date de départ (s'il y a lieu) ;
- e) solde dû au 31 décembre, y compris l'échéance pour chaque élément non payé ; et
- f) toute dette au 31 mars (mise à jour du solde du 31 décembre), y compris l'échéance pour chaque élément non payé, ainsi qu'un commentaire explicatif.

L'état relatif au personnel devra être approuvé par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

Le club devra réconcilier le solde débiteur total issu de l'état relatif au personnel avec le chiffre figurant au bilan au poste « Dettes envers employés » (s'il y a lieu) ou des pièces comptables sous-jacentes.

10.9.3.3 JUSTIFICATIFS EN CE QUI CONCERNE LES DETTES À PAYER AUX ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES

Le club soumettra à l'auditeur (avec copie à la FLF) les informations justificatives indiquant le montant des dettes à payer, s'il y a lieu, au 31 décembre de l'année précédant la saison à soumettre à la licence envers les administrations sociales ou fiscales compétentes, en ce qui concerne ses obligations contractuelles et légales à l'égard de son personnel, ainsi que tout élément dû au 31 mars (mise à jour du solde du 31 décembre). Ces informations incluent notamment les déclarations fiscales ou sociales déposées auprès des administrations.

10.9.4 ÉVALUATION DES INFORMATIONS

10.9.4.1 DÉSIGNATION DE L'ÉVALUATEUR

La FLF décide de faire exécuter les procédures d'évaluation par des auditeurs indépendants (→ 10.6.4.1) dans le cadre de l'audit des états financiers annuels. Ainsi, les auditeurs, se pencheront de manière spéciale sur ce critère afin de valider le montant des dettes inclus dans les états financiers.

Le choix d'évaluer ce critère par des auditeurs indépendants est justifié par l'avantage que recouvre le fait de ne faire qu'une seule intervention, tant pour les clubs que pour les auditeurs.

10.9.4.2 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

Les informations concernant les arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales devront être auditées par un auditeur indépendant conformément aux International Standards on Auditing. Pour cela, le club devra entre autres fournir à l'auditeur les lettres de confirmation par les employés sur les dettes à payer au personnel. Celles-ci seront à compléter sur base du modèle présenté à l'annexe XI.

L'auditeur évaluera les informations fournies par le club, en particulier la liste des employés et les pièces justificatives correspondantes ainsi que toutes les pièces justificatives relatives aux dettes envers les administrations sociales ou fiscales en ce qui concerne les obligations contractuelles et légales du candidat à la licence envers son personnel. Il mentionnera dans les notes aux états financiers préparés au 31 décembre ou dans un rapport annexe, l'existence ou inexistence de dettes échues envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales, confirmera que son évaluation a été effectuée conformément aux points ci-dessous et soumettra la documentation correspondante à la FLF afin de former la base de sa décision d'octroi de licence.

Evaluation des arriérés de paiement envers le personnel

- a) obtenir la liste des employés préparée par la direction,
- b) vérifier la réconciliation du montant total des dettes ressortant de la liste du personnel avec le poste « Dettes envers des employés » des états financiers annuels ou intermédiaires au 31 décembre ;
- c) obtenir et examiner un échantillon aléatoire de lettres de confirmation des employés et comparer l'information avec celle contenue dans la liste des employés,

- d) si de l'avis de l'audit / de la FLF, il reste un montant à payer au 31 mars qui concerne des obligations contractuelles et légales envers le personnel, antérieures au 31 décembre de l'année précédente, vérifier qu'au plus tard avant le 31 mars :
 - i) un accord écrit a été conclu en vue de différer l'échéance de paiements (au sens de 10.9.3.1 alinéa 3 lettre b), ou
 - ii) un litige est survenu et fait l'objet d'une décision de la part d'un organisme compétent national ou international (au sens de 10.9.3.1 alinéa 3 lettres c et d) ;
- e) examiner une partie des relevés bancaires fournis en vue de corroborer le paiement ;
- f) si applicable : obtenir et examiner les documents, y compris les accords avec les autorités fiscales et sociales et/ou la correspondance avec l'organisme compétent en vue de corroborer les déclarations relatives au(x) lettre(s) d (i) et/ou d (ii) ci-dessus.

Evaluation des arriérés de paiement envers les administrations sociales et fiscales

- a) vérifier la réconciliation du solde comptabilisé de l'impôt sur les rémunérations au 31 décembre avec le livre de paie du club ;
- b) Si un montant reste dû au 31 mars, qui constitue une dette antérieure au 31 décembre ; vérification qu'au plus tard le 31 mars :
 - i. un accord écrit de paiement différé a été conclu (au sens de 10.9.3.1 alinéa 3 lettre b); ou
 - ii. un litige est survenu dont la résolution relève d'un organisme national compétent ou international compétent (au sens de 10.9.3.1 alinéa 3 lettres c et d) ;
- c) s'il y a lieu : examiner la documentation, y compris des accords avec les administrations sociales ou fiscales et/ou la correspondance avec l'organisme compétent, en vue de corroborer le(s) point(s) b (i) et/ou b (ii) ci-dessus.

10.9.5 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Dans le cadre de son évaluation, la FLF lira les informations relatives aux dettes à payer au personnel et aux administrations sociales ou fiscales présentées dans les états financiers préparés au 31 décembre ou dans le rapport annexe de l'auditeur relatant ses constatations.

La licence devra être refusée :

- A) Si les informations relatives aux arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales ne sont pas soumises à la FLF.
- B) Si le club soumet des informations qui ne répondent pas aux exigences minimales.
- C) Si le club présente des arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales au 31 mars de l'année précédant la saison à soumettre à la licence.

10.9.6 ANNEXES DE REFERENCE

- XI) [Illustratif] Informations relatives aux dettes à payer au personnel : lettre type de confirmation par les employés

10.10 LETTRE D’AFFIRMATION PRÉALABLE À LA DÉCISION D’OCTROI DE LICENCE

10.10.1 LE CRITÈRE

F.05 A Lettre d’affirmation préalable à la décision d’octroi de licence

Dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d’octroi de licence doit être prise par l’Organe de Première Instance, le club devra rédiger une lettre d’affirmation à l’attention de la FLF.

La lettre d’affirmation précisera si des événements ou conditions de grande importance économique, susceptibles d’affecter négativement la situation financière du club, sont intervenus depuis la date de clôture des précédents états financiers audités ou des précédents états financiers intermédiaires soumis (s’il y a lieu).

10.10.2 OBJECTIF DU CRITÈRE

Le critère F.05 s’applique à tous les clubs.

10.10.3 PÉRIODE DE REPORTING

Le club devra préparer et fournir à la FLF une lettre d’affirmation de la direction, dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d’octroi de licence doit être prise par l’OPI.

La date limite devra être fixée par la FLF et communiquée par écrit, à l’avance, aux clubs.

10.10.4 INFORMATIONS À FOURNIR PAR CHAQUE CLUB

Chaque club devra préparer et fournir à la FLF une lettre d’affirmation de la direction. Cette lettre devra déclarer si des événements ou conditions de grande importance économique sont intervenus depuis la date de clôture des précédents états financiers annuels audités ou des précédents états financiers intermédiaires soumis à un examen limité. Si des événements ou conditions de grande importance économique sont intervenus, la lettre d’affirmation de la direction devra comprendre une description de la nature de ces événements ou conditions ainsi qu’une estimation de leur effet financier ou l’indication qu’une telle estimation ne peut être faite.

L’accord de la direction sera attesté par une signature au nom de l’organe exécutif du club.

La FLF pourra demander à la direction des informations et/ou des déclarations supplémentaires. L’Annexe XII fournit un exemple de lettre d’affirmation de la direction à l’attention de la FLF.

Exemples d'événements ou de conditions qui, individuellement ou collectivement, sont susceptibles d'être considérés comme étant de grande importance économique :

- a) emprunts à terme fixe venant à échéance, sans perspective réaliste de reconduction ou de remboursement ;
- b) indications de retrait du soutien financier par des prêteurs ou d'autres créanciers ;
- c) pertes d'exploitation substantielles depuis les derniers états financiers soumis ;
- d) insuffisance de trésorerie pour payer les créanciers aux échéances ;
- e) incapacité à se conformer aux conditions des contrats de prêt avec des bailleurs de fonds ;
- f) découverte et confirmation d'une fraude ou d'erreurs significatives montrant que les états financiers sont inexacts ;
- g) décision dans une procédure judiciaire en cours à l'encontre du candidat à la licence aboutissant à des conséquences financières auxquelles il ne pourra vraisemblablement pas faire face ;
- h) responsabilités de direction générale du candidat à la licence exercées par une/des personnes(s) ayant fait l'objet d'une nomination externe, dans le cadre de procédures juridiques ou d'insolvabilité, plutôt que par la direction ;
- i) changement important dans les instances dirigeantes ;
- j) intention de la direction de liquider l'entité, de cesser son exploitation, de se placer sous la protection de lois sur les faillites ou absence d'autre solution réaliste.

Cette liste n'est pas exhaustive. Par ailleurs, la présence d'un ou de plusieurs de ces indicateurs n'implique pas automatiquement des conséquences négatives pour la situation financière du club.

10.10.5 EVALUATION DE LA LETTRE D’AFFIRMATION

S'agissant du critère F.05, il n'est pas nécessaire que la lettre d'affirmation fournie par le club soit soumise à des procédures d'évaluation par un auditeur indépendant. La FLF décide d'exécuter elle-même les procédures d'évaluation.

10.10.6 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Dans le cadre de son évaluation, la FLF lira et examinera les informations relatives à tout événement ou condition de grande importance économique, en combinaison avec les informations financières historiques et les informations financières prévisionnelles fournies par le club.

La licence devra être refusée :

- A) Si la lettre d'affirmation de la direction n'est pas soumise à la FLF dans le délai imparti.
- B) Si, sur la base des informations relatives à tout événement ou condition de grande importance économique, ainsi que sur la base des informations financières historiques et des informations financières prévisionnelles évaluées par la FLF, celui-ci estime que le club risque de ne pas pouvoir poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison à soumettre à la licence.

10.10.6 ANNEXES DE RÉFÉRENCE

XII) [Illustratif] Exemple de lettre d'affirmation de la direction du club à la FLF

10.11 CRITÈRE : INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES

10.11.1 LE CRITÈRE

F.06 A /B Informations financières prévisionnelles

Le candidat à la licence doit préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles afin de démontrer à la FLF sa capacité à poursuivre l'exploitation jusqu'à la fin de la saison de licence s'il a franchi l'un des indicateurs définis à la section 10.11.5.2.

Le club préparera et soumettra des informations financières prévisionnelles, sous forme de :

- a) compte de résultat budgété ;
- b) tableau des flux de trésorerie budgété ; et
- c) notes explicatives incluant les hypothèses et les risques et une comparaison entre le budget et les chiffres réels.

Les informations financières prévisionnelles s'appuieront sur des hypothèses qui ne sont pas déraisonnables et devront satisfaire aux exigences minimales en matière d'information, définies dans ce manuel.

Note : Si le club a franchi l'un des indicateurs, la FLF devra exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies concernant les informations financières prévisionnelles soumises, ce qui pourra, dans certaines circonstances, constituer la base d'un refus de licence.

10.11.2 OBJECTIF DU CRITÈRE

Les informations financières prévisionnelles concernent une période postérieure à la période de référence financière relative aux états financiers annuels et, le cas échéant, aux états financiers intermédiaires et couvre la période de la saison à soumettre à la licence.

Les informations financières prévisionnelles sont des informations financières basées sur l'hypothèse selon laquelle certains événements se produiront et que la direction des clubs entreprendra certaines actions dans le futur. Elles sont par nature subjectives et leur préparation fait appel au jugement.

10.11.3 PÉRIODE DE REPORTING

Le club devra préparer des informations financières prévisionnelles couvrant la période commençant immédiatement après la plus récente des deux dates suivantes: soit la date de clôture statutaire des états financiers annuels (soumis conformément au critère F.01), soit, s'il y a lieu, la date de clôture des états financiers intermédiaires (soumis conformément au critère F.02); les informations financières prévisionnelles devront couvrir l'ensemble de la saison à soumettre à la licence.

L'information devra être préparée, au minimum, sur une base trimestrielle.

10.11.4 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.11.4.1 INTRODUCTION AUX EXIGENCES MINIMALES EN MATIÈRE D'INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES

Le club devra préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles composées des éléments suivants :

- i) compte de résultat budgété et chiffres correspondants de l'exercice précédent et de la période intermédiaire (s'il y a lieu) ;
- ii) tableau des flux de trésorerie budgété et chiffres correspondants de l'exercice précédent et de la période intermédiaire (s'il y a lieu) ;
- iii) notes explicatives, notamment une brève description de chacune des hypothèses significatives (avec référence aux aspects pertinents des informations financières historiques et autres) retenues pour la préparation du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie budgétés, ainsi qu'une brève description des principaux risques susceptibles d'affecter les résultats financiers futurs. Elles devront également comporter une déclaration confirmant que les informations financières prévisionnelles ont été préparées en cohérence avec les états financiers annuels audités.

De plus, les informations suivantes devront être communiquées :

- a) le nom (et la forme juridique) de l'entité présentant les informations financières, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente ;
- b) le fait que les informations financières couvrent l'entité seule ou un groupe d'entités ou un autre regroupement d'entités ; et
- c) la monnaie de présentation.

Les informations financières prévisionnelles devront comprendre, au minimum :

- a) s'agissant du compte de résultat budgété, l'équivalent de chacun des postes répertoriés dans la section 10.6.3.5, plus le total des capitaux propres en début de période et celui budgété pour la fin de la période ; et
- b) s'agissant du tableau des flux de trésorerie budgété, une présentation des flux de trésorerie au cours de la/des période(s), classés par activités opérationnelles, d'investissement et de financement, de la manière que la direction estimera la plus appropriée. Des postes ou notes supplémentaires doivent être ajoutés s'ils apportent des clarifications ou si leur omission devait rendre les informations financières prévisionnelles trompeuses.

Le club devra établir ses informations financières prévisionnelles sur une base cohérente avec les états financiers annuels audités et suivre les mêmes méthode comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers annuels, sous réserve de changements de méthodes comptables intervenus après la date des derniers états financiers établis pour un exercice complet, lesquels s'appliqueront aux prochains états financiers annuels. Dans ce cas, des informations à ce sujet doivent être communiquées.

Les informations financières prévisionnelles devront comprendre une brève description de chacune des hypothèses significatives (par référence aux aspects pertinents des informations financières historiques et autres) retenues pour la préparation du compte de résultat budgété et du tableau des flux de trésorerie budgété, ainsi que des principaux risques susceptibles d'affecter les résultats financiers futurs.

Les informations financières prévisionnelles devront s'appuyer sur des hypothèses qui ne sont pas déraisonnables.

Le présent manuel ne prescrit pas de bases en ce qui concerne la comptabilisation ou la mesure des transactions et des autres événements ni en ce qui concerne la fixation d'hypothèses raisonnables, sous réserve que les bases retenues soient cohérentes avec celles utilisées pour les informations financières historiques du candidat à la licence.

En conséquence, chaque hypothèse significative devra être décrite en se référant aux aspects correspondants des informations financières historiques et autres. L'annexe XIII contient quelques observations relatives à la préparation des informations financières prévisionnelles. Les exigences minimales en matière d'informations prévisionnelles répondant au critère F.06 sont également illustrées à l'Annexe XIII et XIV.

S'agissant des exigences minimales relatives au critère F.06, il n'est pas obligatoire d'établir un bilan. Il est toutefois recommandé, à titre de bonne pratique, que le club prépare un bilan intégré au compte de résultat et au tableau des flux de trésorerie, couvrant la même période.

Les informations financières prévisionnelles, ainsi que les hypothèses sur lesquelles elles reposent, devront être approuvées par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

10.11.5 EVALUATION DES INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES

10.11.5.1 INDICATEURS

Tous les clubs devront fournir des informations financières prévisionnelles répondant aux exigences minimales en matière de contenu définies dans la section 10.11.4. Si les informations financières historiques d'un club émettent certains signaux d'avertissement, les informations financières prévisionnelles devront être évaluées par la FLF et, ultérieurement, le club sera tenu de préparer et de fournir des informations financières prévisionnelles actualisées durant la saison à soumettre à la licence. Les signaux d'avertissement se réfèrent à un ensemble d'indicateurs financiers susceptibles de rendre la FLF circonspecte quant à la performance financière et aux perspectives d'avenir du club qui les aurait franchis.

Les indicateurs sont définis dans la section 10.11.5.2. Il incombera à la FLF d'évaluer s'il y a infraction ou non par rapport à l'un des indicateurs définis ci-dessous.

Les indicateurs font partie intégrante d'une approche fondée sur le risque, laquelle consiste à soumettre à des exigences plus complètes ceux des clubs qui émettent certains « signaux d'avertissement ». Lorsqu'un club franchit au moins l'un de ces indicateurs:

- a) La FLF soumettra les informations fournies au titre du critère F.06 (cf. 10.11.5.3) à des procédures d'évaluation plus complètes ; et
- b) en cas d'octroi de licence au club, celui-ci aura ultérieurement l'obligation de soumettre des informations financières prévisionnelles actualisées au cours de l'année suivante (cf. 10.13; critère F.07).

A certains égards, cette approche fondée sur le risque devrait inciter les clubs à améliorer leur gestion financière et leurs résultats. Elle permet également à la FLF de concentrer ses efforts sur les clubs émettant des « signaux d'avertissement », susceptibles de rendre la FLF circonspecte quant à la performance financière et aux perspectives d'avenir de ces clubs.

L'obligation de faire exécuter, par la FLF, un examen limité des informations financières prévisionnelles, donnant lieu à un rapport, renforce la crédibilité de ces informations et du processus engagé par la direction en vue de les élaborer.

10.11.5.2 DÉFINITION DES INDICATEURS

Si le club réalise l'une des conditions décrites aux points IND.01 et IND.02 (ci-dessous) sera considéré comme ayant franchi le ou les indicateur(s) concerné(s).

N°	Description
IND.01	Poursuite de l'exploitation : Le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels audités, soumis conformément aux critères F.01 et F.02, comporte un paragraphe d'observation ou exprime une opinion/conclusion avec réserve en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation. (cf. 10.6.5.).
IND.02	Fonds propres négatifs: Les états financiers annuels audités (y compris, si nécessaire, les informations complémentaires) soumis conformément au critère F.01 (cf. 10.6.3.4), révèlent la détérioration du passif net par rapport au chiffre correspondant figurant dans les états financiers de l'année précédente, ou les états financiers intermédiaires (y compris, si nécessaire, les informations complémentaires) soumis conformément au critère F.02 (cf. 10.7.1), révèlent la détérioration du passif net par rapport au chiffre comparatif à la précédente date de clôture statutaire.

10.11.5.3 PROCÉDURES D'ÉVALUATION

La FLF choisit d'effectuer toute procédure d'évaluation raisonnable qu'elle estime appropriée.

Si le club a franchi **l'un quelconque** des indicateurs, les informations financières prévisionnelles devront être soumises à certaines procédures d'évaluation minimales exécutées par la FLF. Les procédures d'évaluation comprennent les activités suivantes :

- a) vérifier que les informations financières prévisionnelles sont arithmétiquement exactes ;
- b) déterminer, en discutant avec la direction et en examinant les informations financières prévisionnelles, si ces dernières ont été préparées en se basant sur les hypothèses et les risques présentés ;
- c) vérifier que les soldes d'ouverture contenus dans les informations financières prévisionnelles sont cohérents avec le bilan figurant dans les derniers états financiers annuels audités ou états financiers intermédiaires soumis à un examen limité (dans la mesure où des états intermédiaires ont été fournis) ; et
- d) vérifier que les informations financières prévisionnelles ont été formellement approuvées par l'organe exécutif du club.

Le club devra fournir à la FLF une copie des informations financières prévisionnelles approuvées par la direction.

10.11.6 DÉCISION DE LA FLF

Il incombera à la FLF d'évaluer s'il y a infraction ou non par rapport à l'un des indicateurs définis ci-dessous.

Indicateurs franchis

- A) La licence devra être refusée si, sur la base des informations financières historiques et des informations financières prévisionnelles, la FLF estime que le club risque de ne pas pouvoir poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison à soumettre à la licence.
- B) Si la FLF estime que le club a franchi un indicateur quelconque, postérieurement à la décision d'octroi de licence, le bénéficiaire de la licence devra également respecter le critère F.07 (Obligation d'actualiser les informations financières prévisionnelles et de soumettre de nouvelles informations prévisionnelles) décrit dans la section 10.13.

10.11.7 ANNEXES DE REFERENCE

- XIII) [Illustratif] Informations financières prévisionnelles: observations sur leur préparation
- XIV) [Illustratif] Modèle d'informations financières prévisionnelles
- XV) [Illustratif] Indicateurs : directives concernant l'interprétation de l'indicateur IND.02 relatif à l'actif/au passif net

10.12 CRITÈRES : INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES LIEES A LA SURVEILLANCE DES CLUBS

Tous les bénéficiaires de la licence qui se sont qualifiés pour une compétition interclubs de l'UEFA doivent remplir les exigences liées à la surveillance, c'est-à-dire l'exigence relative à l'équilibre financier et les autres exigences liées à la surveillance.

Toutefois les clubs suivants sont exemptés de l'exigence relative à l'équilibre financier :

- a) tout club qui se qualifie pour une compétition interclubs de l'UEFA sur la base de ses performances sportives et bénéficie d'une autorisation spéciale (cf 4.8).
- b) tout bénéficiaire de la licence qui apporte la preuve que ses revenus déterminants et ses dépenses déterminantes sont inférieurs à EUR 5 millions pour chacune des deux périodes de reporting s'achevant lors des deux années précédant le début des compétitions interclubs de l'UEFA. Ces exemptions sont prononcées par le Panel de contrôle financier des clubs et ont un caractère définitif.

Les critères F.07 à F.10 s'appliquent à tous les bénéficiaires de la licence, postérieurement à la décision d'octroi de licence.

Dans le cas où les exigences de ces critères ne sont pas remplies, le Panel de contrôle financier des clubs peut soumettre le cas aux organes de juridiction de l'UEFA, qui prendront sans délai les mesures appropriées conformément à la procédure définie dans le Règlement disciplinaire de l'UEFA pour les cas d'urgences.

F.07	B	Informations financières prévisionnelles (dispositions renforcées)
		A la suite de la décision d'octroi de licence par l'instance décisionnaire, le club doit préparer et soumettre dans le délai et sous la forme communiquées par l'Administration de l'UEFA, une version actualisée des informations prévisionnelles déjà soumises à la FLF conformément au critère F.06 et de nouvelles informations financières prévisionnelles complétées suivantes si le club présente des arriérés de paiement au 30 juin de l'année au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA commencent.
F.08	B	Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu)
		Le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve qu'au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, n'a aucun arriéré de paiement (au sens de 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenues jusqu'à cette date.
		D'autre part, si au 30 juin, le bénéficiaire de la licence présente toujours des arriérés de paiement, il devra également apporter (en surplus de la preuve du 30 juin) la preuve qu'au 30 septembre de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, n'a aucun arriéré de paiement (au sens de 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenues jusqu'à cette date.

F.09 B Absence d'arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu)

Le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve qu'au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement antérieur à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales (au sens de 10.9.3.1).

D'autre part, si au 30 juin, le bénéficiaire de la licence présente des arriérés de paiement, il devra également apporter (en surplus de la preuve du 30 juin) la preuve qu'au 30 septembre de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement antérieur à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales (au sens de 10.9.3.1).

F.10 B Obligation de notifier les événements postérieurs

Le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve qu'au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement antérieur à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales (au sens de 10.9.3.1).

10.13 INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES (DISPOSITIONS RENFORCÉES)

10.13.1 LE CRITÈRE

F.07 B Obligation d'actualiser les informations financières prévisionnelles et de soumettre de nouvelles informations prévisionnelles

Si le club franchit un ou plusieurs indicateurs (définis au point 10.11.5.2), il devra préparer et soumettre une version actualisée des informations financières prévisionnelles (préparées conformément au critère F.06). Par ailleurs, les informations préparées comprendront de nouvelles informations financières prévisionnelles, s'il présente des arriérés de paiement au 30 juin de l'année au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA commencent.

Les informations financières prévisionnelles actualisées et les informations complémentaires devront satisfaire aux exigences minimales en matière d'information, définies dans ce manuel.

10.13.2 OBJECTIF DU CRITÈRE

Le critère F.07 ne s'applique que si le club a franchi un ou plusieurs indicateurs.

10.13.3 PÉRIODE DE REPORTING

Le club devra préparer des informations financières complétées dans le délai et sous la forme communiqué par l'Administration de l'UEFA. Les informations financières prévisionnelles complétées doivent couvrir la période de 12 mois commençant immédiatement après la date de clôture statutaire de la période de reporting T (ci-après « période de reporting T+1 »).

10.13.4 INFORMATIONS À PRÉPARER PAR LE BÉNÉFICIAIRE DE LA LICENCE

10.13.4.1 EXIGENCES MINIMALES EN MATIÈRE D'INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES COMPLÉTÉES

Le club devra préparer et soumettre des informations financières prévisionnelles complétées composées :

- i. d'un compte de résultat budgété, avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T, le cas échéant ;
- ii. d'un tableau des flux de trésorerie budgété, avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T, le cas échéant ;
- iii. d'un bilan budgété, avec les chiffres annuels comparatifs pour la période de reporting T, le cas échéant ;
- iv. de notes explicatives incluant les hypothèses réalistes et les risques et une comparaison entre le budget et les chiffres effectifs.

Afin de satisfaire au critère F.07, le club préparera et fournira des documents présentant les informations financières prévisionnelles avec le même niveau de détail minimal que celui précisé dans les sections 10.11.3 et 10.11.4 ci-dessus. Le présent manuel ne prescrit pas de bases en ce qui concerne la comptabilisation ou la mesure des transactions et des autres événements ni en ce qui concerne la fixation d'hypothèses raisonnables.

De plus, les informations suivantes devront être communiquées :

- a) le nom (et la forme juridique) de l'entité présentant les informations financières, ainsi que toute modification de ces informations intervenue depuis la date de clôture statutaire précédente ;
- b) le fait que les informations financières couvrent l'entité seule ou un groupe d'entités ou un autre regroupement d'entités ; et
- c) la monnaie de présentation.

Les informations financières prévisionnelles complétées devront s'appuyer sur des hypothèses qui ne sont pas déraisonnables.

Les informations financières prévisionnelles complétées, ainsi que les hypothèses sur lesquelles elles reposent, devront être approuvées par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

L'Annexe XVI contient un exemple résumé des informations financières prévisionnelles actualisées devant être préparées par les bénéficiaires de la licence concernés à chaque date intermédiaire.

Pour le cycle d'octroi de licence suivant, certaines des informations demandées pour les critères F.06 et F.07 pourront coïncider. Il conviendra dans ce cas d'éviter la duplication d'informations.

10.13.5 ANNEXES DE RÉFÉRENCE

XVI) [Illustratif] Informations financières prévisionnelles actualisées : synthèse des éléments à fournir dans le cadre des informations financières prévisionnelles actualisées

10.14 ABSENCE D'ARRIÉRÉS DE PAIEMENT ENVERS DES CLUBS DE FOOTBALL AU 30 JUIN (ET AU 30 SEPTEMBRE, S'IL Y A LIEU)

10.14.1 LE CRITÈRE

F.08 B Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu)

Le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve qu'au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement (tel que défini à la section 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenues jusqu'à cette date.

D'autre part, si au 30 juin, le bénéficiaire de la licence présente toujours des arriérés de paiement, il devra également apporter (en surplus de la preuve du 30 juin) la preuve qu'au 30 septembre de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement (tel que défini à la section 10.8.3.1) envers des clubs de football résultant d'activités de transfert intervenues jusqu'à cette date.

10.14.2 PÉRIODE DE REPORTING

Le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre un tableau des dettes de transfert au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, dans le délai et sous la forme communiquées par l'Administration de l'UEFA, et ce même s'il n'y a pas eu de transferts/prêts pendant la période correspondante.

Si par contre au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il présente toujours des arriérés de paiement, il devra également préparer et soumettre un tableau des dettes de transfert au 30 septembre (en surplus de tableau au 30 juin).

10.14.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.14.3.1 INTRODUCTION AU CONTENU DU TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT

Au fin de ce critère, les dettes sont les montants dus à des clubs de football résultant d'activités de transfert. Elles comprennent les indemnités de formation et les contributions de solidarité telles qu'elles sont définies par le Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA ainsi que tout montant dont le paiement est soumis au respect de certaines conditions.

10.14.3.2 TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT

Le club devra communiquer toutes les activités de transfert (y compris les prêts) entreprises jusqu'à la date du 30 juin, de façon séparée à l'aide d'un tableau des dettes de transfert. Ce tableau est à préparer, indépendamment du fait qu'un montant reste dû ou non à cette date.

En outre, il doit communiquer tous les transferts faisant l'objet d'une procédure juridique auprès d'une instance sportive nationale ou internationale, d'un tribunal arbitral ou d'un tribunal étatique.

Tout transfert de joueurs (y compris les prêts) devra faire l'objet d'une entrée distincte au tableau des dettes de transfert, indépendamment s'il reste un montant à payer au 30 juin. Les informations minimales suivantes devront être données:

- a) joueur (identification à l'aide du nom ou du numéro);
- b) date du contrat de transfert/prêt;
- c) nom du précédent club de football titulaire de l'inscription;
- d) montant du transfert (ou du prêt) payé et/ou à payer (y compris les indemnités de formation et les contributions de solidarité);
- e) autres coûts directs relatifs à l'acquisition d'inscriptions de joueurs payés et/ou à payer;
- f) montant réglé et date de paiement ;
- g) solde relatif à chaque transfert de joueur à payer au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu);
- h) échéance(s) pour chaque élément non payé des dettes de transfert ; et
- j) montants conditionnels (passifs éventuels) non encore intégrés au bilan au (et au 30 septembre, s'il y a lieu).

Si au 30 juin, le club présente toujours des arriérés de paiement, le club devra également soumettre (en surplus du tableau des dettes de transfert au 30 juin) un tableau des dettes de transfert au 30 septembre (contenant les mêmes informations minimales énoncées ci-dessus).

Le club devra réconcilier le solde débiteur total ressortant du (des) tableau(x) des dettes de transfert avec le chiffre figurant au bilan (s'il y a lieu) au poste «Dettes à payer résultant de transferts de joueurs» ou des pièces comptables sous-jacentes. Le candidat à la licence sera tenu de mentionner sur ce(s) tableau(x) l'ensemble des arriérés de paiement, même si le créancier n'en a pas réclamé le paiement.

Le(s) tableau(x) des dettes de transfert devra(ont) être approuvé(s) par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

Du fait qu'il existe un règlement national relatif aux informations en matière de transferts, aucune information additionnelle ne devra être préparée par les clubs.

10.15 ABSENCE D'ARRIÉRÉS DE PAIEMENT ENVERS DES LE PERSONNEL ET LES ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES AU 30 JUIN (ET AU 30 SEPTEMBRE, S'IL Y A LIEU)

10.15.1 LE CRITÈRE

F.09 B Absence d'arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu)

Le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve qu'au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement antérieur à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales (au sens de 10.9.3.1).

D'autre part, si au 30 juin, le bénéficiaire de la licence présente toujours des arriérés de paiement, il devra également apporter (en surplus de la preuve du 30 juin) la preuve qu'au 30 septembre de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il n'a aucun arriéré de paiement antérieur à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales (au sens de 10.9.3.1).

10.15.2 PÉRIODE DE REPORTING

Le bénéficiaire de la licence doit apporter la preuve au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, l'absence d'arriérés de paiement antérieurs à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales.

Si par contre au 30 juin de l'année au cours de laquelle la saison des compétitions interclubs de l'UEFA commence, il présente toujours des arriérés de paiement, alors il devra également apporter la preuve au 30 septembre, l'absence d'arriérés de paiement antérieurs à cette date envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales (en surplus de l'information du 30 juin).

Le bénéficiaire de la licence doit préparer et soumettre une déclaration confirmant l'absence ou l'existence d'arriérés de paiement envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales, dans le délai et sous la forme communiquées par l'Administration de l'UEFA

10.15.3 INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE CLUB

10.15.3.1 INTRODUCTION AU CONTENU DES DETTES À PAYER AU PERSONNEL ET AUX ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES

Les dettes sont les montants dus au personnel et aux administrations sociales ou fiscales qui résultent d'obligations contractuelles ou légales envers son personnel. Les dettes envers des personnes qui pour, diverses raisons, ne sont plus employées par le club relève de ce critère et doivent être réglées au cours de la période prévue dans le contrat et/ou prescrite par la loi, quelle que soit la manière dont ces dettes à payer sont comptabilisées dans les états financiers.

Le terme « personnel » comprend les personnes suivantes :

- tous les joueurs professionnels aux termes du Règlement du Statut et du Transfert de Joueurs de la FIFA applicable, et
- les personnels dans les domaines administratif, technique et de la sécurité, classés « A » aux termes du chapitre 8 du Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs (version 2.0 E) et plus spécifiquement: le responsable administratif (P.02), le responsable des finances (P.03), le responsable de la sécurité (P.04), le responsable des médias (P.05), le médecin (P.06), le physiothérapeute (P.07), l'entraîneur principal de la première équipe (P.08), le responsable du programme de formation des juniors (P.09) et les entraîneurs juniors (P.10). Cette liste est exhaustive.

Les dettes à payer au personnel et aux administrations sociales ou fiscales sont considérées comme des arriérés de paiements si elles ne sont pas réglées selon les modalités convenues.

Ces mêmes dettes ne sont pas considérées comme arriérés de paiement si le candidat à la licence (c'est-à-dire le club débiteur) est en mesure d'apporter la preuve qu'au 30 juin (et au 30 septembre s'il y a lieu) :

- a) Il a intégralement payé le montant correspondant ; ou
- b) Il a conclu un accord qui a été accepté par écrit par le créancier pour reporter la date limite de paiement au-delà du délai applicable (remarque : le fait que le créancier n'ait pas réclamé le paiement d'un montant échu n'est pas considéré comme un report d'échéance) ; ou
- c) Il a engagé une action en justice qui a été jugée recevable par l'autorité compétente conformément au droit national ou il a engagé des procédures auprès des instances nationales ou internationales du football ou devant le tribunal arbitral compétent pour contester sa responsabilité en relation avec les arriérés de paiement. Toutefois, si les instances décisionnaires (FLF et / Panel de contrôle financier des clubs) considèrent que cette action ou ces procédures a / ont été engagée(s) dans le seul but de ne pas respecter les dates limites applicables en vertu du présent règlement (c'est-à-dire afin de gagner du temps), le montant correspondant sera toujours considéré comme un arriéré de paiement ; ou
- d) Il conteste une action en justice ou des procédures qui a / ont été engagée(s) contre lui par un créancier en rapport avec des arriérés de paiement et est en mesure d'apporter la preuve, à la satisfaction raisonnable des instances décisionnaires correspondantes (FLF et/ou Panel de contrôle financier des clubs), que l'action en justice ou les procédures engagée(s) est/sont manifestement infondée(s).

10.15.3.2 LISTE DU PERSONNEL

Pour chaque employé, les informations minimales suivantes devront être données :

- a) nom de l'employé ;
- b) fonction de l'employé ;
- c) date d'arrivée ;
- d) date de départ (s'il y a lieu) ; et
- e) solde des arriérés au 30 juin, indiquant l'échéance de chaque élément non payé

Si malgré tout, le club présente toujours des arriérés de paiement au 30 septembre, alors il devra en surplus des informations au 30 juin, fournir les informations ci-dessus au 30 septembre.

10.15.3.3 JUSTIFICATIFS EN CE QUI CONCERNE LES DETTES À PAYER AUX ADMINISTRATIONS SOCIALES OU FISCALES

Pour chaque arriéré de paiement envers les administrations sociales ou fiscales, les informations minimales suivantes devront être données, ainsi qu'un commentaire explicatif:

- a) nom du créancier ;
- b) solde des arriérés au 30 juin, indiquant l'échéance de chaque élément non payé ;

Si malgré tout, le club présente toujours des arriérés de paiement antérieurs au 30 septembre, alors il devra en surplus des informations au 30 juin, fournir les informations ci-dessus au 30 septembre.

La déclaration confirmant l'absence ou l'existence d'arriérés de paiement envers son personnel et les administrations sociales ou fiscales, devra être approuvée par la direction, une brève déclaration signée au nom de l'organe exécutif du candidat à la licence devant attester cette approbation.

10.16 OBLIGATION DE NOTIFIER LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

10.16.1 LE CRITÈRE

F.10 B Obligation de notifier les événements postérieurs

A la suite de la décision d'octroi de licence par l'instance décisionnaire, le club devra notifier à la FLF, sans délai et par écrit, tout événement postérieur susceptible de faire peser un doute important sur la capacité du bénéficiaire de la licence à poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison pour laquelle la licence a été accordée.

Le respect de ce critère sera évalué par la FLF au titre du cycle d'octroi de licence suivant.

10.16.2 PÉRIODE DE REPORTING

Après l'octroi de la licence et jusqu'à la fin de la saison pour laquelle elle a été accordée, le bénéficiaire de la licence devra informer la FLF, sans délai et par écrit, de tout événement postérieur susceptible de faire peser un doute important sur la capacité du bénéficiaire de la licence à poursuivre son exploitation jusqu'à la fin de la saison pour laquelle la licence a été accordée.

La FLF pourra, à tout moment, demander à la direction des informations et/ou des déclarations écrites relatives à tout événement ou toute condition possible de ce type.

10.16.3 INFORMATIONS À PRÉPARER PAR LE BÉNÉFICIAIRE DE LA LICENCE

Les informations préparées par la direction devront comprendre une description de la nature de ces événements ou conditions ainsi qu'une estimation de leur effet financier ou l'indication (motivée) qu'une telle estimation ne peut être faite. La FLF pourra demander à la direction des informations et/ou des déclarations supplémentaires.

Quelques exemples d'événements ou de conditions susceptibles de faire peser, individuellement ou collectivement, un doute important sur la capacité du bénéficiaire de la licence à poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison pour laquelle la licence a été accordée sont énumérés dans la section 10.10.4.

10.16.4 EVALUATION DES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

La FLF exécutera par elle-même certaines procédures d'évaluation.

10.13.6 DÉCISION DU BAILLEUR DE LICENCE

Le respect du critère F.10 sera évalué par les instances décisionnaires au titre du cycle d'octroi de licence suivant.

Le bénéficiaire de la licence devra être sanctionné si un événement postérieur, susceptible de jeter un doute important sur la capacité du bénéficiaire de la licence à poursuivre son exploitation au moins jusqu'à la fin de la saison pour laquelle la licence a été accordée, est notifié à la FLF avec un délai excessif.

Index

INDEX 1

ANNEXE 1 :	[ILLUSTRATIF] SYNTHÈSE DE LA PROCÉDURE POUR L'OCTROI DE LICENCE AUX CLUBS CONCERNANT LES CRITÈRES FINANCIERS	3
ANNEXE 2 :	[ILLUSTRATIF] RAPPORT DE GESTION / RAPPORT DES ADMINISTRATEURS	6
ANNEXE 3 :	[ILLUSTRATIF] TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE – COMMENTAIRE/DIRECTIVES	7
ANNEXE 4 :	[OBLIGATOIRE] INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES: PROCÉDURES CONVENUES TYPES RELATIVES AUX INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	14
ANNEXE 5 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES: COMMENTAIRE RELATIF AUX RAPPORTS D'AUDIT – CONTENU ET DIFFÉRENTES FORMES D'OPINION	18
ANNEXE 6 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES: RÉSUMÉ SCHÉMATIQUE DES CONSÉQUENCES SUR LA DÉCISION D'OCTROI DE LICENCE DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS APPORTÉES AU RAPPORT D'AUDIT.....	22
ANNEXE 7 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES: COMMENTAIRE SUR LA COMPTABILISATION ET L'ÉVALUATION.....	23
ANNEXE 8 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES: COMMENTAIRE SUR CERTAINES NOTES EXPLICATIVES SPÉCIFIQUES.....	25
ANNEXE 9 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES: EXEMPLE DE RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ SANS RÉSERVE POUVANT ÊTRE RÉDIGÉ À L'ISSUE D'UNE MISSION D'EXAMEN LIMITÉ D'ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES.....	26
ANNEXE 10 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES: RÉSUMÉ SCHÉMATIQUE DES DÉCISIONS D'OCTROI DE LICENCE	28
ANNEXE 11 :	[OBLIGATOIRE] INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES À PAYER AU PERSONNEL: LETTRE TYPE DE CONFIRMATION PAR LES EMPLOYÉS.....	29
ANNEXE 12 :	[ILLUSTRATIF] EXEMPLE DE LETTRE D'AFFIRMATION DE LA DIRECTION AU BAILLEUR DE LICENCE	30
ANNEXE 13 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES: OBSERVATIONS SUR LEUR PRÉPARATION	31
ANNEXE 14 :	[ILLUSTRATIF] MODÈLE D'INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES.....	33
ANNEXE 15 :	[ILLUSTRATIF] INDICATEURS: DIRECTIVES CONCERNANT L'INTERPRÉTATION DE L'INDICATEUR IND.02 RELATIF À L'ACTIF/AU PASSIF NET	39
ANNEXE 16 :	[ILLUSTRATIF] INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES ACTUALISÉES: SYNTHÈSE DES ÉLÉMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DES INFORMATIONS FINANCIÈRES PRÉVISIONNELLES ACTUALISÉES	41
ANNEXE 17 :	[ILLUSTRATIF] CANDIDATS PROMUS : ASSOUPPLISSEMENT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION	46
ANNEXE 18 :	[ILLUSTRATIF] ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE LA PROCÉDURE	47

ANNEXE 19 : [ILLUSTRATIF] INSCRIPTION DE PERSONNEL SPORTIF – LICENCE INDIVIDUELLE POUR LES PERSONNES PRÉSENTES DANS LA ZONE TECHNIQUE.....	53
ANNEXE 20 : [OBLIGATOIRE] TABLEAU DES DETTES DE TRANSFERT.....	54
ANNEXE 21 : GLOSSAIRE	55

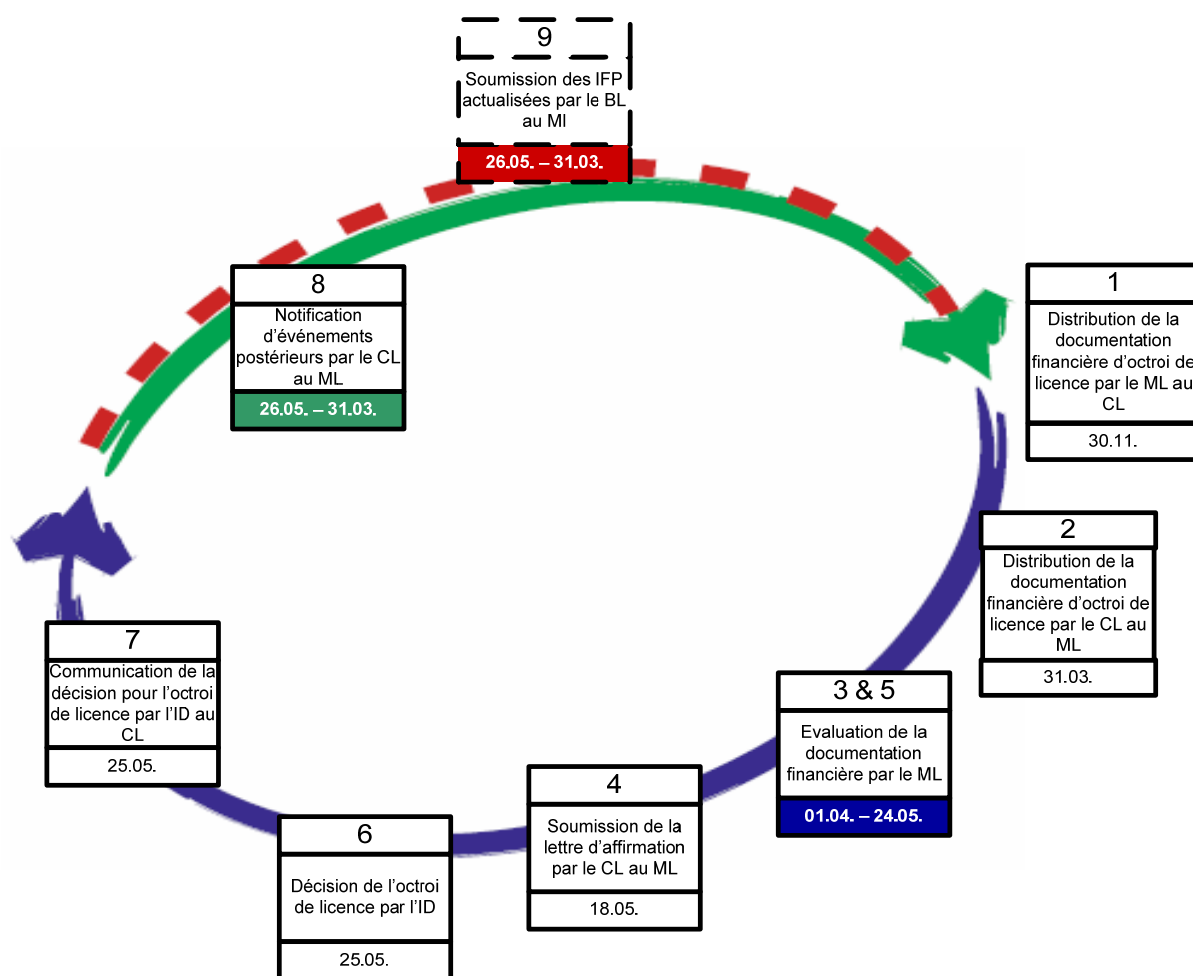
Annexe 1 : [Illustratif] Synthèse de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs concernant les critères financiers

Cette Annexe présente une synthèse de:

- la documentation que le club devra soumettre en ce qui concerne les critères financiers; et
- des procédures exécutées par la FLF (par l'intermédiaire du manager responsable de l'octroi de licence et des instances décisionnaires).

Pour les besoins de cette synthèse, on supposera que la date limite de soumission fixée par la FLF est le 31 mars 200t.

Schéma: Synthèse de la procédure pour l'octroi de licence aux clubs concernant les critères financiers



Légende:
ML = Manager responsable de l'octroi de licence CL = Candidat à la licence ID = instance décisionnaire BL = Bénéficiaire de la licence

- Pour une date à définir par la FLF (par exemple, le 30.11.t-1), le manager responsable de l'octroi de licence (ML) prépare la documentation relative à la procédure pour l'octroi de licence aux clubs et la distribue à chaque candidat à la licence (CL).
- Au 31.03.200t, le club doit soumettre les documents suivants à la FLF:

- a. S'agissant du critère F.01, des états financiers annuels audités (ainsi que des informations complémentaires, si cela s'avère nécessaire pour satisfaire au critère) à la date de clôture statutaire précédant la date limite fixée pour la soumission de la candidature à la FLF;
 - b. S'agissant du critère F.02, des états financiers pour la période intermédiaire ayant fait l'objet d'un examen limité par un auditeur (sauf si la date de clôture statutaire du club est éloignée de moins de six mois de la date limite fixée pour la soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence);
 - c. S'agissant du critère F.03, un tableau des dettes de transfert au 31.12.200t-1 (sauf si les informations ont déjà été communiquées à la FLF en vertu des règlements nationaux existants en matière de transferts);
 - d. S'agissant du critère F.04, la liste du personnel au 31.12.200t-1 et les documents justificatifs indiquant (s'il y a lieu) le montant des dettes à payer au 31.12.200t-1 aux administrations sociales ou fiscales compétentes; et
 - e. S'agissant du critère F.06, les informations financières prévisionnelles couvrant la période du 01.01.200t au 30.06.200t+1.
3. Le ML lit et examine la documentation fournie par le club.
- a. S'agissant du critère F.01, il lit et examine les états financiers annuels, y compris le rapport d'audit;
 - b. S'il y a lieu, s'agissant du critère F.02, il lit et examine les états financiers intermédiaires, y compris le rapport d'examen limité de l'auditeur;
 - c. S'agissant du critère F.03, il effectue un certain nombre d'évaluations comprenant, notamment, la lecture du rapport de l'auditeur sur les procédures convenues, s'il est fait appel à un auditeur.
 - d. S'agissant du critère F.04, il effectue un certain nombre d'évaluations comprenant, notamment, la lecture du rapport de l'auditeur sur les procédures convenues, s'il est fait appel à un auditeur.
 - e. S'agissant du critère F.06, il lit et examine les informations financières prévisionnelles et apprécie si le club a franchi ou non un indicateur.
- Le ML peut demander au CL des informations et/ou des déclarations supplémentaires s'il juge que celui-ci a franchi un indicateur.
- Le ML doit rendre compte par écrit à l'instance décisionnaire du travail exécuté au titre des points 3a.-3e.
4. Dans les sept jours précédant le début de la période au cours de laquelle la décision d'octroi de licence doit être prise par l'instance décisionnaire, en ce qui concerne le critère F.05, le club doit adresser à la FLF une lettre d'affirmation de la direction mentionnant tout événement ou toute condition de grande importance économique.
5. Le ML lit et examine la lettre d'affirmation de la direction du CL. Le ML peut demander des informations supplémentaires au CL, en particulier, si le ML a eu connaissance d'événements ou de conditions de grande importance économique.
6. Les instances décisionnaires prennent la décision d'octroi de licence après avoir lu et examiné le rapport rédigé par le ML sur la documentation fournie par le CL.
- a. S'agissant du critère F.01, elles examinent les états financiers annuels, y compris le rapport d'audit;
 - b. S'il y a lieu, s'agissant du critère F.02, elles étudient les états financiers intermédiaires, y compris le rapport d'examen limité de l'auditeur;

- c. S'agissant du critère F.03, elles évaluent le travail exécuté par le ML et, s'il a été fait appel à un auditeur, examinent le rapport de l'auditeur sur les procédures convenues;
 - d. S'agissant du critère F.04, elles évaluent le travail exécuté par le ML et, s'il a été fait appel à un auditeur, examinent le rapport de l'auditeur sur les procédures convenues;
 - e. S'agissant du critère F.06, elles évaluent le travail exécuté par le ML et le bien-fondé de l'opinion du ML quant au franchissement ou non d'un indicateur;
 - f. S'agissant du critère F.05, elles évaluent la lettre d'affirmation de la direction.
7. Communication de la décision d'octroi de licence et notification du franchissement ou non d'un indicateur.
 8. S'agissant du critère F.07, le bénéficiaire de la licence doit notifier à la FLF, sans délai et par écrit, tout événement postérieur susceptible de faire peser un doute important sur sa capacité à poursuivre son activité.
 9. Si un bénéficiaire de la licence a franchi un indicateur, il doit satisfaire au critère F.07. S'agissant du critère F.07, le bénéficiaire de la licence doit soumettre à la FLF, aux 30.09.200t et 31.03.200t+1, les informations financières prévisionnelles actualisées couvrant la période jusqu'au 30.06.200t+1.

Annexe 2 : [Illustratif] Rapport de gestion / rapport des administrateurs

Les administrateurs présentent leur rapport annuel sur les affaires de l'entité, accompagné des états financiers et du rapport de l'auditeur pour l'exercice clos le [date] 20XX.

Activité principale

L'activité principale de l'entité est l'exploitation d'un club de football professionnel, à laquelle s'ajoutent des activités connexes et accessoires. La revue des affaires décrit les activités de l'entité au cours de l'exercice ainsi que les perspectives d'évolution probables.

Revue des affaires

La revue des affaires de l'entité comprend notamment des commentaires sur:

- le développement et les résultats des affaires;
- la situation en fin d'exercice;
- les tendances et facteurs fondamentaux (relatifs tant aux évolutions passées et futures qu'aux résultats et à la situation); et
- les développements et plans importants (par exemple: projets de stade, nouvelles initiatives commerciales, contrats significatifs, transferts de joueurs importants, etc.).

Administrateurs/directeurs

Les administrateurs en fonction durant l'ensemble de l'exercice, sauf mention contraire, sont les suivants:
[Insérez la liste de tous les administrateurs].

Intérêts des administrateurs

Les administrateurs en fonction au [année et date] détenaient les intérêts suivants en actions et obligations de l'entité:
[Insérez le nom de l'administrateur et les informations sur les actions/obligations détenues]
[Insérez le nom de l'administrateur, le nombre d'actions détenues et le pourcentage du capital libéré détenu]

[Adresse du siège social de l'entité]

[Date]

Au nom du Conseil d'administration,
[Signature]
[Administrateur/Secrétaire général]
[Précisez le nom du signataire]

Annexe 3 : [Illustratif] Tableau des flux de trésorerie – Commentaire/directives

Introduction

Les clubs devront préparer et présenter des états financiers annuels basés sur les normes comptables requises par la législation nationale. Pour répondre aux exigences de l'UEFA en matière d'octroi de licence aux clubs, les états financiers annuels audités devront comprendre l'ensemble des éléments énumérés dans la section 10.6.4.1 points i) à v) du chapitre. Quelles que soient les pratiques comptables nationales, les critères financiers imposent aux clubs de présenter au tableau des flux de trésorerie un niveau minimum d'informations financières historiques, résumées dans la section 10.6.4.6 du chapitre.

Le tableau des flux de trésorerie figurant ci-contre constitue un exemple de la manière de présenter ces informations minimales (en utilisant la méthode directe).

Le tableau des flux de trésorerie pourra aussi être présenté selon la méthode indirecte – dont un exemple est également fourni à la fin de cette Annexe. Les flux de trésorerie sont les entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement. Une entité présentera les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, en utilisant:

- i. soit la méthode directe, suivant laquelle les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes sont présentées;
- ii. soit la méthode indirecte, suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet sur la trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Le montant des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles est un indicateur clé de la mesure dans laquelle les opérations de l'entité ont généré suffisamment de flux de trésorerie pour rembourser ses emprunts, maintenir la capacité opérationnelle de l'entité, verser des dividendes et faire de nouveaux investissements sans recourir à des sources externes de financement. Utilisées avec d'autres informations, les informations sur les différentes catégories de flux historiques de trésorerie opérationnels sont utiles à la prévision des flux futurs de trésorerie opérationnels.

Les flux de trésorerie opérationnels sont essentiellement issus des principales activités génératrices de produits de l'entité. En conséquence, ils résultent en général des transactions et autres événements qui entrent dans la détermination du résultat net. Des exemples de flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles d'un club de football club figurent ci-contre (en format utilisant la méthode directe). Les clubs sont incités à présenter les informations des flux de trésorerie des activités opérationnelles en utilisant la méthode directe. La méthode directe apporte des informations qui peuvent être utiles pour l'estimation des flux futurs de trésorerie et qui ne sont pas disponibles à partir de la méthode indirecte.

Tableau des flux de trésorerie [modèle] – méthode directe

Pour l'exercice clos le [date] 20XX

	Notes	20XX EUR	20YY EUR
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Entrées de trésorerie provenant des recettes de la billetterie			
Entrées de trésorerie provenant du sponsoring et de la publicité			
Entrées de trésorerie provenant des droits de diffusion			
Entrées de trésorerie provenant des affaires commerciales			
Entrées de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Sorties de trésorerie envers des fournisseurs de biens et services			
Sorties de trésorerie envers les membres du personnel ou pour leur compte			
Sorties de trésorerie liées à d'autres charges opérationnelles			
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Impôts			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'immobilisations corporelles			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'inscriptions de joueurs			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'inscriptions de joueurs			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'autres actifs à long terme			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'autres actifs à long terme			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'instruments financiers			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition de nouveaux instruments financiers			
Entrées de trésorerie liées au remboursement de prêts par des institutions non financières			
Sorties de trésorerie liées au remboursement d'emprunts à des institutions non financières			
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Entrées de trésorerie provenant de l'émission d'emprunts à court ou à long terme			
Sorties de trésorerie liées au remboursement de montants empruntés			
Entrées de trésorerie provenant d'une augmentation de capital			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition ou le rachat d'actions de l'entité			
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation/diminution nette de trésorerie			

Tableau des flux de trésorerie – Commentaire/directives – suite

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les activités d'investissement sont l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme (y compris les inscriptions des joueurs) et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie. L'entité présentera séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités d'investissement.

La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement est importante, car les flux de trésorerie indiquent dans quelle mesure des dépenses ont été effectuées pour l'accroissement de ressources destinées à générer des produits et flux de trésorerie futurs. Des exemples de flux de trésorerie provenant des activités d'investissement d'un club de football club figurent ci-contre.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les activités de financement sont les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et des emprunts de l'entité. L'entité présentera séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités de financement.

La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités de financement est importante, car elle est utile à la prévision des flux futurs de trésorerie de l'entité attendus par les apporteurs de capitaux. Des exemples de flux de trésorerie provenant des activités de financement figurent ci-contre.

Autres flux de trésorerie

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés devront être présentés séparément. Chacun devra être présenté de façon permanente, d'un exercice à l'autre, dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat devront être présentés séparément et classés comme des flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement ou d'investissement.

Tableau des flux de trésorerie – méthode indirecte – Commentaire/directives

Introduction

Les clubs devront préparer et présenter des états financiers annuels basés sur les normes comptables requises par la législation nationale. Pour répondre aux exigences de l'UEFA en matière d'octroi de licence aux clubs, les états financiers annuels audités devront comprendre l'ensemble des éléments énumérés dans la section 10.6.4.1 points i) à v) du chapitre. Quelles que soient les pratiques comptables nationales, les critères financiers imposent aux clubs de présenter au tableau des flux de trésorerie un niveau minimum d'informations financières historiques, résumées dans la section 10.6.4.6 du chapitre.

Le tableau des flux de trésorerie figurant ci-contre constitue un exemple de la manière de présenter ces informations minimales (en utilisant la méthode indirecte).

Le tableau des flux de trésorerie pourra aussi être présenté selon la méthode directe – dont un exemple est également fourni plus haut dans cette Annexe. Les flux de trésorerie sont les entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Tableau des flux de trésorerie – méthode indirecte – Commentaire/directives

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement. Une entité présentera les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, en utilisant:

- i. soit la méthode directe, suivant laquelle les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes sont présentées;
- ii. soit la méthode indirecte, suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet sur la trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Le montant des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles est un indicateur clé de la mesure dans laquelle les opérations de l'entité ont généré suffisamment de flux de trésorerie pour rembourser ses emprunts, maintenir la capacité opérationnelle de l'entité, verser des dividendes et faire de nouveaux investissements sans recourir à des sources externes de financement. Utilisées avec d'autres informations, les informations sur les différentes catégories de flux historiques de trésorerie opérationnels sont utiles à la prévision des flux futurs de trésorerie opérationnels.

Les flux de trésorerie opérationnels sont essentiellement issus des principales activités génératrices de produits de l'entité. En conséquence, ils résultent en général des transactions et autres événements qui entrent dans la détermination du résultat net. Des exemples de flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles d'un club de football club figurent ci-contre (en format utilisant la méthode directe). Les clubs sont incités à présenter les informations des flux de trésorerie des activités opérationnelles en utilisant la méthode directe. La méthode directe apporte des informations qui peuvent être utiles pour l'estimation des flux futurs de trésorerie et qui ne sont pas disponibles à partir de la méthode indirecte.

Tableau des flux de trésorerie [modèle] – méthode indirecte

Pour l'exercice clos le [date] 20XX

Rapprochement entre le bénéfice d'exploitation et les flux de trésorerie opérationnels	Notes	20XX EUR	20YY EUR
Résultat opérationnel			
Dotations aux amortissements			
Profit résultant de la vente d'immobilisations corporelles			
Augmentation des stocks			
Diminution des débiteurs			
Augmentation des créanciers			
Diminution des provisions			
Autres [<i>décrivez</i>]			
Entrée nette de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'immobilisations corporelles			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'inscriptions de joueurs			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'inscriptions de joueurs			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'autres actifs à long terme			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'autres actifs à long terme			
Entrées de trésorerie découlant de la vente d'instruments financiers			
Sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition de nouveaux instruments financiers			
Entrées de trésorerie liées au remboursement de prêts par des institutions non financières			
Sorties de trésorerie liées au remboursement d'emprunts à des institutions non financières			
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Entrées de trésorerie provenant de l'émission d'emprunts à court ou à long terme			
Sorties de trésorerie liées au remboursement de montants empruntés			
Entrées de trésorerie provenant d'une augmentation de capital			
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation/diminution nette de trésorerie			

Tableau des flux de trésorerie – Commentaire/directives

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les activités d'investissement sont l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme (y compris les inscriptions des joueurs) et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie. L'entité présentera séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités d'investissement.

La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement est importante, car les flux de trésorerie indiquent dans quelle mesure des dépenses ont été effectuées pour l'accroissement de ressources destinées à générer des produits et flux de trésorerie futurs. Des exemples de flux de trésorerie provenant des activités d'investissement d'un club de football club figurent ci-contre.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les activités de financement sont les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et des emprunts de l'entité. L'entité présentera séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités de financement.

La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités de financement est importante, car elle est utile à la prévision des flux futurs de trésorerie de l'entité attendus par les apporteurs de capitaux. Des exemples de flux de trésorerie provenant des activités de financement figurent ci-contre.

Autres flux de trésorerie

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés devront être présentés séparément. Chacun devra être présenté de façon permanente, d'un exercice à l'autre, dans les activités opérationnelles, d'investissement ou de financement

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat devront être présentés séparément et classés comme des flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement ou d'investissement.

Annexe 4 : [Obligatoire] Informations financières annuelles: Procédures convenues types relatives aux informations complémentaires

Comme décrit dans la section 10.6, si les états financiers annuels ne satisfont pas aux exigences minimales en termes de contenu des informations financières annuelles et de principes comptables, le club devra fournir des informations complémentaires en vue de satisfaire aux exigences minimales. Le contenu et la présentation des informations complémentaires, dans la mesure où celles-ci sont requises, sont susceptibles de varier selon les clubs, en fonction du volume d'informations déjà communiqué dans les états financiers fournis séparément.

Ces informations complémentaires devront être établies sur une base comptable et selon des méthodes comptables cohérentes avec les états financiers annuels. Les informations financières devront être extraites de sources cohérentes avec celles utilisées pour l'établissement des états financiers. Le cas échéant, les informations complémentaires devront être en conformité ou coïncider avec les informations correspondantes dans les états financiers.

L'International Standard on Related Services (ISRS) 4400, «Engagements to Perform Agreed-upon Procedures Regarding Financial Information» donne des indications supplémentaires sur les responsabilités professionnelles de l'auditeur lorsqu'une mission d'exécuter des procédures convenues lui est confiée, ainsi que la forme et le contenu du rapport que l'auditeur présentera dans le cadre d'une telle mission. Après avoir consulté l'ordre national des experts-comptables (ou un organisme équivalent) de son pays, la FLF sera libre de mettre en place des procédures convenues normalisées, adaptées à la législation et aux pratiques nationales.

Cette Annexe fournit des indications relatives à un examen exécuté sur la base de procédures convenues ainsi qu'un exemple de rapport en relatant les constatations.

Objectif d'une mission d'examen sur la base de procédures convenues

L'objectif d'une mission d'examen sur la base de procédures convenues est, pour l'auditeur, de mettre en œuvre des procédures faisant appel aux techniques d'audit, définies d'un commun accord entre l'auditeur, l'entité et, éventuellement, les tiers concernés et de communiquer les constatations résultant de ses travaux. Dès lors que l'auditeur ne présente un rapport que sur les constatations issues des procédures convenues, aucune assurance n'est exprimée dans son rapport. Il appartient aux destinataires du rapport d'évaluer les procédures et les constatations de l'auditeur et de tirer eux-mêmes leurs propres conclusions des travaux de l'auditeur.

Le rapport de l'auditeur s'adresse exclusivement aux parties qui ont convenu des procédures à mettre en œuvre, car des tiers, ignorant les raisons qui ont motivé leur mise en œuvre, risqueraient de mal interpréter les résultats.

Procédures

L'auditeur doit mettre en œuvre les procédures convenues et utiliser les éléments probants réunis lors de ses travaux comme base du rapport relatant ses constatations. Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'examen selon des procédures convenues peuvent comprendre:

- des demandes d'informations et d'explications et des analyses;
- une vérification et une comparaison des résultats des calculs ainsi que d'autres contrôles d'exactitude;
- des observations;
- des inspections; et
- des demandes de confirmations.

Exemple du contenu d'un rapport relatant les constatations issues d'une mission d'examen sur la base de procédures convenues

Le rapport relatant les constatations doit comporter:

- un destinataire (le club qui a engagé l'auditeur pour effectuer les procédures convenues);
- l'identification des informations financières ou non financières spécifiques qui ont été soumises aux procédures convenues (dans cet exemple, les informations complémentaires);
- une mention précisant que les procédures appliquées étaient celles convenues avec le destinataire du rapport;
- l'identification de l'objectif en vue duquel les procédures convenues ont été mises en œuvre;
- la liste des procédures spécifiques mises en œuvre;
- la description des constatations de l'auditeur, y compris le détail des erreurs et des exceptions relevées;
- une mention précisant que les procédures mises en œuvre ne constituent ni un audit ni un examen limité et qu'en conséquence, aucune assurance n'est donnée;
- une mention indiquant que si l'auditeur avait mis en œuvre des procédures supplémentaires, effectué un audit ou un examen limité, d'autres points auraient pu être relevés;
- une mention précisant que la diffusion du rapport est limitée aux seules parties qui ont convenu des procédures à mettre en œuvre;
- une mention (le cas échéant) précisant que le rapport ne concerne que les points spécifiés et qu'il ne se rapporte pas aux états financiers de l'entité pris dans leur ensemble;
- la date du rapport; et
- l'adresse et la signature de l'auditeur.

EXEMPLE DE RAPPORT RELATANT LES CONSTATATIONS, À L'ATTENTION DE [CANDIDAT À LA LICENCE] («LE CLUB»)

Dans le cadre des exigences du Manuel sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs de [bailleur de licence], nous avons été engagés par le Club, conformément aux termes de notre lettre de mission en date du [date], afin de mettre en œuvre certaines procédures relatives aux informations complémentaires ci-jointes, en date du [date].

Les informations complémentaires relèvent de la responsabilité des administrateurs du Club et ont été approuvées par eux. Les administrateurs sont responsables de l'établissement des informations complémentaires et doivent s'assurer que les méthodes comptables et la présentation appliquées aux informations complémentaires sont cohérentes avec celles appliquées lors de l'établissement des états financiers de l'exercice clos le [date] 20XX, et que toute modification a été mise en évidence et son motif précisé.

Notre rapport a été établi uniquement à l'intention du Club, en relation avec sa candidature à une licence de club. Il a été remis au Club et, uniquement à des fins d'information, à [bailleur de licence], sous réserve qu'il ne sera ni copié, ni mentionné, ni publié, en totalité ou en partie (sauf pour les besoins internes du Club et de [bailleur de licence]), sans notre accord préalable écrit.

Notre rapport a été conçu pour satisfaire aux exigences du Club, telles qu'elles ont été convenues. Notre rapport ne devra donc pas être considéré comme propre à être utilisé ou servir de référence à toute partie autre que le Club. Toute partie autre que le Club ayant accès à notre rapport ou à une copie de celui-ci et choisissant de s'y référer (ou à une partie de celui-ci) le fera à ses propres risques. Dans toute la mesure où la loi le permet, nous déclinons toute responsabilité pour notre rapport à l'égard de quiconque autre que le Club.

Nos travaux ont consisté à mettre en œuvre les procédures suivantes:

1. Nous avons comparé le total/les totaux des informations complémentaires aux noms et montants correspondants figurant dans les états financiers annuels.
2. Nous avons vérifié l'exactitude arithmétique des informations complémentaires et comparé le total/les totaux aux descriptions et aux montants correspondants figurant dans la balance auxiliaire.
3. Nous avons obtenu les analyses et informations justificatives établies par les administrateurs et les avons comparées aux informations complémentaires.
4. Nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des administrateurs du Club attestant que les informations contenues dans les informations complémentaires ont été établies sur la base de méthodes comptables et d'une présentation cohérentes avec celles appliquées lors de l'établissement des états financiers de l'exercice clos le [date] 20XX, et que toute modification a été mise en évidence et son motif précisé.

Uniquement sur la base des travaux décrits ci-dessus:

- En ce qui concerne le point 1, la comparaison des montants n'a pas révélé d'erreur.
- En ce qui concerne le point 2, les vérifications de l'addition et du total/des totaux n'ont pas révélé d'anomalies.
- En ce qui concerne le point 3, la comparaison des montants n'a pas révélé d'erreur ou a montré que les rapprochements ont été effectués.
- En ce qui concerne le point 4, nous avons pu vérifier que les déclarations correspondaient aux informations complémentaires que nous avons vérifiées.

[Détaillez les exceptions]

Nos travaux étaient limités aux procédures décrites ci-dessus et ne visaient pas à découvrir des erreurs ou des anomalies que nous considérons comme non significatives. Les procédures que nous avons mises en œuvre ne constituent ni un audit ni un examen limité de quelque nature que ce soit. Si nous avons mis en œuvre des procédures supplémentaires ou réalisé un audit ou un examen limité des informations complémentaires, il est possible que d'autres problèmes eussent pu être décelés dont nous vous aurions fait part. Le présent rapport ne concerne que les informations complémentaires fournies par le Club et ne s'étend pas à l'un quelconque des états financiers du Club, pris dans leur ensemble.

Nous déclinons toute responsabilité pour tout rapport établi antérieurement sur des informations quelconques utilisées en vue d'établir le présent rapport (y compris tout rapport d'audit sur les états financiers ou tout conseil fiscal fourni), au-delà de celle due à ceux auxquels nous destinions ces rapports à la date où ils ont été émis. Cette disposition s'appliquera également à tout rapport (y compris les rapports d'audit et les conseils fiscaux) à émettre dans l'avenir.

(Signature)

Auditeur

[Date du rapport]

Annexe 5 : [Illustratif] Informations financières annuelles: commentaire relatif aux rapports d'audit – contenu et différentes formes d'opinion

Introduction

Ce commentaire explicatif est destiné à aider le lecteur dans la compréhension des éléments essentiels du rapport de l'auditeur et des différents types d'opinion qu'il est susceptible d'émettre en ce qui concerne les états financiers annuels.

Les International Standards on Auditing (ISA) 700 (révisé) «The Independent Auditor's Report on a Complete Set of General Purpose Financial Statements» et ISA 701 «Modifications to the Independent Auditor's Report» donnent des indications supplémentaires.

L'auditeur doit revoir et évaluer les conclusions tirées des éléments probants réunis et servant de fondement à l'expression de son opinion sur les états financiers.

Le rapport d'audit doit exprimer clairement, par écrit, l'opinion de l'auditeur sur les états financiers pris dans leur ensemble. Une mission d'audit des états financiers a pour objectif de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion indiquant si les états financiers ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable applicable.

Éléments essentiels du rapport d'audit

Le rapport d'audit comprend les éléments essentiels suivants, généralement présentés ainsi:

- (a) un intitulé;
- (b) le destinataire;
- (c) un paragraphe d'introduction, y compris:
 - (i) l'identification de l'entité dont les états financiers ont été audités;
 - (ii) l'identification du titre de chacun des états financiers constituant le jeu complet d'états financiers, la référence au résumé des méthodes comptables significatives et à d'autres notes explicatives, ainsi que la date et la période couverte;
- (d) la responsabilité de la direction pour les états financiers;
- (e) la responsabilité de l'auditeur, y compris:
 - (i) référence aux International Standards on Auditing ou aux normes ou pratiques nationales applicables;
 - (ii) description des diligences mises en œuvre par l'auditeur;
- (f) l'opinion de l'auditeur;
- (g) d'autres responsabilités de communication (s'il y a lieu);
- (h) la signature de l'auditeur;
- (i) la date du rapport; et
- (j) l'adresse de l'auditeur.

Paragraphe d'opinion

Le paragraphe d'opinion contenu dans le rapport de l'auditeur doit clairement indiquer le référentiel comptable utilisé pour l'établissement des états financiers (y compris l'identification du pays d'origine du référentiel comptable utilisé lorsqu'il ne s'agit pas des normes IFRS) et exprimer l'opinion de l'auditeur

sur l'image fidèle (ou la présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs) que donnent les états financiers, conformément à ce référentiel comptable et si, le cas échéant, les états financiers ont été établis en conformité avec les obligations légales applicables.

Les expressions «donnent une image fidèle» ou «présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs», utilisées pour exprimer l'opinion de l'auditeur, sont équivalentes. Toutes deux signifient notamment que l'auditeur n'a tenu compte que des éléments qui revêtent un caractère significatif pour les états financiers.

Le rapport d'audit

Le schéma figurant dans l'Annexe VIII résume les différents types d'opinion d'audit et leurs conséquences sur la décision d'octroi de licence.

Opinion sans réserve

Une **opinion sans réserve** doit être exprimée lorsque l'auditeur estime que les états financiers donnent une image fidèle (ou une présentation sincère, dans tous leurs aspects significatifs), conformément au référentiel comptable identifié. Une opinion sans réserve signifie également, implicitement, que tout changement dans les principes comptables ou dans leur mode d'application, et leur incidence, a été correctement évalué et mentionné dans les notes annexes aux états financiers.

Voici un exemple de paragraphe exprimant une opinion sans réserve:

“A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de (ou présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs,) la situation financière de [l'entité présentant les états financiers] au [date] 20XX, ainsi que le résultat de ses opérations et des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux International Financial Reporting Standards (ou [titre du référentiel comptable précisant le pays d'origine]) (et en conformité avec [réglementation ou législation applicable]).”

Rapports modifiés

Un rapport d'audit est considéré comme modifié dans les situations suivantes:

- (a) Questions n'ayant pas d'incidence sur l'opinion de l'auditeur (et, par conséquent, l'opinion de l'auditeur est toujours classée comme «sans réserve»):
 - i. paragraphe d'observation.
- (b) Questions ayant une incidence sur l'opinion de l'auditeur:
 - i. opinion avec réserve,
 - ii. impossibilité d'exprimer une opinion, ou
 - iii. opinion défavorable.

a) Questions n'ayant pas d'incidence sur l'opinion de l'auditeur:

Dans certains cas, le rapport d'audit peut être modifié en ajoutant un paragraphe **d'observation** pour mettre en lumière un élément affectant les états financiers et qui fait l'objet d'une note annexe explicative plus détaillée. L'ajout de ce paragraphe d'observation n'a aucune incidence sur l'opinion de l'auditeur. Il est préférable de l'insérer après l'opinion de l'auditeur et de préciser qu'il ne remet pas en cause l'opinion exprimée.

L'auditeur doit modifier son rapport en ajoutant un paragraphe d'observation afin d'attirer l'attention sur un problème significatif relatif à la continuité d'exploitation.

L'auditeur doit envisager de modifier son rapport en ajoutant un paragraphe d'observation en cas d'incertitude importante (autre qu'un problème concernant l'hypothèse de continuité d'exploitation), dont l'issue dépend d'événements futurs et qui est susceptible d'avoir une incidence sur les états financiers. Une incertitude est une question dont l'issue dépend d'actions ou d'événements futurs qui échappent au contrôle direct de l'entité, mais qui peut avoir une incidence sur les états financiers.

Si une information pertinente est donnée dans les états financiers, l'auditeur doit exprimer une opinion sans réserve mais compléter son rapport par un paragraphe d'observation attirant l'attention sur l'existence d'une incertitude significative relative à l'événement ou la condition faisant peser un doute sur la capacité de l'entité à poursuivre son activité. Voici un exemple d'un tel paragraphe:

«Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur l'information donnée dans la note X aux états financiers qui indique que la société a encouru une perte de [montant] au titre de l'exercice clos le [date] 20XX et qu'à cette date le fonds de roulement est négatif de [montant]. Cette situation, ajoutée aux autres faits décrits dans cette même note, fait peser un doute significatif sur la capacité de la société à poursuivre son activité.»

b) Questions ayant une incidence sur l'opinion de l'auditeur

Il se peut que l'auditeur ne soit pas en mesure d'exprimer une opinion sans réserve lorsqu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont réunies et qu'à son avis elles ont ou peuvent avoir une influence significative sur les états financiers:

- I. limitation de l'étendue des travaux d'audit; ou
- II. désaccord avec la direction concernant le bien-fondé des politiques d'arrêté des comptes retenues, leur mode d'application ou l'adéquation des informations données en annexe aux états financiers.

Les circonstances décrites au point (I) peuvent conduire à une opinion avec réserve ou à l'impossibilité d'exprimer une opinion. Les circonstances évoquées au point (II) peuvent faire l'objet d'une opinion avec réserve ou d'une opinion défavorable.

Circonstances pouvant donner lieu à une opinion autre qu'une opinion sans réserve

- I. Une **limitation de l'étendue** des travaux d'audit est parfois imposée par l'entité. Cette limitation peut être dictée par les circonstances (par exemple, lorsque le calendrier de la mission de l'auditeur ne lui permet pas de contrôler l'inventaire physique des stocks). Elle peut également provenir du fait que l'auditeur estime que les documents comptables de l'entité sont incomplets, ou que l'auditeur n'est pas en mesure de mettre en œuvre une procédure jugée nécessaire. Dans ces circonstances, l'auditeur s'efforcera de mettre en œuvre des procédures alternatives raisonnables, afin de réunir des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer une opinion sans réserve.

Lorsque la limitation de l'étendue des travaux d'audit se traduit par une opinion avec réserve ou l'impossibilité d'exprimer une opinion, le rapport d'audit doit décrire la limitation et indiquer que des redressements éventuels des états financiers auraient pu se révéler nécessaires si la limitation n'avait pas existé.

- II. Il est possible que l'auditeur se trouve en **désaccord avec la direction** sur des sujets tels que le bien-fondé des politiques d'arrêté des comptes retenus, leur mode d'application ou l'adéquation des informations données dans les états financiers. Si ces désaccords revêtent une importance significative pour les états financiers, l'auditeur doit émettre une opinion avec réserve ou une opinion défavorable.

Questions ayant une incidence sur l'opinion de l'auditeur – type d'opinion

- i. Une **opinion avec réserve** doit être exprimée lorsque l'auditeur estime ne pas pouvoir donner une opinion sans réserve, et que cette réserve, portant sur un désaccord avec la direction ou une limitation de l'étendue des travaux d'audit, n'est pas suffisamment importante, ou ne porte pas sur un nombre suffisamment important de rubriques, pour justifier une opinion défavorable ou

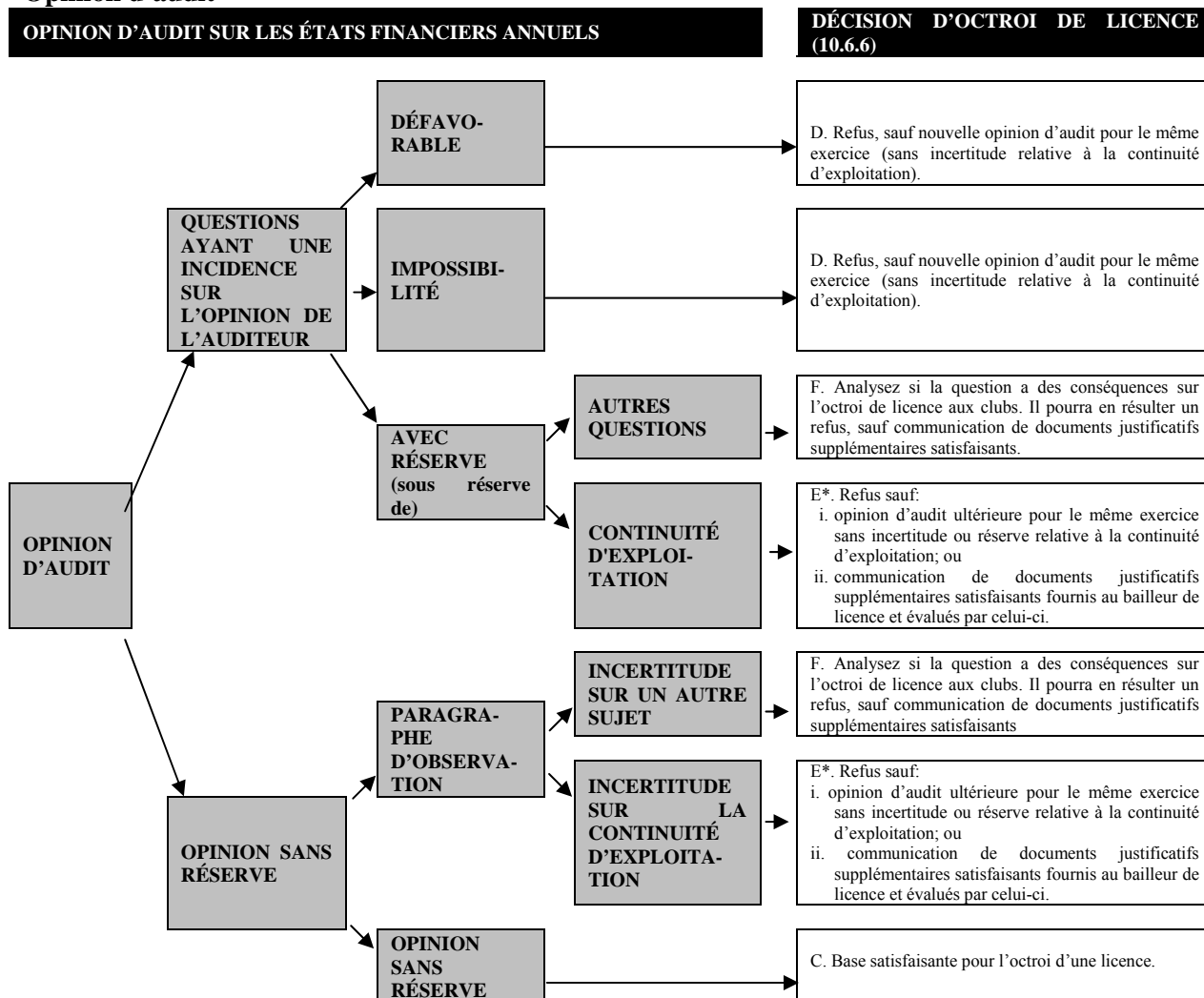
l'impossibilité d'exprimer une opinion. Une opinion avec réserve est traduite par le terme «sous réserve» de l'incidence des questions sur lesquelles porte la réserve.

- ii. Une **impossibilité d'exprimer une opinion** doit être formulée par l'auditeur lorsque la conséquence possible d'une restriction de l'étendue des travaux est si importante ou concerne un nombre si important de rubriques que l'auditeur n'est pas parvenu à obtenir des éléments probants suffisants et adéquats pour pouvoir se prononcer sur les états financiers.
- iii. Une **opinion défavorable** doit être exprimée par l'auditeur lorsque le désaccord est si important ou concerne un nombre si important de rubriques que l'auditeur estime qu'une réserve ne suffirait pas à qualifier la nature incomplète ou trompeuse des états financiers.

Chaque fois que l'auditeur exprime une opinion autre que sans réserve, il doit décrire clairement dans son rapport toutes les raisons substantielles qui la motivent et quantifier, à moins que cela ne soit irréalisable, les incidences possibles sur les états financiers. En général, ces informations figureront dans un paragraphe distinct précédent l'opinion ou celui formulant l'impossibilité d'exprimer une opinion et peuvent renvoyer, si elle existe, à une note plus détaillée de l'annexe aux états financiers.

Annexe 6 : [Illustratif] Informations financières annuelles: résumé schématique des conséquences sur la décision d'octroi de licence des différentes modifications apportées au rapport d'audit

Opinion d'audit



E* = Si le rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels comporte un paragraphe d'observation ou exprime une opinion avec réserve en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence sera considéré comme ayant franchi l'indicateur IND.01 (défini dans la section 10.11.5). Il en résultera que la FLF devra exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies en ce qui concerne le critère F.06 (Informations financières prévisionnelles) et que, dans l'hypothèse où une licence lui a été accordée, le bénéficiaire de la licence devra également respecter le critère F.08 (Obligation d'actualiser les informations financières prévisionnelles).

Autres questions

QUESTION	DÉCISION D'OCTROI DE LICENCE (10.6.6)
ÉTATS FINANCIERS ANNUELS NON SOUMIS	A. Refus
ÉTATS FINANCIERS ANNUELS NON CONFORMES AUX EXIGENCES MINIMALES	B. Refus
ERREURS ET/OU EXCEPTIONS DANS LE RAPPORT SUR LES PCO	G. Refus éventuel

Annexe 7 : [Illustratif] Informations financières intermédiaires: commentaire sur la comptabilisation et l'évaluation

Comme décrit dans la section 10.1, les informations financières historiques peuvent continuer d'être établis sur la base des pratiques comptables nationales. Bien que ce manuel ne précise pas la base de la comptabilisation et de l'évaluation des transactions et autres événements dans les états financiers intermédiaires, la présente Annexe a pour objet de fournir à ce sujet quelques indications s'appuyant sur l'International Accounting Standard 34 «Interim Financial Reporting» (IAS 34).

Pour de plus amples informations et directives, veuillez vous reporter aux pratiques comptables nationales applicables ou à la version complète de la norme IAS 34.

Pour les clubs de football dont l'exercice s'achève en été (par exemple, le 30 juin), l'information financière intermédiaire sera établie en milieu de saison, généralement entre novembre et janvier. Il en résulte, en particulier, le problème du traitement à appliquer, dans les états financiers intermédiaires, aux produits et charges:

- reçus ou payés pour l'ensemble de la saison; ou
- qui dépendent d'un résultat (encore incertain au stade intermédiaire).

Pour décider comment comptabiliser, évaluer, classer ou fournir une information relative à un élément pour les besoins de l'information financière intermédiaire, la matérialité doit s'apprécier par rapport aux données financières de la période intermédiaire. Pour apprécier la matérialité, il faut tenir compte du fait que les évaluations intermédiaires peuvent reposer sur des estimations dans une plus large mesure que les évaluations de données financières annuelles faites à la date de clôture statutaire.

Cette Annexe a été rédigée en termes généraux et ne peut donc servir de référence pour couvrir des situations spécifiques. L'application des principes décrits dépendra des circonstances de chaque cas particulier.

Produits

Les revenus perçus de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle pendant un exercice ne doivent être ni anticipés ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer lorsque les mêmes circonstances existent à la fin de l'exercice complet du club.

L'application de ce principe à certains flux de recettes importants pour les clubs de football est illustrée par les exemples résumés ci-dessous:

Recettes de la billetterie

Les recettes provenant des compétitions et les autres recettes devront être comptabilisées au moment où elles sont générées par chaque match individuel. Les ventes d'abonnements de saison devront être comptabilisées au prorata des matches joués à la date de l'information financière intermédiaire.

Sponsoring et publicité

Les recettes de base devront être comptabilisées conformément à la politique du club en matière de comptabilisation des produits. Lorsque des montants contractuels sont payés annuellement, les produits pourront être comptabilisés au prorata de la partie de la saison ou de l'exercice déjà écoulée.

Les récompenses liées à la performance ne devront pas être anticipées.

Les recettes des compétitions de l'UEFA devront être comptabilisées pour la partie appropriée du montant minimum que le club est contractuellement assuré de percevoir (la performance ne devra pas être anticipée). Lorsqu'un club a été éliminé d'une compétition de l'UEFA avant la date de clôture de la période intermédiaire, l'ensemble des produits que le club est contractuellement assuré de percevoir dans le cadre de cette compétition devra être comptabilisé au titre de la période intermédiaire. Lorsqu'un club n'a pas été éliminé d'une compétition de l'UEFA à la date de clôture de la période intermédiaire, seule la partie appropriée du montant minimum que le club est contractuellement assuré de percevoir devra être comptabilisée.

Affaires commerciales

Les recettes provenant d'événements ou de matches spécifiques devront être comptabilisées à la date où l'événement ou le match a lieu. Les recettes relatives à l'ensemble de la saison devront être comptabilisées au prorata du nombre de matches joués à la date intermédiaire.

Les ventes de merchandising devront être comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont acquises.

Coûts

Les coûts qu'un club encourt de façon irrégulière durant l'exercice doivent être anticipés (constatés d'avance) ou différés (payés d'avance ou reportés) pour les besoins de l'information intermédiaire si, et seulement si, il s'avère également approprié d'anticiper ou de différer ce type de coûts à la fin de l'exercice.

Les salaires de base des joueurs, les primes non éventuelles (effectivement payables à certaines échéances), les dépenses relatives aux jours de match et les salaires des autres personnels devront être comptabilisés lorsqu'ils sont encourus.

Les primes à la signature du contrat payées aux joueurs devront être inscrites en charges au compte de résultat sur toute la durée du contrat de chaque joueur et non sur la base d'une «comptabilité de caisse». Si celles-ci sont payées d'avance annuellement, un paiement d'avance sera comptabilisé à la date intermédiaire.

Les primes de fidélité devront être comptabilisées sur une base proportionnelle lorsqu'elles ne sont pas éventuelles. Si les primes de fidélité sont éventuelles, elles ne devront pas être anticipées.

Les primes éventuelles (par exemple, les primes relatives à la qualification pour une compétition européenne) ne devront pas être anticipées, à moins que l'éventualité ne se soit déjà réalisée. Si l'éventualité s'est réalisée, la totalité du montant devra être inscrite en charges.

Annexe 8 : [Illustratif] Informations financières intermédiaires: commentaire sur certaines notes explicatives spécifiques

Outre les informations correspondant aux exigences minimales, mentionnées à la section 10.7.4, l'entité présentant les états financiers devrait fournir, à titre de bonne pratique, les informations suivantes dans les notes annexes à ses états financiers intermédiaires, si elles sont significatives et ne figurent par ailleurs dans son rapport financier intermédiaire.

Les événements ou transactions ayant une importance significative pour la compréhension de la période intermédiaire en cours peuvent comprendre:

- des commentaires expliquant le caractère saisonnier ou cyclique des activités de la période intermédiaire;
- la nature et le montant des éléments inhabituels du fait de leur nature, de leur importance ou de leur incidence, affectant les actifs, les passifs, les capitaux propres, le résultat net ou les flux de trésorerie;
- la nature et le montant des changements d'estimations de montants présentés lors des précédentes périodes intermédiaires de l'exercice ou des changements d'estimations de montants présentés lors d'exercices antérieurs, si ces changements ont un effet significatif sur la période intermédiaire;
- les émissions, rachats et remboursements de titres d'emprunt et de capitaux propres;
- les dividendes payés (dividende total ou par action) en distinguant ceux versés au titre des actions ordinaires de ceux versés au titre des autres actions;
- les événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire qui ne sont pas traduits dans les états financiers de la période intermédiaire;
- l'effet des changements qui ont affecté la composition de l'entreprise au cours de la période intermédiaire, notamment les regroupements d'entreprises, l'acquisition ou la cession de filiales et de participations, les restructurations et les abandons d'activités; et
- les changements ayant affecté les passifs éventuels ou les actifs éventuels depuis la dernière date de clôture annuelle.

Des exemples de modèles d'informations à fournir, à titre de bonne pratique, sont donnés ci-dessous:

- la comptabilisation d'une dépréciation des inscriptions de joueurs, des immobilisations corporelles ou d'autres actifs, et la reprise de cette dépréciation;
- la reprise de toute provision pour restructuration;
- les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles;
- les engagements d'achat d'immobilisations corporelles;
- la dépréciation des stocks pour les ramener à leur valeur nette de réalisation et la reprise de cette dépréciation;
- les règlements de litiges significatifs;
- les corrections d'erreurs relatives à des périodes précédentes telles que des erreurs fondamentales contenues dans les données financières antérieurement communiquées;
- toute défaillance ou tout manquement à une clause d'un contrat de prêt auquel il n'aurait pas été remédié à la date de clôture ou ultérieurement; et une note indiquant si une correction ultérieure y a été apportée; et
- les transactions entre parties liées.

Annexe 9 : [Illustratif] Informations financières intermédiaires: exemple de rapport d'examen limité sans réserve pouvant être rédigé à l'issue d'une mission d'examen limité d'états financiers intermédiaires

L'auditeur devra déterminer les procédures à mettre en œuvre pour réaliser l'examen limité des états financiers intermédiaires, en tenant compte:

- (i) des exigences de l'International Standard on Review Engagements 2410, «Review of Interim Financial Information Performed by the Independent Auditor of the Entity»; ou
- (ii) des normes ou pratiques nationales applicables à l'examen limité des informations financières intermédiaires si celles-ci respectent, au minimum, les exigences de l'ISRE 2410.

Si la mission d'exécuter un examen limité des informations financières intermédiaires est confiée à un auditeur qui n'est pas l'auditeur de l'entité, l'examen limité doit être effectué en conformité avec la norme ISRE 2400, «Engagements to Review Financial Statements».

Il est recommandé que, dans le cadre de l'élaboration de son Manuel national sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs, chaque bailleur de licence établisse, en accord avec l'ordre des experts-comptables (ou un organisme équivalent) de son pays, un modèle de rapport d'examen limité, relatif aux états financiers intermédiaires.

L'exemple de modèle de rapport d'examen limité sans réserve figurant ci-dessous devra être ajusté à la situation de chaque territoire.

EXEMPLE DE RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ À L'ATTENTION DE [CANDIDAT À LA LICENCE]

Conformément aux termes de notre lettre de mission datée du [date], nous avons procédé à l'examen limité des informations financières ci-jointes de [candidat à la licence] pour les [six] mois clos le [date] 20XX, à savoir le compte de résultat, le bilan, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes numérotées 1 à [numéro]. La préparation et l'image fidèle de ces informations financières intermédiaires, conformément au [référentiel comptable identifié, précisant le pays d'origine du référentiel comptable utilisé lorsque ce référentiel est autre que les normes IFRS], relèvent de la responsabilité de la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une conclusion sur ces informations financières intermédiaires sur la base de notre examen limité.

Ce rapport a été établi uniquement à l'intention de [candidat à la licence], en relation avec le rapport financier intermédiaire. Notre travail a été effectué afin que nous puissions informer [candidat à la licence] des questions relevant d'un rapport d'examen limité indépendant, et à aucune autre fin. Notre rapport a été remis à [candidat à la licence] et à la FLF, sous réserve qu'il ne sera ni copié, ni mentionné, ni publié, en totalité ou en partie (sauf pour les besoins internes de [candidat à la licence] et de la FLF), sans notre accord préalable écrit. Dans toute la mesure où la loi le permet, nous déclinons toute responsabilité à l'égard de quiconque autre que [candidat à la licence] pour notre travail d'examen limité, pour le présent rapport ou pour les conclusions que nous avons formulées.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon l'International Standard on Review Engagements 2410, «Review of Interim Financial Information Performed by the Independent Auditor of the Entity» [ou référez-vous aux normes ou pratiques comptables nationales applicables]. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance modérée que les états financiers ne présentent pas d'anomalies significatives. Un examen limité des informations financières intermédiaires consiste à adresser des demandes d'informations, essentiellement aux personnes responsables des questions financières et comptables, et à appliquer des procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen. Les diligences mises en œuvre lors d'un examen limité sont considérablement moins étendues que celles requises pour un audit effectué en conformité avec les International Standards on Auditing et ne nous permettent donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir eu connaissance de tous les faits importants susceptibles d'être identifiés lors d'un audit. Par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits nous conduisant à considérer que les états financiers intermédiaires ci-joints ne donnent pas une image fidèle de [ou «ne présentent pas sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs,»] la situation financière de [candidat à la licence] au [date] 20XX, sa performance financière et ses flux de trésorerie pour la période de [six] mois close à cette date, conformément au [référentiel comptable identifié, précisant le pays d'origine du référentiel comptable utilisé lorsque ce référentiel est autre que les normes IFRS].

(Signature)

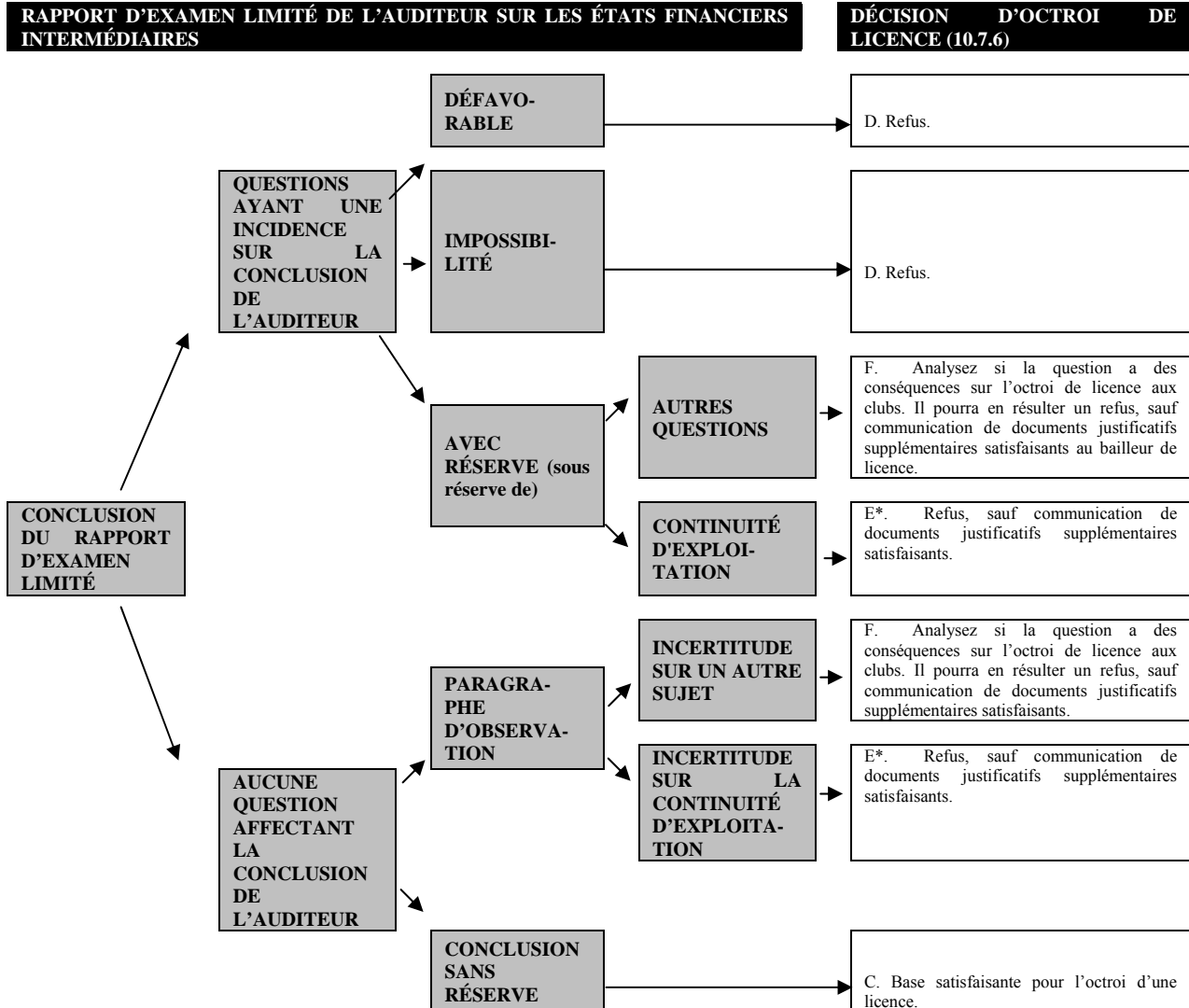
Auditeur

[Date du rapport]

[Adresse]

Annexe 10 : [Illustratif] Informations financières intermédiaires: résumé schématique des décisions d'octroi de licence

Rapport d'examen limité



E* = Si le rapport d'examen limité de l'auditeur sur les états financiers intermédiaires est accompagné d'un paragraphe d'observation ou exprime une réserve en ce qui concerne la capacité à poursuivre l'exploitation, le candidat à la licence/bénéficiaire de la licence sera considéré comme ayant franchi l'indicateur IND.02 (défini dans la section 10.11.5.). Il en résultera que le bailleur de licence devra exécuter des procédures d'évaluation plus approfondies en ce qui concerne le critère F.06 (Informations financières prévisionnelles) et que, dans l'hypothèse où une licence lui a été accordée, le bénéficiaire de la licence devra également respecter le critère F.08 (Obligation d'actualiser les informations financières prévisionnelles).

Autres questions

QUESTION	DÉCISION D'OCTROI DE LICENCE (10.7.6)
ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON SOUMIS	A. Refus
ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON CONFORMES AUX EXIGENCES MINIMALES	B. Refus

Annexe 11 : [Obligatoire] Informations relatives aux dettes à payer au personnel: lettre type de confirmation par les employés

Nom de l'employé
Adresse de l'employé
Lieu, date

Dans le cadre de l'octroi d'une licence pour la saison 20YY/ZZ, nous vous prions de confirmer à nos auditeurs qu'en notre qualité d'employeur nous vous avons payé, à la date de cette lettre [ou si la date de la lettre est postérieure au 31 mars, au 31 mars 20YY au plus tard], l'intégralité des sommes dues au 31 décembre 20XX au titre de nos obligations contractuelles découlant de votre/vos contrat(s). Si vous êtes en désaccord avec ce qui précède, veuillez informer nos auditeurs des montants non payés, conformément aux termes de l'accord contractuel et du/des contrat(s) s'y rapportant. Nous vous prions de signer le bordereau ci-joint et de le retourner dans l'enveloppe qui l'accompagne, directement à:

[Nom de l'auditeur du candidat à la licence]
A l'attention de M./Mme.....
Adresse

Merci de retourner le bordereau à nos auditeurs, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le [date].

Veuillez agréer nos salutations les meilleures.

[Nom, fonction]
Au nom de [candidat à la licence]

Objet: Confirmation du paiement dans les délais des sommes dues par [candidat à la licence]

- ☐ Je confirme que [nom du candidat à la licence] a payé l'intégralité des sommes dues au 31 décembre 20XX au titre de ses obligations contractuelles.
- ☐ Je ne peux pas confirmer qu'à la date de cette lettre le candidat à la licence a payé l'intégralité des sommes dues au 31 décembre 20XX au titre de ses obligations contractuelles.

Les sommes suivantes, dues au titre d'obligations contractuelles, n'ont pas été payées dans les délais:

Description du contrat	Date du contrat	Montant EUR	Date d'échéance selon contrat	Date de paiement effectif

[Signature]
[Nom, fonction]
[Date]

Annexe 12 : [Illustratif] Exemple de lettre d'affirmation de la direction au bailleur de licence

Conformément à la section 10.10 du Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs, chaque club est tenu de fournir une lettre d'affirmation, préalablement à la décision d'octroi de licence.

L'exemple ci-dessous est celui d'une lettre d'affirmation de la direction concernant les exigences relatives au critère F.05.

(A rédiger sur papier à en-tête du candidat à la licence)

(A l'attention du bailleur de licence)

(Date)

Dans le cadre de notre demande d'octroi de licence pour la saison 20YY/ZZ, nous confirmons, au mieux de nos connaissances et en toute bonne foi, que, depuis la date de clôture des précédents états financiers annuels audités [ou des états financiers intermédiaires soumis à un examen limité, si des états financiers intermédiaires ont été fournis], au [indiquer la date de clôture correspondante]:

[soit*]

Aucun événement ni condition de grande importance économique n'est survenu.

[soit*]

à l'exception de celui/ceux décrit(s) ci-dessous, aucun événement ni condition de grande importance économique n'est survenu.

- [Description de la nature de l'événement ou de la condition et estimation de son effet financier, ou indication des raisons pour lesquelles cette estimation ne peut être faite.]

.....(Signature)

.....(Nom, fonction)

Au nom de [candidat à la licence]

*effacez ce qui convient

Annexe 13 : [Illustratif] Informations financières prévisionnelles: observations sur leur préparation

Cette Annexe contient des observations supplémentaires sur les principes fondamentaux de la préparation et de la présentation des informations financières prévisionnelles («IFP»).

En général, la direction des clubs (et des entreprises, d'une manière générale) est moins habituée à la préparation et à la présentation d'IFP qu'à celles d'informations financières historiques. Il existe relativement peu de directives en matière de préparation d'informations financières prévisionnelles, par rapport à celles disponibles dans le domaine des informations financières historiques.

De par leur nature, les IFP sont orientées vers l'avenir et basées sur des appréciations et des hypothèses.

Objet des IFP

Dans les grandes lignes, les informations financières prévisionnelles peuvent être réparties en deux catégories principales, l'une ayant une fonction interne, l'autre une fonction externe. Au plan interne, les informations financières prévisionnelles aident la direction à convertir ses plans et aspirations en informations qui permettent d'étayer la prise de décisions, qui sont aisément compréhensibles par les personnes travaillant au sein de l'entité et qui représentent un instrument de gestion servant à mesurer les résultats ultérieurs. Au plan externe, les informations financières prévisionnelles constituent également un moyen aidant le bailleur de licence à comprendre les conséquences financières des plans de l'entité.

Principes à respecter pour que les IFP soient utiles

Pour avoir une utilité, les IFP doivent être

- compréhensibles;
- pertinentes;
- fiables; et
- comparables.

Les IFP sont **compréhensibles** lorsque l'utilisateur dispose d'informations suffisantes pour être capable d'émettre des jugements quant aux incertitudes qui leur sont associées. Les informations fournies devront donc tenir compte:

- des sources d'incertitude;
- des hypothèses retenues quant aux événements futurs et à d'autres incertitudes;
- des facteurs ayant une influence déterminante sur la réalisation des hypothèses;
- des autres issues possibles résultant de la non-réalisation des hypothèses.

Pour être **pertinentes**, les IFP doivent:

- avoir la capacité d'influencer les décisions du bailleur de licence; et
- avoir une valeur de prédiction ou – en contribuant à confirmer ou à corriger les évaluations et les appréciations passées – une valeur de confirmation.

Pour être **fiables**, les IFP doivent représenter fidèlement les stratégies, plans et analyses de risques basés sur des faits. Les informations sont fiables si:

- La FLF peut s'y fier comme donnant une image fidèle de ce qu'elles sont censées présenter ou de ce que l'on pourrait s'attendre raisonnablement à les voir présenter;
- elles sont neutres parce qu'exemptes de toute distorsion délibérée ou systématique ayant pour but d'influencer une décision ou un jugement afin de parvenir à un résultat prédéterminé;
- elles sont exemptes de toute erreur significative;

- elles sont complètes dans tous leurs aspects significatifs (à savoir les stratégies, plans et risques significatifs); et
- elles sont prudentes en ce sens qu'un certain degré de circonspection est de mise lors de la formulation d'hypothèses et d'appréciations dans des situations incertaines.

Pour satisfaire aux principes ci-dessus, il n'est pas indispensable que les IFP n'envisagent qu'une seule issue. L'image fidèle des IFP relatives à un club peut également se baser sur des solutions alternatives. Refléter l'analyse des affaires d'une manière qui soit exempte d'erreurs significatives équivaut à traduire cette analyse (ainsi que les risques et les incertitudes y afférents) avec exactitude. Cela n'implique pas que le résultat effectif ne puisse s'écarter de manière substantielle de l'analyse des affaires présentée dans les IFP. Plus précisément, dire d'une prévision qu'elle est exempte d'erreur significative n'implique pas qu'elle se réalisera.

Pour être **comparables**, les IFP doivent pouvoir être validées a posteriori, par comparaison avec les résultats effectifs présentés sous forme d'informations financières historiques à l'issue de la période budgétée. Les informations financières sont comparables si:

- elles peuvent être comparées à des informations similaires portant sur d'autres périodes, de telle manière que les similarités et les différences puissent être identifiées;
- elles traduisent la cohérence de la préparation et de la présentation (bien que les améliorations dans les pratiques doivent être mises en évidence); et
- elles sont étayées par la présentation des méthodes comptables utilisées dans leur préparation.

Principes applicables à la préparation des IFP

Il est de la responsabilité de la direction du club de préparer et d'approuver les IFP. La direction devra établir un processus formel de préparation des IFP, y compris un plan, un calendrier et un descriptif des responsabilités. Ce processus formel devra spécifier l'étendue et le contenu des IFP proposées et être conçu de manière à rassembler les informations appropriées en vue de leur intégration dans les IFP. Les personnes concernées devront comprendre les exigences des IFP projetées ainsi que les principes applicables à leur préparation et à leur publication.

Contenu minimal des IFP

Le contenu minimal des IFP exigé en matière d'octroi de licence aux clubs est spécifié dans la section 10.11.4 et correspond aux postes requis dans le cadre des exigences minimales d'information pour la partie historique du chapitre, décrites dans la section 10.6.4.

Les IFP seront préparées sur la base de méthodes comptables identiques à celles utilisées pour les états financiers annuels audités, sauf si une modification est intervenue dans les méthodes comptables depuis la publication des états financiers annuels audités. De telles modifications seront signalées sous forme d'exceptions dans les IFP soumises au bailleur de licence. Des notes explicatives et une liste de l'ensemble des hypothèses et risques seront fournies lorsqu'elles sont nécessaires à la compréhension des IFP.

Annexe 14 : [Illustratif] Modèle d'informations financières prévisionnelles

Introduction

Ce modèle d'informations financières prévisionnelles présente les informations types que chaque club doit fournir pour satisfaire aux exigences minimales du critère F.06. Il ne s'agit que d'un exemple.

L'exemple choisi pour illustrer le propos est basé sur les hypothèses suivantes: la date de clôture de l'exercice comptable du club est le 30 juin 2007; les états financiers intermédiaires ont été établis pour la période semestrielle s'achevant le 31 décembre 2007; la date de soumission fixée par le bailleur de licence pour la saison 2008/09 soumise à la licence est le 31 mars 2008; la période couverte par les informations financières prévisionnelles est la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2009 (les dates intermédiaires étant le 30 juin 2008 et le 31 décembre 2008). Dans cet exemple, les tableaux financiers ne comportent pas de chiffres.

Méthodes comptables

Les informations financières prévisionnelles seront établies selon les mêmes méthodes comptables que les états financiers annuels, sous réserve des changements de méthodes comptables intervenues après la date des derniers états financiers, lesquels s'appliqueront aux prochains états financiers annuels. Dans ce cas, il conviendra de fournir des détails au sujet de ces changements.

Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie illustre les informations normalement fournies par un club utilisant la méthode directe. Le tableau des flux de trésorerie pourra également être présenté selon la méthode indirecte.

Le tableau des flux de trésorerie devra présenter des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires si une telle présentation est pertinente pour comprendre la performance du club. Lorsque des entrées et sorties de trésorerie sont significatives, leur nature et leur montant seront indiqués séparément.

Hypothèses

Une liste des principales hypothèses retenues par la direction pour la préparation des informations financières prévisionnelles devra être incluse. Le modèle d'informations financières prévisionnelles comprend quelques exemples. Cette liste n'est pas exhaustive et des hypothèses supplémentaires devront être fournies si elles apportent une clarification ou si leur omission devait rendre les informations financières prévisionnelles trompeuses.

[Nom du candidat à la licence]

Informations financières prévisionnelles couvrant la période de 18 mois s'achevant le 30 juin 2009 pour [nom du candidat à la licence]

Déclarations de la direction

Les administrateurs sont responsables des informations financières prévisionnelles.

Les informations financières prévisionnelles contenues dans le présent document ont été préparées sur une base cohérente avec les états financiers annuels audités de [candidat à la licence] pour l'exercice clos le 30 juin 2007.

Les administrateurs confirment que le compte de résultat ainsi que le tableau des flux de trésorerie budgétés ont été établis avec soin et après mûre réflexion, conformément aux hypothèses spécifiées dans le présent document.

Les administrateurs confirment qu'ils n'ont connaissance d'aucun facteur pertinent qui n'aurait pas été pris en compte dans les informations financières prévisionnelles contenues dans le présent document. Ils confirment par ailleurs qu'à leur avis les hypothèses retenues ne sont pas déraisonnables.

Les administrateurs estiment que le compte de résultat et les flux de trésorerie budgétés sont réalisables, bien qu'ils restent soumis à l'influence favorable ou défavorable d'événements imprévisibles et incontrôlables.

Les administrateurs n'ont connaissance d'aucune éventualité significative non prise en compte qui devrait être incluse ou présentée dans les informations financières prévisionnelles.

.....(Directeur général)

.....(Date)

Au nom de [candidat à la licence]

Compte de résultat budgété [modèle]

Pour les 18 mois arrêtés au 30 juin 2009

	Etat actuel 12 mois 01/07/06 - 30/06/07	Budget 12 mois 01/07/07 - 30/06/08					Budget 12 mois 01/07/08 - 30/06/09				
		Etat actuel	Etat actuel	Budget	Budget	Total	Budget	Budget	Budget	Budget	Total
		3 mois	3 mois	3 mois	3 mois	12 mois	3 mois	3 mois	3 mois	3 mois	12 mois
		01/07/07	01/10/07	01/01/08	01/04/08	01/07/07	01/07/08	01/10/08	01/01/09	01/04/09	01/07/08
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		30/09/07	31/12/07	31/03/08	30/06/08	30/06/08	30/09/08	31/12/08	31/03/08	30/06/09	30/06/09
Produits des activités ordinaires											
Recettes de la billetterie											
Sponsoring et publicité											
Droits de diffusion											
Affaires commerciales											
Autres produits d'exploitation											
Charges											
Coûts des matériaux											
Avantages du personnel											
Dotations aux amortissements											
Dépréciation des immobilisations											
Autres charges d'exploitation											
Résultat opérationnel											
Profit/perte résultant de la sortie											
Charges financières											
Charges d'impôt											
Profit ou perte après impôts											
Total des cap. propres reportés de la période ant.											
Total des cap. propres reportés à la période suiv.											

Tableau des flux de trésorerie budgété [modèle]														
Pour les 18 mois arrêtés au 30 juin 2009														
	Etat actuel 12 mois 01/07/06 - 30/06/07	Budget 12 mois 01/07/07 - 30/06/08					Budget 12 mois 01/07/08 to 30/06/09							
		Etat actuel 3 mois 01/07/07	Etat actuel 3 mois 01/10/07	Budget 3 mois 01/01/08	Budget 3 mois 01/04/08	Total 12 mois 01/07/07	Budget 3 mois 01/07/08	Budget 3 mois 01/10/08	Budget 3 mois 01/01/09	Budget 3 mois 01/04/09	Total 12 mois 01/07/08			
		30/09/07	31/12/07	31/03/08	30/06/08	30/06/08	30/09/08	31/12/08	31/03/09	30/06/09	30/06/09			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles														
Entrées de trésorerie														
Entrées de trésorerie provenant des recettes de la billetterie														
Entrées de trésorerie provenant du sponsoring et de la														
Entrées de trésorerie provenant des droits de diffusion														
Entrées de trésorerie provenant des affaires commerciales														
Entrées de trésorerie provenant des activités opérationnelles														
Sorties de trés. envers des fournisseurs de biens et services														
Sorties de trésorerie envers les membres du personnel ou pour leur compte														
Sorties de trésorerie liées à d'autres charges opérationnelles														
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités opérationnelles														
Impôts														
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement														
Entrées de trés. découlant de la vente d'immobilis. corporelles														
Sorties de trés. effectuées pour l'acquis. d'immobilis. corporelles														
Entrées de trés. découlant de la vente d'inscriptions de joueurs														
Sorties de trés. effectuées pour l'acquis. d'inscriptions de joueurs														
Entrées de trés. découlant de la vente d'autres actifs à long terme														
Sorties de trés. effect. pour l'acquis. d'autres actifs à long terme														
Entrées de trés. découlant de la vente d'instruments financiers														
Sorties de trés. effect. pour l'acquis. de nouv. instrum. financiers														
Entrées de trésorerie liées au remboursement de prêts par des institutions non financières														
Sorties de trésorerie liées au remboursement d'emprunts à des institutions non financières														
Entrées/sorties de trésorerie provenant des activités d'investissement														
Flux de trésorerie provenant des activités de financement														
Entrées de trés. prov. de l'émission d'emprunts à c. ou l. terme														
Sorties de trés. liées au remboursement de montants empruntés														
Entrées de trésorerie provenant d'une augmentation de capital														
Entrées/sorties de trés. prov. des activités de financement														
Augmentation/diminution nette de trésorerie														

Exemples d'hypothèses retenues lors de la préparation du budget pour la période allant jusqu'au 30 juin 2009

Remarque: le tableau ci-dessous propose une sélection d'hypothèses types que le club pourra fournir à la FLF, conformément au critère F.06. Dans la liste figurant ci-dessous, un échantillon d'hypothèses a été illustré de manière plus détaillée, par une description narrative et chiffrée.

Le tableau ci-dessous ne prétend pas être une liste de contrôle exhaustive. Les hypothèses types ne sont pas toutes accompagnées d'exemples. De même, un club ne sera pas tenu de fournir des informations sur toutes les hypothèses énumérées ci-dessous. Tout club devra présenter l'ensemble des hypothèses nécessaires à la bonne compréhension des informations financières prévisionnelles qu'il fournit, qu'elles soient ou non mentionnées sur la liste ci-dessous ou illustrées à titre d'exemple dans cette Annexe.

	Etat actuel 12 mois 01/07/06 - 30/06/07	Budget 12 mois 01/07/07 - 30/06/08	Budget 12 mois 01/07/08 - 30/06/09
Performance sur le terrain			
Classement en championnat national	5 ^{ème}	8 ^{ème}	8 ^{ème}
Passage en coupe nationale 1 (nombre de matches à domicile/à l'extérieur)	Passage en demi-finale – 2 matches à domicile et 2 matches à l'extérieur	Passage en quart de finale – 1 match à domicile et 2 matches à l'extérieur	Passage en quart de finale – 1 match à domicile et 2 matches à l'extérieur
Passage en compétition UEFA (nombre de matches à domicile/à l'extérieur)			
Produits			
Abonnements (volume et rendement moyen)	5000 abonnements vendus au prix moyen de €250	5500 abonnements vendus au prix moyen de €260	6000 abonnements vendus au prix moyen de €275
Billets pour les matches/entrées le jour même – rendement moyen	2500 spectateurs/billets pour les matches au prix moyen de €10	3000 spectateurs/billets pour les matches au prix moyen de €11	3000 spectateurs/billets pour les matches au prix moyen de €12
Spectateurs aux matches à domicile - ligue			
Spectateurs aux matches à domicile – coupes 1 et 2			
Spectateurs aux matches à domicile – compétition UEFA			
Ventes aux sociétés – montant par match			
Nourriture et boissons – montant par match			
Ventes de produits dérivés – nombre de répliques de maillot vendues			

Exemples d'hypothèses retenues lors de la préparation du budget pour la période allant jusqu'au 30 juin 2009 (suite)

	Etat actuel 12 mois 01/07/06 - 30/06/07	Budget 12 mois 01/07/07 - 30/06/08	Budget 12 mois 01/07/08 - 30/06/09
Produits (suite)			
Recettes commerciales – sponsoring et autres			
Recettes provenant d'entités du football – montants et échéances			
Autres flux de recettes			
Charges			
Avantages du personnel – joueurs, autres employés, coûts fiscaux/sociaux associés	Total des rémunérations et salaires de l'exercice de €10 millions	Total des rémunérations et salaires de l'exercice de €12 millions	Total des rémunérations et salaires de l'exercice de €14 millions
Augmentation pour inflation – rémunérations et autres charges	Coût des rémunérations et salaires à augmenter de 5% par rapport à l'exercice précédent; autres charges à augmenter de 3%	Coût des rémunérations et salaires augmentés de 3% par rapport à l'exercice précédent; autres charges augmentées de 3%	Coût des rémunérations et salaires augmentés de 3% par rapport à l'exercice précédent; autres charges augmentées de 2%
Taux d'amortissement			
Amortissement des immobilisations incorporelles			
Charges d'intérêts			
Négociation de joueurs			
Acquisitions de nouveaux joueurs – montant et échéances	3 joueurs acquis pour un montant total de €2 millions (50% payés au 30/06/07; solde à payer au 31/01/08)	2 joueurs acquis pour un montant total de €5 millions (50% payés au 30/06/08; solde à payer au 31/01/09)	Aucune acquisition de joueur
Ventes de joueurs – montant et échéances des recettes			
Dettes de transfert – montant et échéances			
Fonds de roulement			
Créanciers – échéances des paiements	Jours créanciers moyens sur 45	Jours créanciers moyens sur 45	Jours créanciers moyens sur 45
Débiteurs – échéances des entrées			
Dépenses d'investissement			
Dépenses en immobilisations corporelles – montant et échéances	Total des dépenses d'investissement de l'exercice de €1 million	Total des dépenses d'investissement de l'exercice de €1 million	Aucune dépense d'investissement budgétée
Financement			
Remboursement des prêts – montant et échéances			
Nouveau financement – source, montant et échéances			

Annexe 15 : [Illustratif] Indicateurs: directives concernant l'interprétation de l'indicateur IND.02 relatif à l'actif/au passif net

Cette Annexe présente quelques exemples destinés à illustrer les situations dans lesquelles l'indicateur IND.02 a été ou non franchi. Pour les besoins de la démonstration, on supposera que la date de clôture statutaire du club est le 31 décembre 2007.

Exemple 1

L'exemple 1 ci-dessous présente le bilan extrait des états financiers annuels audités d'un club.

Le bilan illustre une situation dans laquelle le club disposait d'un actif net à la date de clôture statutaire précédente (c.-à-d. le 31 décembre 2006), mais était confronté à un passif net à la fin de l'exercice suivant (31 décembre 2007). Par conséquent, le passif net s'est détérioré et l'indicateur IND.02 **a été franchi**.

Modèle de bilan au 31 décembre 2007

	31 décembre 2007 EUR	31 décembre 2006 EUR
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0
Créances à recevoir résultant de transferts de joueurs	50	70
Créances à recevoir d'entités du groupe et d'autres parties liées	40	60
Créances à recevoir - autres	10	20
Stocks	0	0
	<u>100</u>	<u>150</u>
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	90	100
Immobilisations incorporelles – joueurs	60	100
Immobilisations incorporelles – autres	0	0
Immobilisations financières	0	0
	<u>150</u>	<u>200</u>
Total de l'actif	<u>250</u>	<u>350</u>
Passifs courants		
Emprunts bancaires et dettes financières	(20)	(10)
Dettes à payer résultant de transferts de joueurs	(50)	(40)
Dettes à payer à des entités du groupe et à d'autres parties liées	0	0
Dettes à payer - autres	(110)	(80)
Passifs d'impôts	(20)	(20)
Provisions à court terme	0	0
	<u>(200)</u>	<u>(150)</u>
Passifs non courants		
Emprunts bancaires et autres emprunts	(10)	0
Autres passifs à long terme	(20)	(20)
Passifs d'impôts	(30)	(20)
Provisions à long terme	(40)	(10)
	<u>(100)</u>	<u>(50)</u>
Total du passif	<u>(300)</u>	<u>(200)</u>
Actif/(passif) net	<u>(50)</u>	<u>150</u>
Capitaux propres		
Capital émis et réserves	(50)	150
Total des capitaux propres	<u>(50)</u>	<u>150</u>

Exemple 2

Extrait du bilan au 31 décembre 2007

	31 décembre 2007 EUR	31 décembre 2006 EUR
Actif/(passif) net	<u>(150)</u>	<u>(100)</u>
Capitaux propres		
Capital émis et réserves	<u>(150)</u>	<u>(100)</u>
Total des capitaux propres	<u>(150)</u>	<u>(100)</u>

Dans l'exemple 2, le club est confronté à un passif net à la fois à la date de clôture actuelle et à la date de clôture statutaire comparative. Dans la mesure où le passif net au 30 juin 2007 s'est détérioré par rapport à celui au 30 juin 2006, l'indicateur IND.02 **a été franchi**.

Exemple 3

Extrait du bilan au 31 décembre 2007

	31 décembre 2007 EUR	31 décembre 2006 EUR
Actif/(passif) net	<u>(50)</u>	<u>(100)</u>
Capitaux propres		
Capital émis et réserves	<u>(50)</u>	<u>(100)</u>
Total des capitaux propres	<u>(50)</u>	<u>(100)</u>

Dans l'exemple 3, le club est confronté à un passif net à la fois à la date de clôture actuelle et à la date de clôture statutaire comparative. Toutefois, dans la mesure où le passif net au 31 décembre 2007 s'est amélioré par rapport à celui au 31 décembre 2006, l'indicateur IND.02 **n'a pas été franchi**.

Annexe 16 : [Illustratif] Informations financières prévisionnelles actualisées: synthèse des éléments à fournir dans le cadre des informations financières prévisionnelles actualisées

La section 10.14.4 décrit les informations à préparer par le club, conformément au critère F.07.

L'exemple choisi pour illustrer le propos est basé sur les hypothèses suivantes : la date de clôture de l'exercice comptable du club est le 31 décembre 2007 ; la date de soumission fixée par le bailleur de licence pour la saison 2008/09 soumise à la licence est le 31 mars 2008 ; la période couverte par les informations financières prévisionnelles est la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2009 (les dates intermédiaires étant le 30 juin 2008 et le 31 décembre 2008). Le 31 décembre 2008, les chiffres actuels seront ceux des comptes annuels et rentreront dans le cadre de la licence 2009/10.

Le résumé ci-dessous constitue un exemple des éléments à fournir au titre des informations financières prévisionnelles actualisées.

Compte de résultat budgété actualisé jusqu'au 30 juin 2009										
	Budget initial					Budget actualisé				
	Budget initial	Budget initial	Budget initial	Budget initial	Budget initial Total	Budget actualisé	Budget actualisé	Budget actualisé	Budget actualisé	Budget actualisé Total
	3 mois 01/07/08 - 30/09/08	3 mois 01/10/08 - 31/12/08	3 mois 01/01/09 - 31/03/09	3 mois 01/04/09 - 30/06/09	12 mois 01/07/08 - 30/06/09	3 mois 01/07/08 - 30/09/08	3 mois 01/10/08 - 31/12/08	3 mois 01/01/09 - 31/03/09	3 mois 01/04/09 - 30/06/09	12 mois 01/07/08 - 30/06/09
Produits des activités ordinaires										
Recettes de la billetterie										
Sponsoring et publicité										
Droits de diffusion										
Affaires commerciales										
Autres produits d'exploitation										
Charges										
Coûts des matériaux										
Avantages du personnel										
Dotations aux amortissements										
Dépréciation des immobilisations										
Autres charges d'exploitation										
Résultat opérationnel										
Profit/(perte) résultant de la sortie d'immobilisations										
Charges financières										
Charges d'impôt										
Profit ou perte après impôt										

Tableau des flux de trésorerie budgété actualisé jusqu'au 30 juin 2009

	Budget initial					Budget actualisé				
	Budget initial	Budget initial	Budget initial	Budget initial	Budget initial Total	Budget actualisé	Budget actualisé	Budget actualisé	Budget actualisé	Budget actualisé Total
	3 mois 01/07/08 - 30/09/08	3 mois 01/10/08 - 31/12/08	3 mois 01/01/09 - 31/03/09	3 mois 01/04/09 - 30/06/09	12 mois 01/07/08 - 30/06/09	3 mois 01/07/08 - 30/09/08	3 mois 01/10/08 - 31/12/08	3 mois 01/01/09 - 31/03/09	3 mois 01/04/09 - 30/06/09	12 mois 01/07/08 - 30/06/09
Cash flows from operating activities										
Cash receipts from gate receipts										
Cash receipts from sponsorship and advertising										
Cash receipts from broadcasting rights										
Cash receipts from commercial activities										
Cash receipts from other operating activities										
Cash payments to suppliers for goods and services										
Cash payments to and on behalf of employees										
Cash payments in relation to other operating expenses										
Cash inflow/outflow from operating activities										
Taxation										
Cash flows from investing activities										
Cash receipts from sale of property, plant and equipment										
Cash payments to acquire property, plant and equipment										
Cash receipts from sale of player registrations										
Cash payments to acquire player registrations										
Cash receipts from sale of other long term assets										
Cash payments to acquire other long term assets										
Cash receipts from sale of financial investments										
Cash payments to acquire new financial investments										
Cash receipts in relation to receipts of loans from non-financial institutions										
Cash payments in relation to repayment of loans to non-financial institutions										
Cash inflow/outflow from investing activities										
Cash flow from financing activities										
Cash receipts from issuing short or long term borrowings										
Cash payments in relation to repayment of amounts borrowed										
Cash receipts from an increase in capital										
Cash payments to acquire or redeem the entity's shares										
Cash inflow/outflow from financing activities										
Net increase/decrease in cash										

Si le club présente des arriérés de paiement au 30 juin 2009 de l'année au cours de laquelle les compétitions interclubs de l'UEFA commencent, il devra présenter de nouvelles informations financières prévisionnelles. Ces informations couvrent la période de 12 mois commençant immédiatement après la date de clôture statutaire (ici dans notre exemple 31/12/2009) de la période de reporting T.

Le résumé ci-dessous constitue un exemple des éléments à fournir au titre des informations financières prévisionnelles complétées.

Compte de résultat budgété T+1 avec les chiffres comparatifs de la période T			
	Budget reporting T Total		Budget reporting T+1 Total
	12 mois 01/01/09 - 31/12/09		12 mois 01/01/10 - 31/12/10
Produits des activités ordinaires			
Recettes de la billetterie			
Sponsoring et publicité			
Droits de diffusion			
Affaires commerciales			
Autres produits d'exploitation			
Charges			
Coûts des matériaux			
Avantages du personnel			
Dotations aux amortissements			
Dépréciation des immobilisations			
Autres charges d'exploitation			
Résultat opérationnel			
Profit/(perte) résultant de la sortie d'immobilisations			
Charges financières			
Charges d'impôt			
Profit ou perte après impôt			

Tableau des flux de trésorerie budgété T+1 avec les chiffres comparatifs de la période T			
	Budget reporting T Total		Budget reporting T+1 Total
	12 mois 01/01/09 - 31/12/09		12 mois 01/01/10 - 31/12/10
Cash flows from operating activities			
Cash receipts from gate receipts			
Cash receipts from sponsorship and advertising			
Cash receipts from broadcasting rights			
Cash receipts from commercial activities			
Cash receipts from other operating activities			
Cash payments to suppliers for goods and services			
Cash payments to and on behalf of employees			
Cash payments in relation to other operating expenses			
Cash inflow/outflow from operating activities			
Taxation			
Cash flows from investing activities			
Cash receipts from sale of property, plant and equipment			
Cash payments to acquire property, plant and equipment			
Cash receipts from sale of player registrations			
Cash payments to acquire player registrations			
Cash receipts from sale of other long term assets			
Cash payments to acquire other long term assets			
Cash receipts from sale of financial investments			
Cash payments to acquire new financial investments			
Cash receipts in relation to receipts of loans from non-financial institutions			
Cash payments in relation to repayment of loans to non-financial institutions			
Cash inflow/outflow from investing activities			
Cash flow from financing activities			
Cash receipts from issuing short or long term borrowings			
Cash payments in relation to repayment of amounts borrowed			
Cash receipts from an increase in capital			
Cash payments to acquire or redeem the entity's shares			
Cash inflow/outflow from financing activities			
Net increase/decrease in cash			

Bilan budgété T+1 avec les chiffres comparatifs de la période T			
	Budget reporting T Total		Budget reporting T+1 Total
	12 mois 01/01/09 - 31/12/09		12 mois 01/01/10 - 31/12/10
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Créances à recevoir résultant de transferts de joueurs			
Créances à recevoir d'entités du groupe et d'autres parties liées			
Créances à recevoir - autres			
Stocks			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles			
Immobilisations incorporelles – joueurs			
Immobilisations incorporelles – autres			
Immobilisations financières			
Total de l'actif			
Passifs courants			
Emprunts bancaires et dettes financières			
Dettes à payer résultant de transferts de joueurs			
Dettes à payer à des entités du groupe et à d'autres parties liées			
Dettes à payer - autres			
Passifs d'impôts			
Provisions à court terme			
Passifs non courants			
Emprunts bancaires et autres emprunts			
Autres passifs à long terme			
Passifs d'impôts			
Provisions à long terme			
Total du passif			
Actif/(passif) net			
Capitaux propres			
Capital émis et réserves			
Total des capitaux propres			

Annexe 17 : [Illustratif] Candidats promus : assouplissement des exigences en matière d'information

Cette Annexe a pour objet de présenter le traitement des candidats à la licence promus.

Les candidats à la licence promus sont les clubs qui, suite à la promotion en première division, doivent se soumettre pour la première fois à la procédure d'octroi de licence à la demande du bailleur de licence. La date limite de soumission sera fixée par le bailleur de licence.

Tous les critères F.01 à F.08 s'appliqueront aux candidats promus tenus de se soumettre à la procédure d'octroi de licence aux clubs, bien que certaines exigences en matière d'information soient susceptibles d'être assouplies. Il pourra en être ainsi lorsqu'un candidat à la licence n'était pas soumis aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs parce qu'il ne jouait pas en division nationale. Dans ce cas, il est probable qu'il n'aura pas préparé les informations financières historiques satisfaisant aux exigences en matière d'octroi de licence aux clubs.

Pour les candidats promus, les exigences suivantes en matière d'information seront assouplies:

- s'agissant du critère F.01, il ne sera pas nécessaire que les états financiers annuels audités présentent des données comparatives;
- s'agissant du critère F.02, il ne sera pas nécessaire de fournir des données comparatives pour la période intermédiaire comparable; et
- s'agissant du critère F.06, il ne sera pas nécessaire de fournir des informations relatives à l'exercice ou à la période intermédiaire comparable.

Si, à l'issue de la première saison en première division, le candidat promu n'a pas été relégué, il ne sera plus classé parmi les candidats promus. Il sera alors soumis aux procédures d'octroi de licence normales, sans aucun assouplissement des exigences en matière de communication.

Annexe 18 : [Illustratif] Eléments essentiels de la procédure

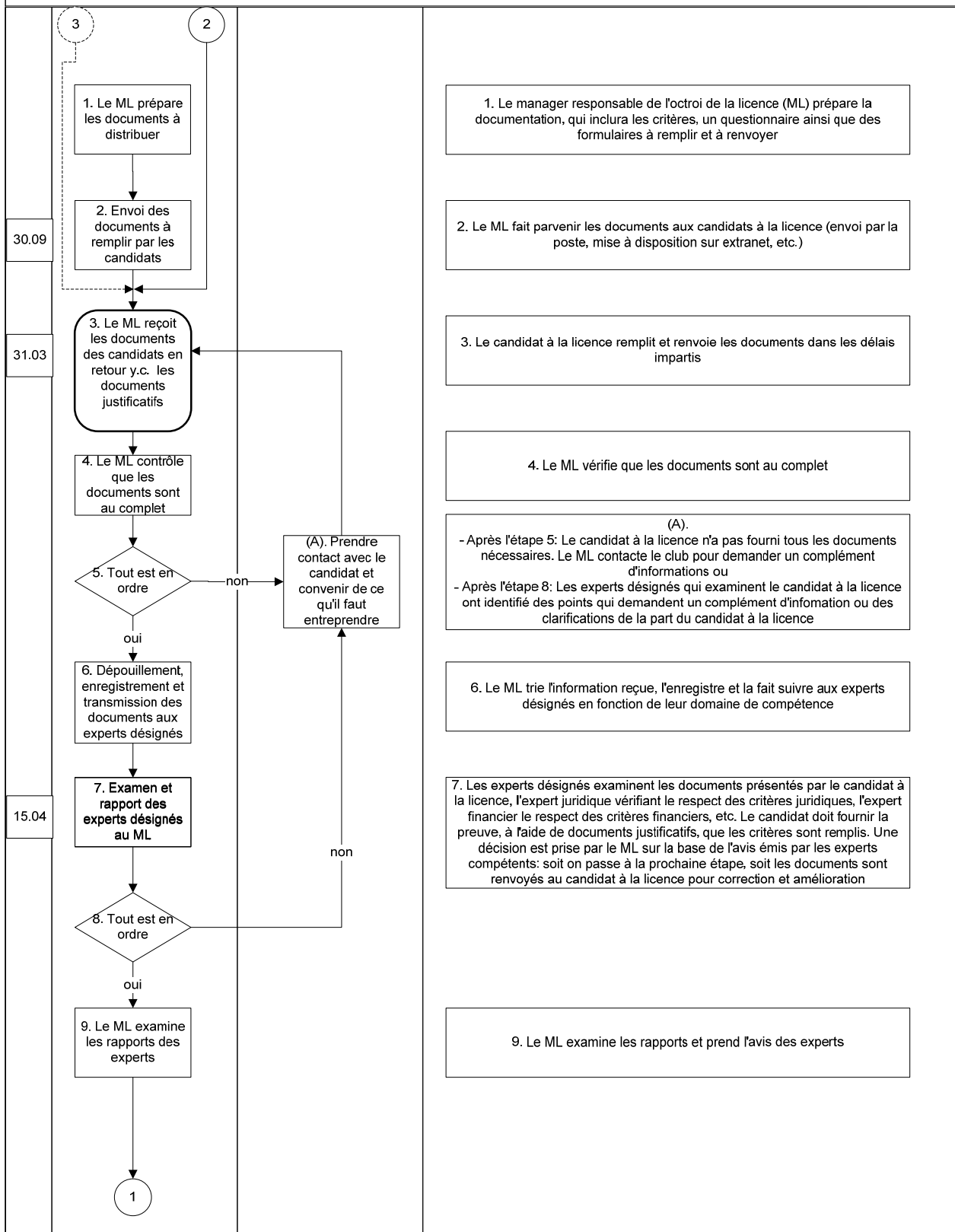
Le tableau suivant fournit un exemple d'éléments essentiels de la procédure:

Les **nombres** qui figurent dans le tableau se réfèrent aux différentes étapes à suivre selon l'ordre logique d'une procédure pour l'octroi de licence à un club. Le tableau comporte 19 étapes (colonne de gauche). Ces étapes seront suivies l'une après l'autre si la procédure s'effectue sans problème, par exemple, si le club satisfait à toutes les exigences et que la direction du bailleur de licence procède selon le plan idéal.

Les **lettres** du tableau se réfèrent aux problèmes susceptibles de survenir au cours de la procédure et qui demandent à être traités de manière appropriée. Le tableau suit la séquence des lettres de (A) à (I) (colonne centrale). Par ailleurs, la colonne de droite du tableau donne au lecteur une brève description de chaque étape.

Éléments essentiels de la procédure

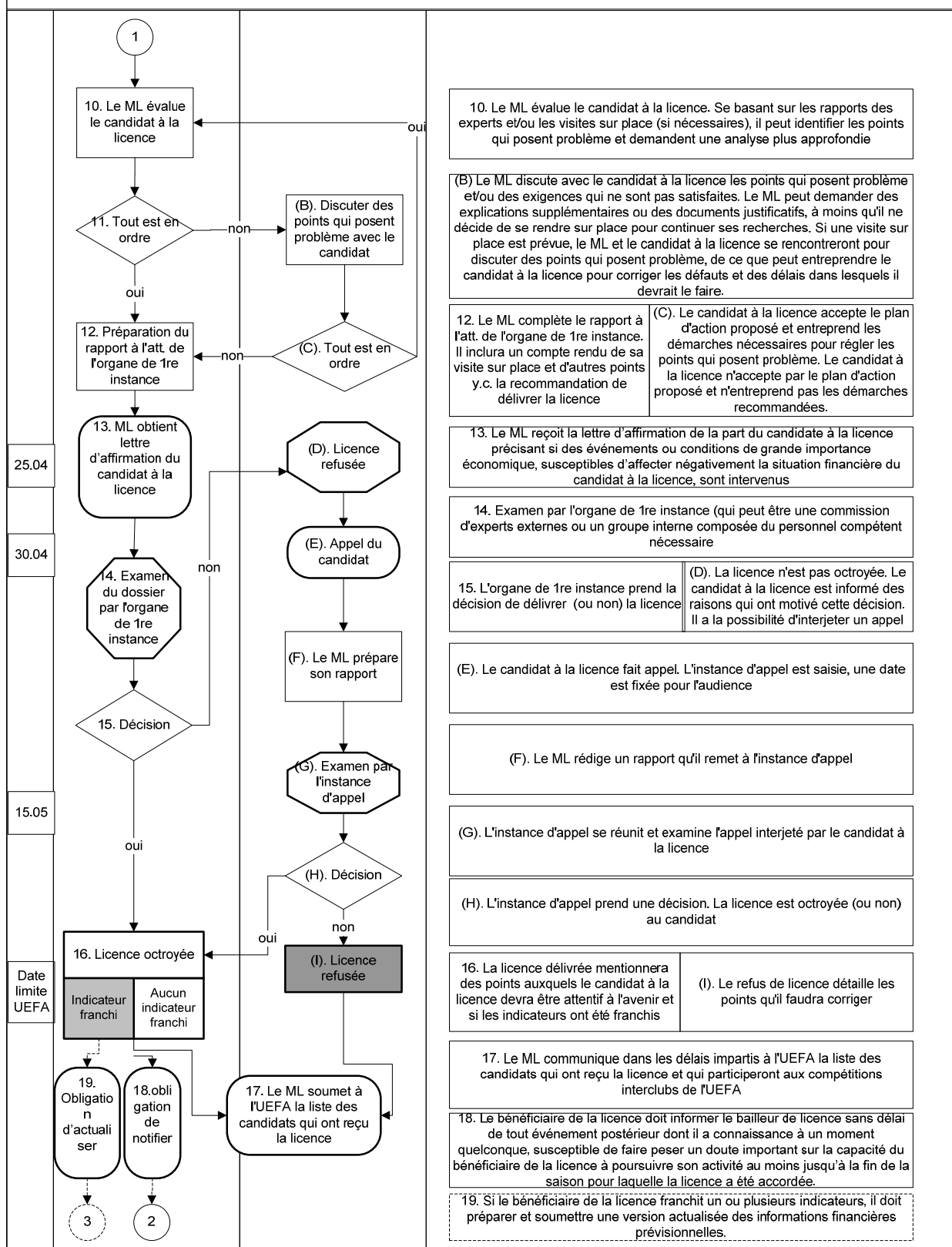
page 1



administration du bailleur de licence

instances de décision

candidat à la licence



administration du bailleur de licence



instances de décision



candidat à la licence

1. A une date définie par le bailleur de licence et avant la date limite de soumission à l'UEFA de la liste des clubs participant à une compétition de l'UEFA, le manager responsable de l'octroi de licence (ML) produit les documents sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs. Ces documents comprennent les critères, les questionnaires et les formulaires à retourner.
2. Le ML distribue l'ensemble des documents préparés aux candidats à la licence. Il peut les envoyer par la poste, par fax, les mettre à disposition sur l'Extranet, etc. Le ML peut demander un accusé de réception. Cette date se situe entre le 15-31 août x.
3. Le club complète les documents (questionnaires, formulaires, etc.) et les retourne au ML dans le délai imparti. (15 janvier x +1 pour les 4 premiers critères, 31 mars x +1 pour le critère financier). Ces documents peuvent être retournés par la poste, par fax, par courrier électronique sur l'Extranet, etc. Au besoin, des documents justificatifs y seront joints.
4. Le ML vérifie que les documents du club ont été renvoyés dans le délai imparti et qu'ils sont complets.
5. Décision.
Deux possibilités: étape 6 ou (A).
6. Si les documents ont été envoyés dans le délai imparti et qu'ils sont complets, le ML dépouille les informations reçues, les enregistre et les transmet aux experts désignés en fonction du domaine concerné (les documents juridiques sont adressés à l'expert juridique, les informations d'ordre financier à l'expert financier, etc.).
7. Le ML remet les documents des candidats à la licence aux experts désignés. Ceux-ci examinent ces documents, vérifient que les critères sont remplis et établissent ensuite un rapport à l'attention du ML dans le délai imparti et sous la forme prévue (listes de contrôle, rapports, etc.). Les contrôles doivent être étayés par des documents justificatifs (preuve que les critères sont remplis). Ainsi, par exemple, la preuve que le critère d'infrastructure I.01 Stade – certification est respecté doit être fournie par la copie d'un certificat de stade valide.
8. Décision.
Deux possibilités: étape 9 ou (A).
9. Le ML vérifie que les rapports des experts sont complets et remis dans le délai imparti. Il examine ces rapports et demande l'opinion des experts.
10. Le ML procède à l'évaluation du club. Les rapports remis par les experts lui permettent d'identifier les points susceptibles de poser problème et d'exiger une analyse plus approfondie.
11. Décision.
Deux possibilités: étape 12 ou (B)
12. Si le ML ne découvre pas de point exigeant une analyse plus poussée, il préparera dans le délai imparti un rapport à l'attention de l'organe de première instance (OPI). Son rapport porte sur les différents aspects analysés (analyse des documents reçus et compte rendu d'éventuelles visites sur place).
13. Le ML reçoit la lettre d'affirmation de la part du club précisant si des événements ou conditions de grande importance économique, susceptibles d'affecter négativement la situation financière du club, sont intervenus. Cella est incluse dans son rapport. Selon les résultats de l'évaluation, le rapport contiendra une recommandation d'accorder ou de refuser la licence.
14. L'OPI reçoit le rapport établi par le ML dans le délai imparti, l'examine, demande le cas échéant des compléments d'information ainsi que des documents au ML. Ensuite, il prend une décision sur l'octroi/le refus de la licence.
L'OPI doit remplir les exigences de qualification, d'indépendance et de confidentialité décrites aux section 3.2 du présent «Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs». Elle siège dans les 3 semaines du mois d'avril x +1.
15. Décision.

Deux possibilités: étape 16 ou (D). L'OPI rend une décision écrite et motivée dans les 3 jours ouvrables après l'audience.

16. Après un examen attentif des documents du club et du rapport du ML, l'organe décisionnaire accorde la licence. La licence est délivrée à la condition que le candidat remplisse tous les critères impératifs définis dans le «Manuel de l'UEFA sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs». La licence octroyée peut - mais ce n'est pas obligatoirement le cas - indiquer certains points auxquels le club devra être attentif.
17. Le ML reçoit le rapport établi par l'instance décisionnaire. Sur la base de la décision rendue par cette dernière, il prépare la liste des candidats à la licence autorisés à participer aux compétitions interclubs de l'UEFA. La liste des clubs bénéficiaires d'une licence est envoyée à l'UEFA dans le délai imparti.
18. Après l'octroi de la licence et jusqu'à la fin de la saison à soumettre à la licence, le bénéficiaire de la licence doit informer la FLF sans délai de tout événement postérieur dont il a connaissance à un moment quelconque, susceptible de faire peser un doute important sur la capacité du bénéficiaire de la licence à poursuivre son activité au moins jusqu'à la fin de la saison pour laquelle la licence a été accordée.
19. Si le bénéficiaire de la licence franchit un ou plusieurs indicateurs, il doit préparer et soumettre une version actualisée des informations financières prévisionnelles. Les informations financières prévisionnelles doivent être préparées, au minimum, sur une base semestrielle.

(A) A partir de l'étape 5:

Si les documents sont incomplets ou qu'ils n'ont pas été envoyés dans le délai imparti, le ML prend contact avec le club afin de convenir avec lui des prochaines actions à entreprendre (par exemple, demande d'information, de documents justificatifs, concernant un questionnaire ou un formulaire manquant).

(B) A partir de l'étape 8:

Si l'expert désigné identifie des points qui nécessitent une information plus détaillée, il prend contact avec le club pour en discuter, obtenir les compléments d'information nécessaires et convenir en commun des actions à entreprendre.

Si le ML identifie des points qui nécessitent un examen plus approfondi (par exemple, si certains critères ne sont pas respectés, s'il constate des erreurs ou des lacunes, etc.), il prend contact avec le club pour en discuter. Il peut demander des explications plus détaillées, des documents justificatifs ou décider d'effectuer une visite sur place afin de poursuivre ses investigations. Si une visite est prévue sur les lieux, le ML et/ou l'expert fixent un rendez-vous avec le club et abordent les points qui posent problème.

Ils définissent les actions pouvant être entreprises par le club pour se mettre en conformité, ainsi qu'un calendrier d'exécution.

(C) Décision.

Deux possibilités:

- Si le club et le ML se mettent d'accord sur les actions à entreprendre, la procédure reprend à l'étape 10.
- Si le club n'accepte pas les conclusions du rapport du manager responsable et refuse de fournir davantage d'informations ou d'entreprendre les actions nécessaires, la procédure reprend à l'étape 12.

(D) Après un examen minutieux des documents fournis par le club et du rapport du manager responsable, l'OPI refuse de délivrer la licence. Le refus énumère dans le détail les points qui justifient cette décision et le club se voit donner la possibilité d'interjeter appel auprès de l'instance d'appel (IA). Le délai pour interjeter appel est d'une semaine (7 jours) après réception (fax et/ou lettre recommandée) de la décision de première instance.

(E) Le club fait appel. L'IA est saisie. Une date d'audience est convenue d'un commun accord.

(F) Le ML produit un rapport et le remet à l'IA. Ce rapport détaille les points qui posent problème et les raisons du refus.

(G) L'IA se réunit et examine l'appel du club. Elle peut demander un complément d'information et/ou des documents justificatifs au ML et/ou au club. L'instance d'appel siège dans les 2 premières semaines du mois de mai x +1.

(H) Décision.

Deux possibilités: étape 15 ou (I).

(I) Après un examen minutieux des documents fournis par le club et du rapport du ML, l'IA refuse de délivrer la licence. Le rapport de l'IA détaille les raisons du refus et les points qui justifient cette décision. La décision est écrite et motivée et parvient dans les 2 jours après l'audience.

Le respect des étapes 18 et 19 sera évalué au titre du cycle d'octroi de licence suivant.

Annexe 19 : [Illustratif] Inscription de personnel sportif – Licence individuelle pour les personnes présentes dans la zone technique

L'UEFA recommande que les associations nationales instituent une réglementation pour l'inscription des personnes assumant les fonctions relatives aux critères P.06 à P.10 et P.12. Ces personnes sont autorisées à séjourner dans la zone technique pendant un match d'une compétition de l'UEFA.

L'inscription des personnes occupant ces fonctions vise à:

- a) définir les obligations d'une personne assumant ce type de fonction et à lui fournir une licence, telle qu'un passeport de joueur.
- b) décrire la licence relative à ces fonctions et son champ d'application (territoire et durée).
- c) subordonner la personne concernée à l'autorité disciplinaire de l'association nationale et de toutes les autres instances du football (FIFA, UEFA, etc.);
- d) vérifier que cette personne a suivi avec succès le cours de formation correspondant, au titre duquel elle présente un diplôme ;
- e) assurer l'entretien et la mise à jour des connaissances grâce à la participation obligatoire à des « cours de répétition » (par exemple, week-end annuel de cours pour les entraîneurs titulaires de la licence A);
- f) définir les obligations du club en ce qui concerne l'inscription (présenter à l'association nationale une copie du contrat signé, etc.);
- g) décrire les conséquences du non-respect des exigences en matière d'inscription pour toute personne concernée et le club (amende, réduction de points, etc.).
- h)

L'association nationale définit l'intervalle de cette procédure d'inscription pour toutes ces personnes.

L'association est responsable de la procédure d'inscription et exige, à titre d'exemple, la présentation des documents suivants:

- a) copie du contrat (s'il s'agit d'un employé);
- b) preuve que le diplôme/certificat d'entraîneur requis a été obtenu;
- c) preuve de la participation réussie au cours de répétition requis;
- d) permis de travail (s'il y a lieu et si la législation l'impose);
- e) confirmation par la personne responsable de la reconnaissance des statuts, règlements et décisions des instances du football (FIFA, UEFA, association nationale, ligue et club) ainsi que de la compétence du tribunal arbitral pour le règlement de tout litige (indiquer le nom approprié);
- f) autres documents (par exemple, CV, exposé des activités antérieures à l'entrée dans la nouvelle association, etc.).

Le résultat d'une procédure d'inscription réalisée avec succès au sein de l'association nationale se présente sous la forme d'une «licence» pour la personne concernée, valable pendant la période/saison fixée.

Annexe 20 : [Obligatoire] Tableau des dettes de transfert

Pour les exigences relatives au tableau des dettes de transfert, veuillez vous référer à la section 10.8.3.2. Le tableau des dettes de transfert doit être remis au bailleur de licence, sauf si les informations lui ont déjà été communiquées en vertu des règlements nationaux existants en matière de transferts.

Un modèle de tableau des dettes de transfert figure ci-dessous. Celui-ci comporte des exemples de dettes à payer par un club, relatives à quatre joueurs, et a été établi au 31 décembre 2007.

Tableau des dettes de transfert de (nom du club)																	
Renseignements sur joueurs			Coûts directs d'acquisition de l'inscription					Montant payé		Montant à payer au 31 déc. 2007				Montants de transfert conditionnels non comptabilisés au 31 déc. 2007 (passifs éventuels)	Situation au 31 déc. 2007	Conclusion après le 31 mars 2008	
Nom	Date du contrat de transfert /prêt	Provenance (club)	Montant de transfert/prêt inconditionnel dû à l'ancien club	Montant de transfert conditionnel comptabilisé	Indemnité de formation/ contribution de solidarité	Autres coûts directs	Total des coûts directs au 31 déc. 2007	Montant total payé au 31 déc. 2007	Date de paiement	Montant total dû au 31 déc. 2007	Aux clubs de football	Date(s) d'échéance	A des tiers				
Joueur a	15/08/2007	Club W	100	-	50	-	150	-	-	150	150	15/10/2007	-	-	arriéré	OK (payé le 31 jan. 2008)	
Joueur b	15/07/2007	Club X	280	-	20	-	300	100	15/10/2007	120	100	30/11/2007	20	-	arriéré	OK (payé le 15 fév. 2008)	
										80	80	30/06/2008	-	-	non échu	OK	
Joueur c	10/08/2007	Club Y	100	-	10	10	120	120	10/09/2007	-	-	-	-	-	intégr. payé	OK	
Joueur d	20/08/2007	Club Z	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	sans frais	OK	
Total							570	220		350							
							Note 1			Note 2							

Note 1

Note 2

Nous confirmons l'exhaustivité et l'exactitude des informations figurant sur ce tableau.

(Nom du club)

Date, nom et signature du représentant du club

Annexe 21 : Glossaire

Administration pour l'octroi de licence

Instance ou personne au sein du bailleur de licence responsable des questions relatives à l'octroi de licence.

Amortissement

Répartition systématique du montant amortissable d'une immobilisation incorporelle sur sa durée d'utilité. Par exemple, pour les frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur, comptabilisés en immobilisations incorporelles, la durée d'utilité est la durée du contrat.

Audit

Une mission d'audit des états financiers a pour objectif de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion indiquant si les états financiers ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à un référentiel comptable identifié. Les expressions «donnent une image fidèle» ou «présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs», utilisées pour exprimer l'opinion de l'auditeur, sont équivalentes. L'audit d'informations financières ou autres, établies selon des principes généralement reconnus, poursuit le même objectif. Dans une mission d'audit, l'auditeur donne une assurance élevée, mais non absolue, que les informations, objets de l'audit, ne sont pas entachées d'anomalies significatives. Cette opinion est exprimée positivement sous forme d'assurance raisonnable.

Auditeur indépendant

Auditeur indépendant de l'entité, conformément au Code d'Ethique Professionnelle des Comptables publié par l'IFAC. Pour de plus amples informations, consultez le site www.ifac.org. Le terme de «auditeur» pourra également être appliqué à la personne exécutant des services connexes ou des missions d'assurance autres que des audits.

Avantages du personnel

Toutes formes de contrepartie donnée par une entité au titre des services rendus par son personnel.

Bailleur de licence

Instance mettant en oeuvre la procédure d'octroi de licence et accorde la licence.

Bénéficiaire de la licence

Candidat à la licence qui s'est vu octroyer une licence par le bailleur de licence.

Budget

Plans comprenant les informations financières prévisionnelles d'une entité, basés sur l'hypothèse de la direction que certains événements se produiront et que l'entité entreprendra certaines actions dans le futur.

Candidat à la licence

Entité juridique pleinement et exclusivement responsable de l'équipe de football participant aux compétitions interclubs nationales et internationales, qui se porte candidate à une licence.

Changement important

Événement considéré comme ayant une importance significative pour la documentation soumise antérieurement au bailleur de licence et qui exigerait une présentation différente s'il s'était produit avant la soumission de la documentation d'octroi de licence.

Continuité d'exploitation

On considère normalement que l'entité présentant les états financiers poursuivra ses activités dans un futur prévisible et n'a ni l'intention, ni le besoin de se mettre en liquidation, de cesser son exploitation ou de se placer sous la protection de lois sur les faillites.

Contrôle

Pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Critères

Exigences à remplir par le candidat à la licence et réparties en cinq catégories (sportive, administrative, juridique et financière ainsi que d'infrastructure et de personnel), chaque catégorie étant subdivisée en trois classes de A à C (A + B obligation impérative, C recommandation de meilleure pratique).

Cycle d'octroi de licence

Voir Eléments essentiels de la procédure.

Date de clôture statutaire

La date de référence comptable annuelle de l'entité.

Date limite de soumission à l'UEFA de la liste des clubs bénéficiaires de la licence

La date à laquelle chaque bailleur de licence doit soumettre à l'UEFA la liste des clubs auxquels les instances décisionnaires nationales ont octroyé une licence. Cette date est définie chaque année par l'UEFA et notifiée aux bailleurs de licence.

Date limite de soumission de la candidature au bailleur de licence

Date à laquelle chaque bailleur de licence exige que les candidats à la licence lui aient soumis l'ensemble des informations relatives à leur demande.

Direction (personnel)

Ce terme décrit les personnes responsables de la préparation et de l'image fidèle des états financiers et des autres informations financières. D'autres dénominations peuvent être considérées comme appropriées, comme les «personnes responsables de la gestion» (par exemple, les administrateurs).

Doit / devra

Indique l'obligation de faire une chose (c.-à-d. de manière impérative).

Eléments essentiels de la procédure

Exigences minimales que le bailleur de licence doit mettre en place afin de vérifier le respect des critères décrits dans le manuel, comme base pour l'octroi de la licence à un candidat.

Entité/entités présentant les états financiers

Le membre enregistré et/ou l'entreprise ou le groupe tenu(e), conformément aux règles du présent manuel, de fournir au bailleur de licence, respectivement, les états financiers statutaires ou consolidés.

Entreprise associée

Entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés de personnes, dans laquelle l'investisseur a une influence notable, et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une joint-venture.

États financiers annuels

Jeu complet d'états financiers établi à la date de clôture statutaire comprenant, en règle générale, un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie, ainsi que des notes annexes et d'autres états et textes explicatifs qui font partie intégrante des états financiers.

Etats financiers consolidés

Etats financiers d'un groupe présentés comme ceux d'une entité économique unique.

Etats financiers intermédiaires

Rapport financier comprenant, soit un jeu complet d'états financiers, soit un jeu d'états financiers résumés relatif à une période intermédiaire.

Événement ou condition de grande importance économique

Un événement ou une condition est de grande importance économique lorsqu'il est considéré comme ayant une influence significative sur les états financiers de l'entité présentant les états financiers et exigerait une présentation différente (négative) des résultats des opérations, de la situation financière et des actifs nets de l'entité présentant les états financiers s'il s'était produit au cours de l'exercice précédent ou de la période intermédiaire précédente.

Événements postérieurs

Événements ou conditions survenant après la décision d'octroi de licence.

Examen limité

Une mission d'examen limité d'informations financières a pour objectif de permettre à l'auditeur de conclure, sur la base de l'examen limité, qu'aucun fait n'a été relevé le conduisant à considérer que les informations financières n'ont pas été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable identifié.

Contrairement à un audit, un examen limité ne vise pas à obtenir une assurance raisonnable que les informations financières ne sont pas entachées d'anomalies significatives. Un examen limité consiste à adresser des demandes d'informations, essentiellement aux personnes responsables des procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen. Un examen limité peut porter à la connaissance de l'auditeur des questions importantes concernant les informations financières, mais ne permet pas d'obtenir les éléments probants qui seraient requis pour un audit.

Exercice

Période de référence financière s'achevant à la date de clôture statutaire, qu'il s'agisse ou non d'une année, et qui n'est pas une période intermédiaire.

Filiale

Entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés en nom collectif, contrôlée par une autre entité (appelée la société mère). Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Frais d'acquisition directs d'une inscription de joueur

Paiements à des tiers pour l'acquisition d'une inscription de joueur, excluant les frais de développement interne ou d'autres frais. Les frais incluent:

- *le montant du transfert à payer pour assurer l'inscription;*
- *la taxe sur les frais de transfert (s'il y a lieu); et*
- *d'autres frais directs pour obtenir l'inscription d'un joueur (par exemple, paiements à des agents pour des services rendus au club, honoraires d'avocats, versements d'indemnités pour l'entraînement et le développement de jeunes joueurs, conformément aux règlements de la FIFA et/ou aux règlements nationaux en matière de transferts).*

Groupe

Société mère et toutes ses filiales. Une société mère est une entité qui a une ou plusieurs filiales. Une filiale est une entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés en nom collectif, contrôlée par une autre entité (appelée la société mère).

Immobilisation incorporelle

Actif identifiable non monétaire sans substance physique, par exemple l'inscription d'un joueur.

Influence notable

Pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Informations complémentaires

Si les états financiers annuels audités ne satisfont pas aux exigences minimales du critère F.01 en termes de contenu et de comptabilité, le candidat à la licence devra préparer et fournir des informations complémentaires. Le contenu et la présentation des informations complémentaires,

dans la mesure où elles sont requises, sont susceptibles de varier selon les candidats à la licence, en fonction du volume d'informations déjà communiqué dans les états financiers audités fournis séparément.

Informations financières historiques

Informations relatives aux incidences financières d'événements passés sur l'entité concernée. Les informations financières historiques concernent la performance et la situation financières avant la décision d'octroi de licence.

Informations financières prévisionnelles

Informations relatives aux incidences financières prévisionnelles d'événements futurs et d'actions éventuelles sur l'entité concernée.

International Financial Reporting Standards («IFRS»)

Normes et interprétations adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Elles comprennent:

- les International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière);*
- les International Accounting Standards (normes comptables internationales); et*
- les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (Comité d'interprétation des normes d'information financière internationale – IFRIC) ou l'ancien Standing Interpretations Committee (Comité permanent d'interprétations – SIC).*

International Standards on Auditing («ISA»)

Le Comité des Normes Internationales d'Audit et de Missions d'Assurance (International Auditing and Assurance Standards Board «IAASB») édite des normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) que doivent appliquer les auditeurs afin d'émettre un avis sur les informations financières historiques. Selon l'IAASB, l'un de ses objectifs est «d'édicter des normes d'audit et leurs modalités d'application de haut niveau afin qu'elles soient acceptables aux investisseurs, aux auditeurs, aux gouvernements, aux commissions bancaires, aux régulateurs des marchés boursiers et aux autres personnes intéressées au plan mondial.» Pour de plus amples informations au sujet de l'IAASB et des ISA, consultez le site www.ifac.org

International Standards on Related Services («ISRS»)

L'IAASB édicte des normes internationales de services connexes, comprenant l'application de procédures convenues aux informations. Les ISRS actuellement en vigueur sont disponibles sur www.ifac.org

International Standards on Review Engagements («ISRE»)

L'IAASB édicte des normes applicables à l'examen limité d'informations financières historiques. Les ISRE actuellement en vigueur sont disponibles sur www.ifac.org

Joint-venture

Accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus (les coentrepreneurs) conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Lorsqu'une entité comprise dans la consolidation gère une activité économique conjointement avec une autre entité non comprise dans la consolidation (joint-venture), cette autre entité peut être intégrée dans les comptes consolidés.

Licence

Certificat attestant que le bénéficiaire de la licence remplit toutes les exigences impératives minimales, en vue d'entamer la procédure d'admission aux compétitions interclubs de l'UEFA.

Manuel (règlement) national sur l'octroi de licence aux clubs

Document de travail décrivant la procédure pour l'octroi de licence dans un pays donné. Il comprend toutes les exigences minimales de la procédure de l'UEFA pour l'octroi de licence aux clubs ainsi que d'éventuels objectifs et particularités spécifiques du pays.

Membre enregistré

Toute entité juridique en vertu de la législation nationale et/ou des statuts de l'association nationale, qui est membre de l'association nationale et/ou de sa ligue affiliée, pour autant que cette adhésion date d'au moins trois ans.

Montant amortissable

Coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle d'un actif est le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts de sortie estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Partie liée

Une partie est liée à une entité dans les cas suivants:

- a) directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, la partie:*
 - contrôle l'entité, est contrôlée par elle, ou est soumise à un contrôle conjoint au même titre;*
 - que l'entité (ceci couvre les sociétés mères, les filiales et les filiales apparentées);*
 - détient dans l'entité une participation qui lui permet d'exercer une influence notable sur elle; ou*
 - exerce le contrôle conjoint sur l'entité;*
- b) la partie est une entreprise associée de l'entité;*
- c) la partie est une joint-venture dans laquelle l'entité est un coentrepreneur;*
- d) la partie figure parmi les principaux dirigeants de l'entité ou de sa société mère;*
- e) la partie est l'un des membres proches de la famille de tout individu visé par (a) ou (d);*
- f) la partie est une entité sur laquelle une des personnes visées sous (d) ou (e) exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable, ou encore détient un droit de vote significatif; ou*
- g) la partie est un régime d'avantages postérieur à l'emploi au profit du personnel de l'entité, ou de toute entité qui est une partie liée à cette entité.*

Période intermédiaire

Période de référence d'une durée inférieure à celle d'un exercice complet.

Peut / pourra

Signifie qu'une partie est libre de faire une chose (c.-à-d. qu'elle en a l'option mais non l'obligation).

Pratiques comptables nationales

Pratiques comptables et d'information financière que doivent respecter les entités d'un pays donné.

Principes et méthodes comptables

Principes, bases, conventions, règles et pratiques spécifiques appliqués par une entité lors de l'établissement et de la présentation de ses états financiers.

Procédure d'octroi de licence

Voir Eléments essentiels de la procédure.

Procédure de l'UEFA pour l'octroi de licence aux clubs

Comporte cinq catégories de critères ainsi que les éléments essentiels de la procédure.

Procédures convenues («PCO») – Agreed upon procedures

Dans une mission d'examen sur la base de procédures convenues, l'auditeur met en oeuvre des procédures d'audit définies d'un commun accord entre l'auditeur, l'entité et tous les tiers concernés pour communiquer les constatations résultant de ses travaux. Les destinataires du rapport doivent tirer eux-mêmes les conclusions des travaux de l'auditeur.

Ce rapport s'adresse exclusivement aux parties qui ont convenu des procédures à mettre en oeuvre, car des tiers, ignorant les raisons de ces procédures, risqueraient de mal interpréter les résultats.

Processus d'évaluation

Voir Eléments essentiels de la procédure

Règlement de l'UEFA concernant les stades (UEFA Stadium Regulation)

Document de travail décrivant les exigences à remplir par les clubs en ce qui concerne le stade utilisé pour les matches de compétitions interclubs de l'UEFA.

Saison à soumettre à la licence

Saison de l'UEFA pour laquelle le candidat à la licence a demandé la licence; c.-à-d. du 1^{er} juin au 31 mai.

Saison de l'UEFA

Saison à soumettre à la licence.

Saison soumise à la licence

Saison pour laquelle une licence a été accordée (cf. aussi Saison à soumettre à la licence).

Significatif ou matérialité

Les omissions ou l'inexactitude d'éléments ou d'informations sont significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des informations financières. La matérialité dépend de la taille et de la nature de l'omission ou de l'inexactitude, appréciée dans les circonstances environnantes ou du contexte. La taille ou la nature de l'élément, ou une combinaison des deux, peut constituer le facteur déterminant.

Société

Toute entité juridique en vertu de la législation nationale et/ou des statuts de l'association nationale, qui a une relation contractuelle avec un membre enregistré remplissant les obligations mentionnées à la section 4.3.1.3.

Société mère

Une entité qui a une ou plusieurs filiales.

Stade

Lieu où le déroule un match de compétition, couvrant également – sans s'y limiter – l'ensemble des locaux et installations à proximité du stade (par exemple, les bureaux, zones VIP, centres de presse et centres d'accréditation).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Valeur recouvrable

La valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La «juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente» est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, après déduction des coûts de cession. La «valeur d'utilité» est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Règlement interne relatif aux sanctions

Remarque préliminaire : il y a lieu de distinguer entre les sanctions internationales (UEFA) et les sanctions nationales (FLF). La première catégorie peut avoir pour conséquence l'exclusion d'un club d'une compétition interclubs de l'UEFA. La deuxième catégorie peut avoir pour ultime conséquence une relégation forcée de la BGL Ligue (Division Nationale).

Un club qui ne remplit pas les critères obligatoires et par conséquent ne peut pas participer à une compétition interclubs de l'UEFA peut néanmoins participer au championnat de la BGL-Ligue (Division Nationale) sous réserve des sanctions nationales qui lui seront infligées dès lors. Ces sanctions nationales sont : un avertissement, une amende (100-1000 euros), un retrait de points (1-9 points) pour la saison en cours, respectivement pour la saison à venir, une relégation forcée dans une division inférieure.

Il appartient aux organes de la première instance et de l'instance d'appel de prononcer les sanctions applicables sur recommandation du manager responsable de la procédure d'octroi de licence conformément à la présente grille des sanctions et au manuel national.

Il importe de rappeler à ce sujet que la procédure d'octroi de licence s'applique à tous les clubs de la BGL-Ligue (Division Nationale) et tous les critères sont à appliquer à la lettre par tous les clubs de la DN. En ce qui concerne le critère d'infrastructure relatif aux stades de football, il a été décidé par la FLF qu'un club de football ne saurait être pénalisé du fait de l'inactivité ou du défaut de moyens financiers des administrations communales, propriétaires des stades.

En ce qui concerne la participation des clubs dans une compétition interclubs de l'UEFA, il suffit que les clubs présentent un contrat de location avec le propriétaire d'un stade conforme aux normes imposées. Un tel contrat donne la garantie aux clubs qui se qualifient pour une compétition interclubs UEFA de pouvoir jouer de tels matches dans un stade conforme aux exigences requises par l'UEFA.

Le critère sportif, le critère administratif et personnel, le critère légal et le critère financier doivent être remplis par tous les clubs de la DN conformément au manuel national de la procédure d'octroi de licence aux clubs.

En premier lieu, il échet de prendre acte que l'UEFA impose le respect de **tous** les 5 critères afin qu'un club puisse participer aux compétitions interclubs de l'UEFA à partir de la saison 2004/2005. De même, un club qui refuse de se conformer à ces critères obligatoires n'aura plus droit à l'avenir de bénéficier des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF aux clubs de la BGL-Ligue (DN).

A noter que la nouvelle version de la procédure de l'UEFA d'octroi de licence aux clubs entre en vigueur à partir de la saison UEFA 2011/2012 (saison nationale 2010/2011). Par conséquent aussi bien le manuel national de licence UEFA que le règlement interne relatif aux sanctions ont été adaptés à la nouvelle version du règlement de l'UEFA.

La présente grille des sanctions distingue entre les compétitions interclubs de l'UEFA (UEFA) et les compétitions de la FLF (FLF). Le non respect des critères dans le cas de figure d'une compétition interclubs de l'UEFA a pour conséquence le refus de la licence et l'exclusion automatique du club de la prédite compétition UEFA. Par contre, le non respect des critères dans le cas de figure du championnat de la BGL-Ligue (Division Nationale) aura pour conséquence différentes sanctions infligées au club variant selon la gravité du non respect des critères. L'ultime sanction pourra être une relégation de force de la BGL-Ligue (Division Nationale) dans une Division inférieure.

La base légale de la procédure d'octroi de licence UEFA y compris le manuel national de licence UEFA est ancré dans le Statut de la FLF (article 111).

Grille des sanctions :

Critères sportifs :

S.01 A Programme approuvé de formation des jeunes

UEFA:

Un club qui ne respecte pas ce critère n'obtient pas de licence et par conséquent ne pourra pas participer aux compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points. Comme déjà mentionné, le club ne bénéficie éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.02 A Equipes juniors

UEFA :

Un club qui ne respecte pas ce critère n'obtient pas de licence et par conséquent ne pourra pas participer aux compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points. Comme déjà mentionné, le club ne bénéficie éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.03 A Suivi Médial des joueurs

UEFA :

Un club qui ne respecte pas ce critère n'obtient pas de licence et par conséquent ne pourra pas participer aux compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros.

En cas de non respect de ce critère, le club ne bénéficie éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.04 A Inscription des joueurs

UEFA :

Le non respect de cette disposition entraîne une exclusion des compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros.

En cas de non respect de ce critère, le club ne bénéficie éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.05 A Contrat écrit avec les joueurs professionnels

UEFA :

Le non respect de cette disposition entraîne une exclusion des compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros.

En cas de non respect de ce critère, le club ne bénéficie éventuellement plus de l'intégralité des versements de solidarité de l'UEFA distribués annuellement par la FLF.

S.06 B Questions d'arbitrage et lois de jeu

UEFA :

Le non respect de cette disposition entraîne un avertissement pour le club. Il n'y a cependant pas d'exclusion d'office des compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Le non respect de cette disposition entraîne un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 500 euros pour le club.

S.07 B Pratique en matière de lutte contre le racisme

UEFA :

Il s'agit d'un critère de bonne pratique qui n'entraîne pas d'exclusion des compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

En matière d'infractions à caractère raciste, l'échelle des peines des statuts et règlements de la FLF trouve application et les sanctions seront prononcées par les tribunaux fédéraux.

Critères d'infrastructure

UEFA :

Pour ne pas pénaliser les clubs de façon arbitraire, l'UEFA prévoit la possibilité que les candidats à la licence, qui ne sont pas propriétaire d'un stade ou qui ne disposent pas d'un stade conforme aux normes exigées, peuvent présenter une attestation écrite ou fournir un contrat écrit, conclu avec le propriétaire d'un stade, destiné à être utilisé sur le territoire de l'association nationale. Une telle attestation écrite ou un tel contrat doivent garantir au club le droit d'utiliser un stade conforme aux exigences de l'UEFA pour tous ses matches à domicile dans les compétitions interclubs de l'UEFA durant toute la saison pour laquelle il s'est qualifié en termes sportifs. A l'heure actuelle, seulement 4 stades au Luxembourg remplissent les normes exigées. Il s'agit du Stade Josy Barthel de et à Luxembourg, du Stade Jos Nosbaum de et à Dudelange, du Stade de la Frontière d'Esch/Alzette et du Stade Deich de et à Ettelbruck.

FLF :

Néanmoins, pour pouvoir participer au championnat de la Division Nationale à long terme, il serait souhaitable qu'un club remplisse les critères minimums du Règlement de l'UEFA concernant les stades.

Les sanctions en cas de non respect de ces critères minimums s'appliquent uniquement au niveau de la Division Nationale. Pour pouvoir participer à une compétition interclubs de l'UEFA, le club doit présenter une attestation écrite ou un contrat fait avec le propriétaire d'un stade conforme aux normes obligatoires.

I.01 A Stade approuvé pour les compétitions interclubs de l'UEFA

UEFA :

Les matches dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA ne peuvent être joués que dans un stade conforme aux normes obligatoire et qui a été homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal). Le non respect de ce critère entraîne une exclusion d'office du club des compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Pour pouvoir jouer les matches du championnat de la DN dans un stade local, ce stade, même s'il n'est pas conforme aux normes UEFA pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA, doit être homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal) et remplir les conditions minimums du règlement national sur les stades de football.

Il appartient à la Commission des Terrains de la FLF d'homologuer les stades des clubs de la DN.

I.02 A Installations d'entraînement-Disponibilité pour le club de football

UEFA :

Tout club bénéficiaire d'une licence UEFA doit disposer d'une installation d'entraînement afin de pouvoir participer dans une compétition interclubs de l'UEFA.

Le non respect de ce critère entraîne une exclusion d'office du club des compétitions interclubs de l'UEFA.

FLF :

Chaque club doit disposer de telles installations d'entraînement tout au long de l'année. Le non respect de ce critère sera sanctionné par un avertissement.

I.03 B Installations d'entraînement – approbation de l'infrastructure

UEFA :

Tout club bénéficiaire doit disposer d'installations d'entraînement adéquates et approuvées par la FLF, permettant des entraînements tout au cours de l'année. Le non respect de ce critère n'entraîne cependant pas une exclusion automatique des compétitions interclubs de l'UEFA mais aura pour conséquence un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

FLF :

Tout club de la Division Nationale doit disposer d'une installation d'entraînement approuvée par la FLF afin de pouvoir s'entraîner tout au long de l'année. Le non respect de ce critère sera sanctionné par un avertissement.

I.04 A Stade – Homologation**UEFA :**

Les matchs dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA ne peuvent être disputés que dans un stade conforme aux normes obligatoires et qui a été homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal).

FLF :

Pour pouvoir disputer les matchs du championnat de la Division Nationale dans un stade local, ce dernier, même s'il n'est pas conforme aux normes UEFA, doit néanmoins être homologué par les autorités locales compétentes (conseil communal) et remplir les normes prévus par les statuts et règlements de la FLF.

A défaut d'un tel certificat, le club est sanctionné par un avertissement et /ou une amende pouvant aller de 100 à 1000 euros.

I.05 A Stade-Sécurité**UEFA :**

Un tel certificat de sécurité est obligatoire pour qu'un match d'une compétition interclubs de l'UEFA puisse se dérouler dans un stade.

FLF :

Un tel certificat garantissant la sécurité des utilisateurs actifs et passifs du stade lors des matchs du championnat de la Division Nationale doit être établi par les autorités locales compétentes. L'absence d'un tel certificat entraîne en premier lieu un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.06 A Stade-Approbation du plan d'évacuation

UEFA :

Un tel plan d'évacuation est strictement obligatoire pour les matchs dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA. A défaut d'un tel plan d'évacuation, une licence ne saurait être établie.

FLF :

Chaque club est tenu d'élaborer ensemble avec les autorités locales compétentes (administration communale/police grand-ducale) un plan d'évacuation du stade en cas d'urgence. Le défaut d'un tel plan a pour conséquence un avertissement le club et/ou une amende de allant de 100 à 1000 euros.

I.07 A Stade-Local de contrôle

UEFA :

L'existence d'un tel local est obligatoire dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA. A défaut d'un tel local, la licence est obligatoirement refusée.

FLF :

L'absence d'un tel local de contrôle a pour conséquence un avertissement pour le club et /ou r une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.08 A Stade-Capacité

UEFA :

Uniquement les matches des compétitions interclubs de l'UEFA doivent être joués dans un stade ayant une capacité minimum de 1000 places assises (sièges individuels) et dont la moitié soit couverte. A noter que la FLF a sollicité une exception en l'occurrence. (1000 places assises au lieu de 3000 places assises).

FLF :

Cette disposition ne vaut pas à l'heure actuelle pour les matches du championnat de la Division Nationale. La FLF recommande cependant aux clubs de se conformer à cette disposition dans l'intérêt du confort des spectateurs.

I.09 A Stade-Sièges individuels

UEFA :

Cette disposition vaut uniquement pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA. Le non respect entraîne dès lors le refus de la licence.

FLF :

Cette disposition ne vaut pas à l'heure actuelle pour les matches du championnat de la Division Nationale.

I.10 A Stade-Zones réservées aux spectateurs de l'équipe visiteuse

UEFA :

Dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA, une telle séparation doit être établie en vue de pouvoir y participer.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement pour le club. Il appartient au tribunal fédéral de la FLF de prendre des sanctions en cas d'infractions des spectateurs.

I.11 A Stade-Locaux de premiers secours

UEFA :

Dans le cadre des compétitions interclubs de l'UEFA un stade doit obligatoirement disposer d'un tel local de premiers secours. L'absence d'un tel local entraîne un refus de licence.

FLF :

Le non respect de cette disposition dans le cadre des matches du championnat national aura pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

I.10 A Stade-Disponibilité

UEFA :

Chaque candidat à la licence doit fournir un contrat écrit, conclu avec le propriétaire d'un stade ou les propriétaires de différents stades destinés à être utilisés sur le territoire de l'association nationale (FLF). Ce contrat doit garantir au club le droit d'utiliser le stade pour tous ses matches à domicile dans les compétitions interclubs de l'UEFA durant toute la saison pour laquelle il s'est qualifié en termes sportifs. A noter que cette disposition est obligatoire pour tous les clubs de la Division Nationale et le non respect de ce critère entraîne un refus de licence.

FLF :

Pour les matches du championnat de la Division Nationale, les clubs doivent évidemment également disposer d'un stade de football pour jouer les matches à domicile. Le non respect de ce critère entraîne un refus de licence. En effet, un club qui ne dispose pas d'un stade pour jouer ses matches ne pourra plus participer au championnat national. A rappeler que les critères quant à l'infrastructure du stade pour jouer un match d'une compétition interclubs de l'UEFA varient de ceux exigés pour les matches du championnat de la Division Nationale.

I.12 A Terrain de jeu-Spécification

UEFA :

Cette disposition est obligatoire pour les terrains où sont jouées des rencontres de l'UEFA.

Une violation de ce critère entraîne un refus de licence.

FLF :

Pour les matches du championnat de la DN, le non respect de cette disposition entraîne un avertissement pour le club, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

I.13 B Dimension du terrain de jeu

UEFA :

De préférence : 105m-68m.

Longueur : 100m-105m

Largeur : 64m-68m

Une violation de ce critère entraîne un refus de licence.

FLF :

Cette disposition doit également être respectée pour les rencontres dans le cadre du championnat de la DN. Le non respect à pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.14 B Stade-Règles de base**UEFA, FLF :**

Cette disposition doit être prise par les autorités locales (conseil communal), propriétaires des stades de football. Le défaut d'un tel règlement de base a pour conséquence un avertissement pour les clubs et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.15 B Stade-Places couvertes**UEFA :**

Pour les matches des compétitions interclubs de l'UEFA, 500 des 1000 places assises (au minimum) doivent en principe être couvertes. Le non respect de ce critère a pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

FLF :

Pour les matches du championnat de la Division Nationale, ceci n'est pas obligatoire à l'heure actuelle mais il s'agit d'une simple recommandation.

I.16 B Stade-Zone réservée aux supporters du club visiteur**UEFA :**

Dans le cadre des rencontres interclubs de l'UEFA, 5% de la capacité certifiée du stade doivent être réservés aux supporters du club visiteur, à défaut, le club recevra un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

FLF :

Cette disposition ne joue pas à l'heure actuelle pour les matches du championnat de la Division Nationale.

I.17 B Stade-Installations sanitaires

UEFA, FLF :

Le non respect du nombre conseillé par l'UEFA et la FLF a pour conséquence un avertissement pour le club et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros.

I.18 B Stade-Panneaux et indications sur les billets

UEFA :

Si ce critère n'est pas rempli lors des matches UEFA, la FLF inflige au club un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros en cas de récidive.

FLF :

Cette disposition ne joue pas pour les matches de championnat de la Division Nationale.

I.19 B Stade-Installation pour les médias

UEFA, FLF :

Le non respect de ce critère peut entraîner un avertissement et/ou une amende allant de 100-1000 euros.

I.20 B Stade-Local pour les contrôles antidopage

UEFA, FLF :

Si ce critère n'est pas rempli, la FLF inflige au club un avertissement et/ou une amende allant de 100-1000 euros.

I.21 B Stade-Spectateurs handicapés

UEFA, FLF :

Si ce critère n'est pas rempli, la FLF inflige au club un avertissement et/ou une amende allant de 100-1000 euros.

Critères administratifs et liés au personnel

P.01 A Secrétariat du club

UEFA, FLF :

Chaque club de la DN doit disposer d'un secrétariat conformément aux dispositions du manuel national sur la procédure d'octroi de licence. A défaut d'un tel secrétariat, la licence sera refusée.

P.02 A Responsable Administratif

UEFA, FLF :

Chaque club de la Division Nationale doit avoir un manager-responsable administratif. Le défaut d'un tel manager a pour conséquence le refus de la licence.

P.03 A Responsable des finances

UEFA, FLF :

L'absence d'une telle personne entraîne le refus de la licence.

P.04 A Responsable de la sécurité

UEFA, FLF :

Chaque club de la DN doit nommer une personne responsable de la sécurité, à défaut la licence sera refusée au club.

P.05 A Responsable des médias

UEFA, FLF :

Chaque club de la DN doit disposer d'un responsable des médias. En cas de non respect de cette disposition, la licence est refusée au club.

P.06 A Médecin

UEFA :

Chaque club de la DN doit s'assurer les services d'un médecin dûment qualifiée. En cas de non respect de cette disposition, la licence sera refusée au club.

FLF :

A noter que cette disposition ne signifie pas que ce médecin devrait assister à tous les matches du championnat de la DN. Il doit seulement être garanti qu'en cas de besoin, le médecin du club soit disponible à bref terme.

P.07 A Physiothérapeute

UEFA :

Chaque club de la DN doit s'assurer les services s'un physiothérapeute dûment qualifiée. En cas de non respect de cette disposition, la licence sera refusée au club.

FLF :

A noter que cette disposition ne signifie pas que ce physiothérapeute devrait assister à tous les matches du championnat de la DN. Il doit seulement être garanti qu'en cas de besoin, le physiothérapeute soit disponible à bref terme.

P.08 A Entraîneur principal de la première équipe

UEFA :

L'entraîneur principal du club doit avoir l'UEFA-A diplôme. A défaut, le club n'obtient pas de licence.

FLF :

Pour les matches du championnat de la Division Nationale, l'entraîneur principal doit également être en possession d'un tel diplôme. Si tel n'est pas le cas, l'entraîneur doit obligatoirement s'inscrire aux cours en la matière afin d'obtenir ledit diplôme dans les meilleurs délais.

Le non respect de ce critère entraîne un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club, respectivement une diminution des versements de solidarité de l'UEFA distribués par la FLF aux clubs.

P.09 A Responsable du programme de développement des juniors

UEFA, FLF :

Chaque club de la DN doit avoir un entraîneur en possession de l'UEFA-A diplôme, responsable du programme de formation des juniors. A défaut d'une telle personne, la licence sera refusée.

P.10 A,B Entraîneurs d'équipes jeunes

UEFA, FLF :

Les entraîneurs d'équipes jeunes doivent être diplômés conformément aux exigences du manuel national de licence UEFA. En cas de non respect de cette disposition, un club s'expose à un avertissement ou une amende pouvant aller de 100 à 1000 euros et exigeant que l'entraîneur s'inscrive à un programme de formation pour entraîneurs.

P.11 A Organisation de la sécurité – service d'ordre : stadiers

UEFA, FLF :

En cas de non respect de cette disposition par les clubs de la DN entraîne un refus de licence pour le club.

P.12 B Entraîneur assistant de la première équipe

UEFA, FLF :

L'entraîneur assistant de la première équipe doit être en possession d'un diplôme d'entraîneur « UEFA-B ». Le non respect de ce critère entraîne un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.13 B Droits et obligations

UEFA, FLF :

Pour les fonctions 1-12, des descriptions de fonctions doivent être établies et signées par les titulaires. Le non respect de ce critère entraîne un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.14 B Obligation de remplacement pendant la saison soumise à la licence

UEFA, FLF :

Le non respect de ce critère entraîne un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

P.15 B Responsable de l'encadrement des supporters

UEFA, FLF :

Le non respect de ce critère entraîne un avertissement et/ou une amende allant de 100 à 1000 euros pour le club.

Critères juridiques

L.01 A Déclaration relative à la participation aux compétitions interclubs de l'UEFA

UEFA, FLF :

Le non respect a pour conséquence le refus de la licence et par conséquent l'exclusion de toute compétition interclubs de l'UEFA.

L.02 A Autres documents et confirmations émanant du candidat à la licence

UEFA, FLF :

En cas de non respect de cette disposition d'un club de la DN, l'octroi de la licence sera refusé.

L.03 A Extrait du registre

UEFA, FLF :

Le non respect a pour conséquence le refus de la licence.

Critères financiers

F.01 A Etats financiers annuels - audités

UEFA :

Le non respect de ce critère a pour conséquence le refus de la licence.

FLF :

Egalement pour pouvoir participer au championnat de la Division Nationale, des comptes annuels révisés doivent être présentés. Le non respect de ce critère a pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros et/ou un retrait de points allant de 1 à 9 points. De même, le non respect de ce critère peut entraîner une réduction des versements du fonds de solidarité de l'UEFA.

F.02 A Etats financiers pour la période intermédiaire – soumis à un examen limité**UEFA:**

Le non respect de cette obligation a pour conséquence le refus de la licence.

FLF :

Au niveau national, le non respect de ce critère a pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1000 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points en cas de récidive.

F.03 A Absence d'arriéré de paiement envers des clubs de football résultant d'activités de transferts**UEFA:**

Le non respect de cette disposition a pour conséquence le retrait de la licence.

FLF :

Au niveau national, le non respect de ce critère a pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points, respectivement une relégation de force dans une division inférieure en cas de récidive.

F.04 A Absence d'arriéré de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales**UEFA:**

Le non respect de cette obligation sera sanctionné par le retrait de la licence.

FLF :

Au niveau national, le non respect de cette disposition aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points pour la saison à venir, respectivement une relégation de force dans une division inférieure en cas de récidive.

F.05 A Lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence**UEFA :**

Le non respect de cette disposition a pour conséquence le retrait de la licence.

FLF :

Au niveau national, le non respect de cette disposition aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, respectivement un retrait de points allant de 1 à 9 points pour la saison à venir, respectivement une relégation de force dans une division inférieure en cas de récidive.

F.06 A/B Informations financières prévisionnelles**UEFA/FLF :**

Le non respect de cette disposition a pour conséquence aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 2500 euros, ces peines d'amendes pouvant être doublées en cas de récidive.

F.07 B Informations financières prévisionnelles (dispositions renforcées)**UEFA/FLF :**

Le non respect de cette disposition a pour conséquence aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1250 euros, ces peines d'amendes pouvant être doublées en cas de récidive.

F 08 B Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu)

UEFA/FLF :

Le non respect de cette disposition a pour conséquence aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1250 euros, ces peines d'amendes pouvant être doublées en cas de récidive.

F. 09 B Absence d'arriérés de paiement envers le personnel et les administrations sociales ou fiscales au 30 juin (et au 30 septembre, s'il y a lieu)

UEFA/FLF :

Le non respect de cette disposition a pour conséquence aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1250 euros, ces peines d'amendes peuvent être doublées en cas de récidive.

F.10 B Obligation de notifier les événements postérieurs

UEFA/FLF :

Le non respect de cette disposition a pour conséquence aura pour conséquence un avertissement, respectivement une amende allant de 100 à 1250 euros, ces peines d'amendes peuvent être doublées en cas de récidive.

Remarque finale : en cas de non respect des critères financiers de catégorie **A**, le club doit également présenter un plan d'apurement de ses dettes.

A noter qu'un club qui ne respecte pas les dispositions financières de catégorie **A** obligatoires ne peut évidemment plus participer dans une des compétitions interclubs de l'UEFA et le club s'expose aux sanctions ci-dessus en ce qui concerne la participation en Division Nationale.

En dernier lieu, la FLF se réserve le droit de diminuer les versements de solidarité venant de l'UEFA et alloués aux clubs par la FLF en cas de violation des critères financiers de catégorie **A**.